

Après la destruction d'un Boeing

Une trentaine d'autonomistes interrogés par la police en Corse

LIBRE PAGE 23

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 8 C\$; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 drs ; Iran, 45 rls ; Italie, 300 Li. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din. Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 46 50 52
Tél. : 246-72-23

LA DOUBLE DÉMARCHE DE M. HENRY KISSINGER ET SES PROLONGEMENTS

AFRIQUE AUSTRALE : cinq chefs d'État noirs veulent intensifier la lutte armée en Rhodésie

Une évolution de la France ?

Le pouvoir aux Noirs en Rhodésie et en Namibie par l'application de la règle majoritaire dans le premier cas et par l'indépendance immédiate dans le second, voilà en clair la politique française à l'égard de ces régions explosives de l'Afrique australe, telle que l'a présentée le porte-parole de l'Elysée, M. Lecat, à l'occasion de l'entretien de M. Giscard d'Estaing et Kissinger.

Cette position n'est pas entièrement nouvelle. Le 26 septembre 1975, à la tribune de l'ONU, M. Sauvagnargues s'était déjà prononcé pour « un gouvernement fondé sur la règle de la majorité » dans l'ancienne colonie britannique et pour que le peuple de l'Afrique du Sud africain allemand, confié au gouvernement de Pretoria, après la seconde guerre mondiale, « soit mis en mesure d'exprimer rapidement et librement ses vues sur l'avenir politique et la structure constitutionnelle du territoire ». Le 30 janvier, la France avait voté au Conseil de sécurité une résolution d'urgence adoptée à l'unanimité, invitant l'Afrique du Sud à organiser, sous le contrôle de l'ONU, des élections libres en Namibie et à retirer son administration du territoire avant le 31 août dernier.

L'évolution de la position française à l'égard de l'Afrique australe, pour avoir été lente et trop souvent à la limite des équilibres, n'en est pas moins réelle. Certes la France, depuis qu'elle s'est engagée dans la décolonisation, a condamné sans restriction le racisme et plus récemment sa forme sud-africaine : l'apartheid. Mais c'était une position de principe dont le gouvernement français n'avait pas tiré toutes les conséquences.

Le général de Gaulle, bien que principal décolonisateur de l'empire français, se refusait, au nom de la non-ingérence, à toute intervention, même verbale, dans les affaires de la région. Pour lui, la Rhodésie était « une affaire anglaise ». Que le gouvernement de Londres se débrouille, estimait-il — et qu'il prenne ses responsabilités dans ses anciennes colonies, comme le gouvernement français avait pris les siennes chez lui. M. Giscard d'Estaing n'en est plus là, puisque la France est aujourd'hui prête à contribuer financièrement aux efforts internationaux soulevés par M. Kissinger pour aider la communauté blanche de Rhodésie à sortir d'une situation qui ne peut durer.

Les conséquences pratiques de la décolonisation en Afrique australe soulèvent pour Paris des problèmes de fait autrement délicats que ses conséquences juridiques. Certes, avec la Rhodésie, la France ne fait pas de commerce compromettant, du moins officiellement, car l'existence d'un trafic « triangulaire » n'est pas douteuse. Mais les autres grandes puissances commerciales n'agissent pas autrement, sans que le régime de M. Ian Smith n'existât déjà plus depuis longtemps.

Il en va tout autrement avec le commerce franco-sud-africain, qui a soulevé tant de critiques, voire de menaces, contre la France au « sommet » des pays non-alignés à Colombo. A plusieurs reprises, M. Giscard d'Estaing a annoncé que la France ne livrerait plus d'armes au Sud-Africain. Mais la fabrication sous licence de matériel français ne permet-elle pas au gouvernement de Pretoria de se passer de sous-mariniers trop voyants ? La vente de centrales nucléaires françaises, annoncée en juin, est, elle aussi, difficilement compatible avec la condamnation de l'apartheid.

Beaucoup de chemin, on le voit, reste encore à faire pour que toute ambiguïté soit levée dans la politique française à l'égard d'une région où beaucoup de sang coule sans doute avant que règnent la justice et la paix.

M. Henry Kissinger pourrait se rendre très probablement, peut-être même dès lundi, en Afrique. Il rencontrerait successivement des dirigeants d'États noirs, notamment d'Afrique australe, et ensuite il s'entreferait à nouveau avec M. Vorster.

Réunis à Dar-es-Salaam, les chefs d'État du Mozambique, de l'Angola, du Botswana, de la Zambie et de la Tanzanie, n'ont, indique-t-on dans la capitale tanzanienne, pas débattu de la nouvelle mission africaine de M. Henry Kissinger. En revanche, ils se sont prononcés pour une intensification de la lutte armée en Rhodésie.

En République Sud-Africaine, la situation reste toujours tendue, notamment dans la région du Cap, où, à la suite d'émeutes au sein de la communauté métisse, quatre hommes ont été tués par balles par la police au cours des dernières quarante-huit heures.

LA RÉVOLTE DES MÉTIS DU CAP

De notre envoyée spéciale

Le Cap. — Un climat doux, des montagnes verdoyantes, une mer sauvage et des plages de sable fin que bordent des villas. Confortablement installés dans ce cadre privilégié, les Blancs de la ville du Cap vivaient des jours calmes, loin des émeutes. Mais, depuis une semaine, la contestation a surgi des townships et s'est étendue au cœur même de la ville. Pour la première fois, des lycéens et des écoliers métis ont manifesté dans les principales artères, scandant des slogans qui demandent des « droits égaux pour tous », le « même enseignement pour tout le monde », et brandissant des pancartes qui réclament « la libération des frères noirs emprisonnés ».

Beaucoup de Blancs, ici, ne comprennent pas ce qui arrive, nous dit une mère de famille d'origine anglaise. Ils ne comprennent pas pourquoi le mouvement lycéen a gagné la région traditionnelle considérée comme libérale, et surtout pourquoi les métis, qu'ils considéraient comme des privilégiés, se révoltent.

Dans la hiérarchie instaurée par le gouvernement, les deux millions et demi de métis que compte l'Afrique du Sud (80 % vivent dans la province du Cap) figurent tout de suite après les Blancs, et jouissent de droits préférentiels dans la province.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(Lire la suite page 2.)

Inflation et cadre de vie

par PIERRE DROUIN

Les économistes doivent heureusement laisser échapper des mailles de leurs filets beaucoup des choses de la vie. Et même les plus importantes : l'air, l'amitié, la contemplation de la nature, la pratique d'un art, de jeux ou de sports, la participation à des associations sans but lucratif, etc.

Une fois qu'on a passé en revue toutes les tentatives de l'inflation, chaque expert ne s'attachant souvent qu'à une partie de la réalité, à une conséquence plus qu'à une cause, on en vient à se demander

si ce n'est pas en réduisant de plus en plus le champ de l'économie dans la vie de la société qu'on finira par avoir raison des crises qui la bouleversent. Hélas, de parler ainsi dans un monde si tourné vers Marx, où les rapports de production ont mission de déterminer tout le reste ! Peut-être, mais l'économisme fait aussi partie des déviations du socialisme, déviation qui consiste à trahir la doctrine au nom de l'efficacité économique.

M. Barre à la recherche d'un « consensus implicite »

M. Raymond Barre, qui devait recevoir mercredi après-midi une délégation de la C.F.D.T., conduite par M. Edmond Maire, et jeudi M. Cayrac et les dirigeants du C.N.F.P., est à la recherche d'un « consensus implicite » des partenaires sociaux. A défaut de leur soutien, il se contenterait de leur « compréhension ».

Le premier ministre, qui n'a jusqu'à présent à peu près rien révélé de ses intentions à ses interlocuteurs et à de nombreux hauts fonctionnaires de multiplier les propositions de lutte contre l'inflation et de chiffrer les suggestions des syndicats. Mardi M. Séguy et Maire ont réitéré publiquement leur mécontentement envers les projets du gouvernement. Le secrétaire général de la C.F.D.T. a accepté une action commune avec d'autres organisations syndicales sur le problème du financement de la sécurité, sous réserve d'un accord préalable sur les mesures fiscales de nature à réduire les inégalités sociales.

(Lire pages 25 et 26 nos informations.)

COMBIEN DE CARATS FAIT LE DIAMANT DE VOTRE MEILLEURE AMIE ?

Vous pourriez vous amuser à l'estimer vous-même le jour où vous porterez au cou ce « calibre à pierres », réplique en or de celui qu'utilisent les joailliers. Fred y a déjà servi un diamant.

Mais il se fera un plaisir de le remplacer par celui que vous a légué votre grand-mère si vous le désirez.

FRED
JOAILLIER
6, rue Royale
Paris 8^e
Tél. : 260.30.65.

Boutique FRED : 84, Champs-Élysées - HOTEL LOEWS - Monte-Carlo
HOTEL BYBLOS - Saint-Tropez - Aéroport d'Orly.

Les conversations que M. Giscard d'Estaing a eues avec M. Kissinger, mardi 7 septembre, sur les problèmes de la prolifération nucléaire, semblent avoir conduit à un rapprochement des points de vue. Le problème de la vente au Pakistan d'une usine française de retraitement

M. Kissinger avait de bonnes raisons, mardi, de s'estimer satisfait de ses entretiens de Paris et de penser que son « éclat » du mois dernier contre la vente au Pakistan d'une usine de retraitement de combustible irradié n'a pas été inutile. Sans doute fait-on aujourd'hui le silence sur cette dernière affaire. Les assurances données par M. Lecat, selon lequel « aucun cas particulier » n'a été discuté, faisaient écho aux propos analogues tenus précédemment par le secrétaire d'État, et ce dernier pense d'ailleurs probablement que M. Ali Bhutto n'a pas dit son dernier mot face aux pressions américaines. Il semble également admis qu'en essayant de s'immiscer directement dans le contrat conclu entre Paris et Islamabad et d'organiser une discussion à trois sur le sujet M. Kissinger n'avait pas choisi la bonne méthode. Rien n'a été dit, en tout cas, qui démentisse les propos très fermes alors tenus par M. Chirac dans son dernier « éclat » de politique étrangère avant son départ de Matignon.

En revanche, l'examen approfondi de toutes les demandes de problèmes » annoncé par M. Lecat, venant après la constitution du « conseil de politique extérieure nucléaire » (1), décidée le 1^{er} sep-

n'a pas été officiellement abordé, mais l'annonce par l'Elysée qu'il sera procédé à un examen approfondi de toutes les données du problème, donne à penser qu'une politique plus restrictive pourrait être adoptée dans un proche avenir.

tembre, est une bonne nouvelle pour M. Kissinger. Sans doute prend-on soin à l'Elysée de préciser que la France procède à cet examen « pour son compte » pour ainsi dire de sa propre initiative et sans la moindre relation tant avec le contrat franco-pakistanaï qu'avec les visites de M. Kissinger. Mais il n'est guère douteux que les remontrances américaines ont puissamment stimulé cet « examen », et que si des conclusions en sont tirées, elles iront dans le sens d'une politique d'exportation plus restrictive, comme le demande Washington.

Rappelons que la position américaine telle qu'elle est formulée par le gouvernement de M. Ford, mais aussi et peut-être avec plus de rigueur encore par M. Carter, par le Congrès et par toute la presse unanime, ne consiste pas à interdire toute vente d'équipements nucléaires. L'exportation de réacteurs et de centrales est non seulement admise, mais largement pratiquée par les États-Unis eux-mêmes, qui viennent même d'en promettre à deux pays situés pourtant au cœur d'une région très agitée : Israël et l'Égypte. Ce que Washington veut empêcher, c'est la vente de tous les autres équipements pouvant conduire à la fabrication d'une bombe : aussi bien les installations d'enrichissement de l'uranium (qui fournissent du combustible pour les centrales, mais aussi, en poussant plus loin le processus, un uranium hautement enrichi utilisable à des fins militaires) que les usines de retraitement du combustible irradié dans les centrales, puisqu'elles permettent de produire la principale matière première des explosifs nucléaires.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 2.)

Après avoir regagné la France par avion

M. DE VATHAIRE S'EST MIS « À LA DISPOSITION DE LA JUSTICE ».

Le collaborateur de M. Dosso est entendu au quai des Orfèvres (Lire nos informations p. 28.)

UNIR LES HOMMES

Les « Mémoires » de Jean Monnet

« Le plus beau métier des hommes, c'est d'unir les hommes » : ce mot de Saint-Exupéry, qu'il cite au milieu de ses épais Mémoires, résume la constante ambition de Jean Monnet au cours d'une longue vie consacrée à l'action, puisée aussi bien à la réflexion que par le travail de l'écriture et que l'occasion d'agir : ne lui « a jamais manqué ».

Les jeunes générations soupçonneraient-elles ce qu'a été pendant plus d'un demi-siècle le rôle de ce personnage hors série, à la fois le plus français et le moins cocardier des Français ? A Cognac, où il vit le jour en 1888, « on ne faisait qu'une chose, avec concentration et hâte » : Jean Monnet, qui n'a jamais manqué son heure de marche matinale, avec ses gros souliers, les mains dans les poches de son blouson et son feutre à quatre sous, est resté très proche de ses ancêtres tonneliers et maîtres de chais, devenu à force de travail et d'économie, producteur de cognac, comme de sa grand-mère. « Marie la rabacheuse », dont il a hérité la fabuleuse opulente.

« A une époque où toute la France l'était, les gens de Cognac n'étaient pas nationalistes. Les émotions patriotiques lui ont toujours été étrangères. La fameuse définition d'Einstein : « Le nationalisme est une maladie infantile, c'est la rou-

AU JOUR LE JOUR

SERREMENTS

La C.G.C. veut bien serrer les coudes mais non la ceinture. C'est un choix anatomique qui a son importance. Ainsi, par les temps qui courent, s'il faut serrer, les dents, il n'est heureusement pas obligatoire de serrer les lèvres.

Et puis, la façon de serrer conditionne toute l'attitude politique. Devant les offres de concertation, devant les invitations au consensus, que faut-il faire : serrer le poing ou serrer la main ? Comme l'avait dit Cyrano, on peut serrer bien des choses, en somme.

ROBERT ESCARPIT.

DIPLOMATIE

LA NON-PROLIFÉRATION ET L'AFRIQUE AUSTRALE AU CENTRE DES ENTRETIENS GISCARD D'ESTAING-KISSINGER

Le secrétaire d'Etat américain se rendrait dans plusieurs capitales africaines

M. Henry Kissinger devrait, en principe, se rendre sur le continent noir dès lundi prochain 13 septembre pour y rencontrer plusieurs chefs d'Etat. Cette nouvelle a été rendue publique mardi 7 septembre à Hambourg, à l'issue de la brève visite du secrétaire d'Etat américain. Un haut fonctionnaire américain appartenant à la suite de M. Kissinger a indiqué que cette tournée devait être faite « à l'invitation séparée du premier ministre sud-africain et de M. Julius Nyerere, chef de l'Etat tanzanien ». Interrogé mardi par des journalistes, M. Kissinger a dit : « Le problème sud-africain n'est pas seulement celui des Etats-Unis, mais également celui de l'Europe », car, a-t-il ajouté, « les relations entre l'Europe et l'Afrique du Sud sont d'une grande importance ».

A Dar-Es-Salaam, capitale de la Tanzanie, le porte-parole de la présidence a précisé, au sujet de la prochaine visite du secrétaire d'Etat américain : « Il a demandé à venir, et nous lui avons dit : d'accord, venez ». Le porte-parole tanzanien a ajouté que cette question n'avait pas été soulevée lors de la rencontre interafricaine qui s'est tenue lundi 6 et mardi 7 septembre à Dar-Es-Salaam, et qui a réuni autour de M. Nyerere les présidents Samora Machel du Mozambique, Agostinho Neto d'Angola, Kenneth Kaunda de Zambie, et Sir Seretse Khama du Botswana. Comme on lui demandait si les cinq chefs d'Etat avaient adressé une quelconque invitation à M. Kissinger, le porte-parole a répondu : « Absolument pas ».

De son côté, M. Kissinger a indiqué qu'il ne prendrait pas de décision définitive au sujet de son voyage tant que M. William Schabas, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, n'aurait pas obtenu de M. Nyerere une réponse au nom des participants à la conférence de Dar-Es-Salaam. M. Schabas est attendu mercredi dans la capitale tanzanienne, où il mettra le président Nyerere au courant de la tenue des entretiens qu'ont eus à Zurich MM. Kissinger et Vorster.

En principe, le secrétaire d'Etat américain devrait consulter d'abord les dirigeants africains les plus modérés, tels que ceux du Sénégal et du Kenya, puis visiter les pays les plus directement menacés au problème rhodésien, tels que le

Les divisions du Mouvement nationaliste rhodésien

A Dar-Es-Salaam, les chefs d'Etat africains se sont séparés mardi sans avoir pu réconcilier les factions rivales du Mouvement nationaliste rhodésien, mais ils se sont entendus pour intensifier la lutte armée en Rhodésie. Les nationalistes ont tenu deux dernières séances pour tenter, en vain, de régler leurs différends, puis ils ont été rejoints par les présidents Machel, Nyerere, Seretse, Khama et Kaunda.

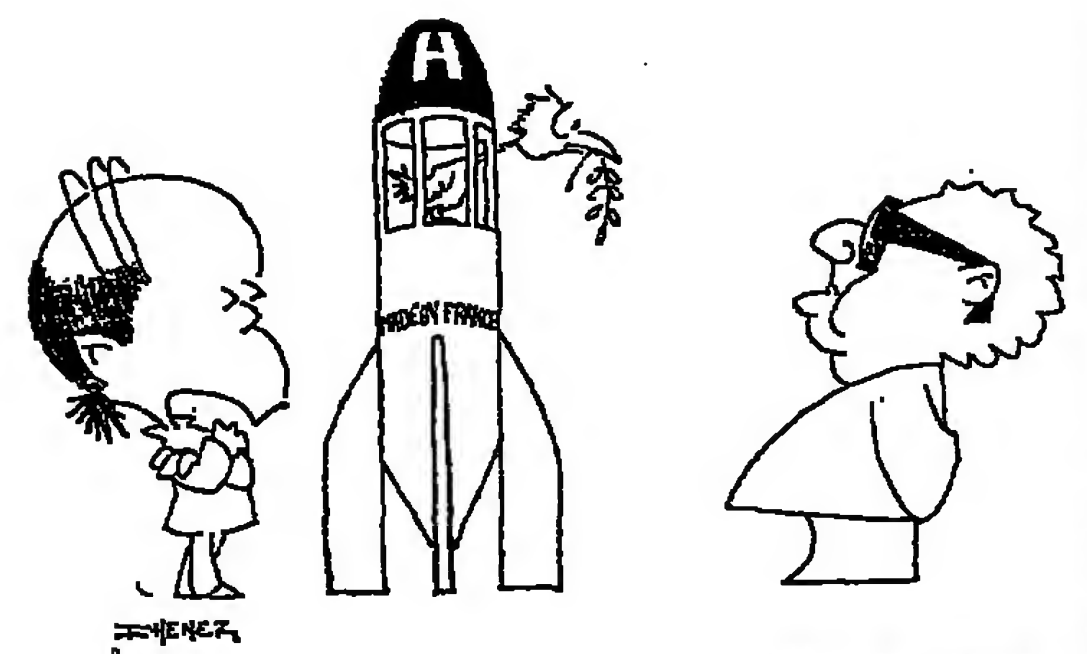
Un des dirigeants du Mouvement nationaliste rhodésien, M. Robert Mugabe, a déclaré : « Il y avait un problème majeur : celui de l'unité des factions. Il n'y a pas eu de progrès sur l'unité, mais il y a eu des progrès sur l'engagement à poursuivre la lutte armée ». M. Mugabe a signalé que l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU) de M. Joshua Nkomo, principale composante de l'alle intérieure du Conseil national africain (A.N.C.), ne participerait plus aux combats engagés en Rhodésie. M. Mugabe a ajouté que la guerre était désormais menée par son mouvement, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), qui constitue la faction extérieure, interrogé sur la possibilité d'une solution pacifique au problème rhodésien, il a répondu : « Nous n'y croyons pas. Le premier ministre rhodésien Ian Smith doit se rendre ».

Quant à M. Olivier Tambo, leader du Congrès national africain (A.N.C.), mouvement nationaliste sud-africain, il a déclaré, à l'issue de la conférence de Dar-Es-Salaam : « On ne peut pas accorder trop de crédit à la politique de M. Kissinger à l'égard de l'Afrique parce qu'elle est largement le produit de sa réaction à la guerre civile en Angola. » — (A.F.P., A.P., Reuters.)

LA POLITIQUE D'EXPORTATIONS NUCLEAIRES

(Suite de la première page.) Cependant, les protestations des écologistes risquent d'entraver cette évolution. Elles expliquent entre autres raisons que les Etats-Unis ont très peu développé jusqu'à présent cette branche de la technique.

2) Sur le plan juridique, la France faisait valoir que, sans avoir signé le traité de non-prolifération, elle en respectait les dispositions, et imposait à ses clients sous les contrôles prévus par l'Agence de Vienne, voire un peu plus, comme dans le cas du Pakistan. Or une évolution est probablement intervenue sur ce point. Si un examen doit être entrepris, c'est sans doute qu'on estime à Paris « la suite des Américains, ces contrôles insuffi-



(Dessin de CHENEZ.)

● Le vice-premier ministre cambodgien chargé des affaires étrangères, M. Ieng Sary, est arrivé mardi 7 septembre à Tokyo, venant de Pékin. Il est le premier responsable du nouveau régime du Cambodge à visiter le Japon depuis l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays au début d'août. Il s'entretiendra mercredi avec le ministre japonais des affaires étrangères, M. Ieng Sary quittera Tokyo mercredi pour Mexico, où il doit assister à la troisième assemblée mon-

diale de l'Institut de recherche économique et sociale pour les pays du tiers-monde. — (A.F.P.)

● Le Comité de l'ONU pour la décolonisation a terminé ses délibérations sur Porto-Rico sans adopter de décision. Il reprendra l'examen de la question l'année prochaine. Le représentant chilien a critiqué la décision du comité en demandant que soient adoptées des mesures de décolonisation en vue de l'indépendance de Porto-Rico. — (A.F.P.)

(Suite de la première page.)

ils sont en général mieux payés que les Noirs et bénéficient d'un plus grand nombre d'établissements scolaires. Dispensés du pass (1), cause de bien des maux chez les Africains, ils peuvent voyager librement à l'intérieur du pays. D'autre part, rien ne leur interdit d'acheter leur maison, pourvu que cela soit dans une des zones qui leur sont attribuées.

Mais il fallait être aveugle pour ne pas voir les humiliations qu'ils subissent tous les jours, et pour ne pas prévoir leur colère. Comme les Africains et les Indiens, les métis ne peuvent pas prendre les bus ou les trains des Blancs, et ne sont pas des citoyens à part entière. Toute participation aux décisions sur la destination du pays leur est refusée. Jusque'en 1969, ils ont été représentés au Parlement par des députés blancs. Mais cela même leur a été retiré. Actuellement, ils disposent d'un Conseil représentatif (Coloured Representative Council, C.R.C.), aux pouvoirs extrêmement limités, qui réunit soixante membres : vingt nommés par le gouvernement et quarante élus (ne peuvent être électeurs que les personnes répondant à certains critères culturels et moraux).

Comment voulez-vous que nos enfants ne se révoltent pas, quand ils voient que le gouvernement ne pense en moyenne 450 rands pour un école blanc, 240 pour un métis et 10 pour un Africain, ou qu'un professeur de couleur gagne moitié moins, à compétences égales, qu'un professeur blanc ? demande M. Hassan Hova, responsable sportif métis qui, depuis de nombreuses années, lutte contre l'apartheid. Ce n'est pas en accordant des métiers ou en procédant à des arrestations qu'on les fera rentrer au contrôle. Les personnes arrêtées deviennent leurs maris, et, de toute façon, on s'habitue vite à vivre avec la peur.

Puis que les toilettes séparées, les taxis séparés, le Group Area Act (G.A.A.) octroyant à chacun une zone d'habitation bien précise selon la pigmentation de la peau, a profondément blessé les métis. Il y a

(1) Le pass est une pièce d'identité spéciale sans laquelle les Noirs ne peuvent pas se déplacer à l'intérieur du pays sans résidence qui leur sont assignées.

quelques années encore, ceux-ci possèdent plusieurs quartiers dans le centre du Cap. Mais bientôt, coincés entre la mer et les montagnes, la ville blanche n'a plus trouvé de place pour s'étendre. On a donc déclassé que les quartiers métis deviendraient zone blanche. Et les bulldozers ont commencé leur travail.

« Un déchirement »

« Cela a été un déchirement pour nous, raconte M. Ed Abrahams, membre du C.R.C., militant du parti travailliste (parti métis d'opposition à l'apartheid), élu dans le district Six, dernier quartier touché par le Group Area Act. Avec nos boutiques, nos cabas, nous étions parvenus à créer une véritable petite ville. Le soir, les gens se reposaient sur le pas de leur porte, discutaient entre eux ou jouaient aux cartes. Il y avait souvent des fêtes, chrétiennes ou musulmanes... Et puis, le midi, beaucoup d'entre nous pouvaient retourner chez eux ».

Tout cet équilibre minuscule, construit au fil des ans, a été rompu d'un seul coup. Après un dédommagement insuffisant pour acheter une nouvelle maison, les habitants ont été relogés dans des townships de la banlieue. Bonteheuwel, Marnburg, Hanover-Park... Ce sont les noms de quelques-unes de ces cités, toutes construites sur le même modèle, impersonnelles, traversées par des routes non goudronnées, aux équipements sociaux parcimonieux, loin du centre de la ville, et mal, ou insuffisamment desservies par les bus ou les trains. Le taux de mortalité et d'attaques est très élevé dans ces cités. Le soir, les skollas, jeunes voyoux métis, font la loi. A Atlantis, le gouvernement a décidé de bâtir un township d'environ cinq cent mille habitants : un second Soweto.

Aujourd'hui, c'est féroce, et M. H. en profite pour repêcher sa maison, car tout doit être propre pour la prochaine fête musulmane. A dire vrai, il n'y a pas beaucoup de joie à partir, à partir, à partir, à partir. Trois chambres minuscules, une salle à manger qui sert égale-

ment d'entrée et de salon, une cuisine et, ô luxe ! une petite salle de bains avec l'eau et l'électricité. Huit personnes vivent là, deux adultes et six enfants. M. H. a de la chance, car des amis en face de chez lui n'ont que deux pièces pour sept personnes. Les logements sont rares et les listes d'attente sont longues.

Il est encore préférable d'habiter à Bonteheuwel plutôt qu'à Vrygrond. Vrygrond est un bidonville où plusieurs milliers d'adultes et d'enfants vivent dans des cabanes échafaudées avec des tôles, des carcasses de voitures, des bouts de bois. A plusieurs reprises, le gouvernement a essayé de chasser ces squatters, mais chaque fois, la presse s'emparant de l'affaire, il y a renoncé. Aujourd'hui il semble revenir à la charge. « Où voulez-vous que l'on aille ? demande une femme. On n'a pas le choix, il n'y a rien pour nous ».

Entre quinze et dix-sept ans, l'air décidé, trois élèves métis expliquent pourquoi ils manifestent. « Pour nous, il n'y a pas de différence entre un métis et un Noir. Nous ne sommes pas des non-Blancs, nous sommes des Noirs. » Ils désirent, disent-ils, des droits égaux pour tous, des écoles plus nombreuses, l'enseignement obligatoire et gratuit, l'abolition de l'immorale Act of Intercourse, les mariages inter-races, la suppression du Group Area Act.

Ils rejettent le Conseil représentatif des métis et critiquent sévèrement le parti travailliste, qui accepte « d'être dans le système ».

M. Sonny Leon, leader du parti travailliste, comprend cette contestation des jeunes et l'explique : « Nos enfants sont tristes. Ils se révoltent de nous voir perpétuellement humiliés. Comment en serait-il autrement quand le président du C.R.C. et du parti travailliste, le Révérend Allan Hendrickse, que tout le monde estime, se fait brusquement arrêter sans raison apparente ? ».

M. Leon rend le gouvernement responsable de la situation actuelle. Son parti a décidé de demander une entrevue au premier ministre et au ministre de la Justice. Il réclame

également que soit réunie une convention nationale comprenant des membres de toutes les communautés d'Afrique du Sud, jusqu'à ce que soit établie une nouvelle Constitution acceptable pour tous.

« Le gouvernement, dit le leader du parti travailliste, voudrait faire de nous des alliés et convoque un cabinet mixte pour le 24 septembre, excluant les Africains, et dont le rôle sera purement consultatif. Autrement dit, il voudrait que l'on accepte la carrosserie d'une voiture sans nous donner le moteur. Il n'en est pas question ».

Bien que partisans des droits égaux pour tous, M. Sonny Leon n'adhère pas au slogan « Un homme, un vote ». Il lui préfère un droit électoral réservé aux personnes répondant à certains critères culturels.

« Ce qui m'a surtout étonné dans le mouvement lycéen, c'est sa spontanéité déclarée un professeur métis. Je ne m'attendais pas du tout à ce que mes élèves manifestent à leur tour. » Comme la quasi-totalité des témoins de la naissance du mouvement contestataire chez les métis, il constate l'absence de toute organisation à la base. « Les jeunes ne sont pratiquement pas politisés. Leur mouvement est pour beaucoup un rejet. Parmi eux, on trouve un noyau de lycéens très durs, qui n'acceptent pas de discussions avec les Blancs. Je me demande dans quelle mesure on ne peut pas les comparer aux étudiants qui, en mai 1968, se battaient en France, et dans ce cas le retour sur terre sera très dur ».

Un de ses collègues, enseignant dans un lycée voisin, refuse cette comparaison, mais souligne lui aussi la faiblesse de la formation politique des lycéens. « Combien de temps des élèves peuvent-ils ainsi se révolter seul ? se demande-t-il. Le chômage qui règne n'incite pas les adultes à décider des graves événements que les patrons les empêchent tacitement. Mais les enfants les remuent. Ils sont déterminés, ces jeunes... Ils va cependant falloir beaucoup d'autres manifestations avant que le gouvernement comprenne et change sa politique ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

La France est disposée à contribuer à la transition en Rhodésie

déclare M. Lecat

Le secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger, a eu, mardi matin 7 septembre, un entretien avec le président Giscard d'Estaing un entretien de plus de deux heures (une quinzaine de minutes de l'été à l'été) au cours duquel une conversation élargie à laquelle ont pris part le ministre des affaires étrangères, M. de Giscard, le secrétaire général de l'Elysée, M. François-Xavier, et l'ambassadeur américain, M. Rush.

En quittant l'Elysée, M. Kissinger a déclaré : « Le président et moi-même avons eu deux heures de conversations très cordiales, pendant lesquelles nous avons discuté de la situation mondiale. J'ai informé le président des initiatives que les Etats-Unis ont prises pour promouvoir la Grande-Bretagne en Afrique australe, et plus spécialement de mes entretiens avec le premier ministre sud-africain et de ce que nous préparons pour l'avenir. Nous avons discuté de la situation au Proche-Orient et des problèmes de la technologie et des armements nucléaires. Le ministre français des affaires étrangères nous a remerciés pour le dialogue Nord-Sud et sur la façon dont il en voit la suite (...). De notre point de vue, la conversation a été très fructueuse ».

Répondant ensuite aux questions, M. Kissinger a indiqué qu'il n'avait discuté « d'aucun contrat de vente particulier » — allusion au contrat de vente au Pakistan d'une usine de retraitement de l'uranium, que les Etats-Unis veulent faire annuler.

Nous avons, a-t-il dit, discuté en général des politiques de nos deux pays concernant la prolifération nucléaire. Aux Etats-Unis, une étude nationale de « politiques » est en cours. La France reçoit sa politique. A mesure que cet examen continuera, nous échangerons sans aucun doute nos idées. Mais, a-t-il répété, nous n'avons pas parlé d'une vente particulière ».

M. Kissinger dit alors que les Etats-Unis acceptaient la proposition française de créer un fonds pour le développement de l'Afrique et qu'ils étaient prêts à y contribuer. « Notre attention », dit-il, « que la France prenne une initiative pour mettre cette proposition en œuvre ».

Le secrétaire d'Etat indique que la situation au Liban et les perspectives de paix au Proche-Orient avaient été examinées.

« Nous appuyons fermement, dit-il, tout mouvement pour la paix au Proche-Orient, et, bien sûr, nous espérons beaucoup

qu'une solution au Liban permettra à ce pays de garder son unité, son intégrité et sa souveraineté ».

« Nous croyons que les conditions objectives pour amorcer un mouvement vers la paix existent et nous les appuyerons ».

Répondant à une question sur l'Afrique australe, M. Kissinger dit que les progrès ont été faits. « Si les Etats-Unis peuvent aider à accélérer l'indépendance de la Namibie et l'application de la règle de la majorité en Rhodésie, nous sommes prêts à le faire. Mais cela dépend des parties en cause ».

La France a joué un rôle historique déterminant en Afrique et exerce une grande influence en Afrique francophone, ainsi que dans d'autres parties de l'Afrique. Les Etats-Unis sont convaincus que la France utilisera de son influence pour favoriser la cause de la paix et du progrès en Afrique australe ».

Revenant sur la conférence Nord-Sud et se référant aux indications que lui avaient données le ministre français des affaires étrangères, M. de Giscard, ainsi que le ministre des affaires étrangères du Canada, le secrétaire d'Etat dit que des progrès sont possibles.

Rendant compte de son côté de l'entretien avec le président de la République, le porte-parole de l'Elysée, M. Jean-Philippe Lecat, a souligné deux points.

M. FORD DEMANDE A HANOI DE FOURNIR SANS DELAI DES INFORMATIONS SUR LES AMERICAINS DISPARUS AU VIETNAM

Washington (A.F.P.). — Le président Ford a demandé au Vietnam de fournir immédiatement des renseignements complets sur les Américains portés disparus pendant la guerre. Dans une déclaration qu'il a lue, mardi 7 septembre, à la presse, il a dit qu'il avait donné l'ordre à l'ambassade des Etats-Unis à Paris d'entrer en contact avec les représentants du Vietnam en vue d'obtenir ces renseignements. « Aucun Américain ne peut être satisfait par les renseignements que le Vietnam vient de fournir sur une douzaine de disparus », a-t-il souligné. Le Vietnam a encore des renseignements sur des centaines d'autres disparus et, pour leurs familles, leurs familles et leurs amis, l'incertitude et l'incertitude continuent ».

La normalisation des relations entre les Etats-Unis et le Vietnam « ne pourra pas avoir lieu jusqu'à ce que le Vietnam fournisse

« La France, a-t-il dit, est favorable à l'indépendance de la Namibie dans les conditions fixées par les Nations unies. Elle est favorable à l'application de la règle de la majorité en Rhodésie. Sur ces deux points la France souhaite que des progrès concrets puissent intervenir rapidement ».

M. Lecat a ajouté que, selon le gouvernement français, la communauté internationale devrait faciliter la transition pour la communauté européenne de Rhodésie. « Des initiatives et même des efforts », a-t-il dit, « seront nécessaires. La France est disposée à apporter sa contribution ».

A propos de la non-prolifération, M. Lecat a confirmé qu'aucun cas particulier n'avait été envisagé. Mais, a-t-il dit, « le président de la République a tenu à indiquer que la France procédait pour son compte à un examen approfondi de toutes les données de ce problème ».

Il n'a cependant pas répondu directement aux questions posées sur une éventuelle révision du contrat de vente d'une usine de retraitement de l'uranium au Pakistan. « L'examen [de] toutes les données », dit-il, « du problème de la prolifération, a-t-il précisé, a pour cadre le « conseil de politique extérieure nucléaire » créé par le conseil des ministres du 1er septembre ».

des renseignements sur tous nos disparus », a souligné M. Ford, ajoutant : « Il est crucial et sans pitié de vouloir exploiter la souffrance humaine dans l'espoir d'obtenir des avantages diplomatiques. Les Vietnamiens ont l'obligation de fournir des renseignements complets sur tous les Américains disparus et je leur demande de le faire sans plus tarder ».

Cette déclaration a été faite alors que le Conseil de sécurité devait examiner la candidature du Vietnam à l'ONU. Or la séance du Conseil a été reportée, sans doute pour permettre aux Etats-Unis de prendre une décision définitive à cet égard. Des consultations entre les membres du Conseil, qui précèdent une séance publique, ont été remises à vendredi. La prise de position de M. Ford semble indiquer que Washington opposera son veto à l'admission du Vietnam à l'ONU.

Memoires

LE 11 100

150

ASIE

LA SANTÉ EN CHINE

NEUF CENTS MILLIONS DE CROISÉS

III. — Aiguilles d'acier et racine de pivoine

De notre envoyée spéciale
le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Le système de santé chinois peut se prévaloir de la plus grande victoire sur la maladie jamais remportée en un temps aussi bref et à l'échelle de 900 millions d'hommes. Repasant avant tout sur la décentralisation et la participation massive et militante des communautés, il laisse à l'éducation et à la prévention une part majeure, selon des méthodes d'autant plus intéressantes que l'Occident, qui a commis l'erreur de les négliger, paie l'individualisme curatif par des hématémorragies financières apparemment insolubles (le Monde des 7 et 8 septembre).

Trois hôpitaux relèvent de l'Académie de médecine traditionnelle chinoise, qui dirige à la fois la formation des praticiens (médecins ou médiateurs aux pieds nus) et pour la région de Pékin, un Institut de recherche sur l'acupuncture.

La Chine compte vingt instituts (ou facultés) comme celui de Pékin, qui assurent la formation en médecine traditionnelle; cinquante facultés délivrent, pour leur part, un enseignement de type occidental.

Les deux enseignements sont à vrai dire imbriqués, et dans le curriculum de trois ans des futurs praticiens traditionnels, les sciences occidentales comptent pour 30 %, et les pratiques traditionnelles (dont l'acupuncture) pour 70 %.

Le maintien des plantes médicinales et des aiguilles d'acier constitue, en outre, l'essentiel du bagage thérapeutique des « médecins aux pieds nus » (1 500 000), qui sont formés en trois à six mois et assument aussi les tâches d'éducation sanitaire, de prévention vaccinale, et de planification familiale.

Les plantes médicinales, nous déclare le président de l'Institut de Pékin, permettent de traiter deux cents maladies courantes (asthme, troubles gastro-intestinaux, rhumatismes divers, fatigue, dépression...) et l'acupuncture environ soixante autres.

La doctrine sur laquelle repose l'acupuncture depuis mille ans, c'est celle, affirmée-il aussi, d'être conservée : principes du yin et du yang, des cinq éléments, de la répartition des énergies, des influences météorologiques.

Recevant M. Schlesinger

M. CHIAO KUAN-HUA RÉAFFIRME QUE LA GUERRE MONDIALE EST INÉVITABLE

Hongkong (A.F.P.). — Les dirigeants chinois ne croient pas à une détente durable dans le monde. Le ministre chinois des Affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, a répété dans son discours prononcé mardi 7 septembre lors d'un banquet offert en l'honneur de l'ancien secrétaire à la Défense américain, M. Schlesinger, en visite privée pour dix-sept jours en Chine.

Et la pratique courante, telle que nous avons pu l'observer en des lieux très divers, apporte à cette « théorie », et à cette géographie complexe des méridiens, fondement même du « calcaire » des acupuncteurs, un démenti pragmatique et quotidien.

Les méridiens imaginaires

Il paraît clair, en effet, qu'à part deux ou trois « points clés » que chacun utilise à tout faire, la variété des pratiques est aussi vaste que les tempéraments individuels et les humeurs des soigneurs... et des soignés sont multiples. On plaque n'importe où, parfois même sans aiguille, avec l'ongle du pouce, et les praticiens chinois les plus expérimentés savent comme un grand succès le fait qu'aux dizaines de « points » utilisés au début de l'analyse chirurgicale se soient effacées, substituées deux ou trois aiguilles placées en des points pragmatiquement déterminés et qui n'ont plus rien à voir avec les règles des fameux « méridiens ».

Pourquoi, alors, se donner tant de peine pour enseigner ces règles ? Pourquoi mettre à la disposition de tous — enfants compris — des modèles humains de bois, de verre, ou de plastique, enjolivés par l'inextricable enchevêtrement de cette géographie nerveuse ésotérique ?

L'apparent illogisme de cette attitude nous paraît obéir précisément à la logique chinoise la plus orthodoxe. La théorie millénaire, yin et yang, vent du sud ou du nord, et méridiens compris, apporte en ce pays qui ne peut s'en passer une cohérence idéologique totalement explicative.

C'est l'existence même d'une telle cohérence qui permet l'expérimentation et l'innovation continue. Peut-être une autre théorie n'aurait-elle un jour de cette expérimentation ; celle, millénaire, de Tsin et des Ming sert pour l'instant de garde-fou dans l'attente de l'événement.

Les cas évoqués ou présentés, tant à Pékin que dans les zones rurales proches de Chongqing, sur le plan thérapeutique pour le moins surprenants. Dans les dysenteries, les amygdalites (angines), le paludisme, les syndromes abdominaux aigus (appendicite ou rupture d'ulcère), où, paraît-il, l'acupuncture fait merveille, on peut souhaiter qu'elle n'apporte qu'une solution d'attente attendant une solution définitive à la chirurgie salvatrice.

La même remarque vaut pour cette jeune femme gravement hypertensive et que nous avons vu traiter par ce seul moyen, hors de tous régimes ou médicaments.

Les autres patients présentés relevaient pour l'essentiel de suites fonctionnelles (aphasie ou paralysie) d'accidents vasculaires cérébraux ou de poliomélie.

Il serait intéressant de savoir si la puissante motivation psychologique que véhicule l'aiguille d'acupuncture plantée sur le sommet du crâne scellée, mieux que l'eau de Lourdes, les processus de récupération naturels ou kinésithérapiques.

Suggestion et conscience douloureuse

L'analgésie obtenue au cours de 5 à 10 % au maximum des contextes interventions chirurgicales pratiquées en Chine (2) présente à la physiologie de la douleur un champ d'étude autrement intéressant. Le cas — exemplaire — qui nous fut présenté à l'hôpital de Pékin, capitale de Pékin concernait une ouvrière, primipare de vingt-neuf ans, qui subissait une césarienne.

L'analgésie par acupuncture rencontre dans ce type d'intervention les succès les plus constants (plus de 95 % des cas), alors nous a dit le chef de ce service, qu'elle ne peut être utilisée dans les interventions, pourtant assez similaires, qu'appellent les kystes ovariens ou les myomes de l'utérus.

La technique consiste en une solide préparation psychologique préalable, une perfusion de sérum glucosé contenant, à la demande, 50 mg d'un calmant (dolosa) et quatre aiguilles placées aux membres inférieurs qui s'annent de contractions périodiques (ou clonus) dès que les fils reliant ces aiguilles à un appareil électrique simple de vibration sont mis en place. En outre, deux aiguilles de 7 centimètres de long environ sont insérées sous la peau distendue de l'abdomen de chaque côté de l'incision.

Cette étape d'induction de l'analgésie, qui eût fait hurler une Occidentale, est tolérée avec un sourire épanoui et une sérénité sans faille. Indication importante, et qui nous a été confirmée de sources médicales chinoises multiples, selon laquelle le seul de la douleur est très nettement plus

élevé chez les Chinois que chez les Occidentaux.

Les examens radiographiques prévalant sur les interventions de chirurgie cardio-vasculaire sont très douloureux (tout au moins selon le niveau de perception des patients occidentaux), car ils nécessitent l'apport dans le cœur et les vaisseaux de substances induisant une sensation de brûlure intolérable. Ils ne peuvent être pratiqués en Occident que sous anesthésie générale. L'étonnement du directeur de l'Institut cardio-vasculaire Fu-Wai, auquel le professeur Housset demandait quel type d'analgésie était utilisé dans ces cas, était à ce titre aussi éloquent que sa réponse : « Aucune analgésie, dit-il, ni acupuncture ni autre chose ; ces examens sont indolores ».

En une puissante motivation

L'éminent spécialiste qui dirige le département d'anesthésiologie de cet hôpital, et qui a été formé jadis à Chicago, nous déclare que l'acupuncture est utilisée à l'heure de l'intervention sur deux à peu près.

Selon quelle technique ? « Éminemment variable, dit-il : les aiguilles changent de place selon l'opération, et selon le malade et surtout selon l'anesthésiste. » La préparation psychologique ? « Elle est raccourcie, facilitée, voire rendue inutile par le fait que la nation entière est préparée à chacun connaît l'analgésie par acupuncture, ses avantages et ses succès. Tout le monde croit et croira que nous conduits à recourir à l'anesthésie classique en est un pour le malade et non pour l'anesthésiste. » Quelle différence avec l'analgésie induite par hypnose, sans aiguille ? « Je l'ignore : je n'ai pas l'expérience de l'hypnose et je n'ai pas ce mot. »

Le docteur... à raison : le malade, en effet, est très souvent aussi analgésique par « hypnose » ne dormant nullement, bavardant avec les opérateurs durant toute l'intervention et pouvant, si cela est indiqué, se lever et marcher, l'absence de perception douloureuse que dans une zone corporelle strictement limitée (le poignet par exemple), comme c'est le cas de l'anesthésie locale.

Les interventions pratiquées dernièrement à Paris de cette façon par les docteurs Raoul Turians et Chertok, sont à ce titre, tout aussi exemplaires que celles faites sous acupuncture à l'hôpital Cochin par les professeurs L. Léger et Lande (3).

Qu'ils soient ou non strictement identiques, ces deux phénomènes sont certainement très proches et devraient être le support commun d'études du plus grand intérêt sur la neurophysiologie de la douleur, et surtout sur son intégration consciente, sa perception par le cerveau, et les moyens d'intervention par suggestion avec cette perception.

Tisanes et médecine psychosomatique

Il importe à cette fin, et avant tout de les dépouiller des contextes mystique, charlatanesque ou idéologique dans lesquels elles se sont situées depuis plusieurs siècles, et de leur appliquer les critères rigoureux de l'expérimentation objective, comme le font d'ailleurs certaines équipes chinoises, françaises (professeur Rabschong, Montpellier) ou américaines (professeur Bonin, Seattle).

L'usage des plantes médicinales constitue le second volet de la médecine chinoise traditionnelle. Après une phase d'exploration, d'élimination des charlatans et guérisseurs, un grand effort d'intégration et de systématisation a été entrepris après la révolution culturelle pour collecter, classer, cultiver, étudier les plantes dotées, selon les traditions des anciens ou l'expérience des plus jeunes, des vertus particulières.

Ainsi, près de mille espèces végétales sont cultivées au Jardin d'essai des plantes médicinales qui relève de l'Institut pharmacologique de l'Académie des sciences médicales de Chine et dont les bâtiments se situent au milieu de 25 hectares de terres cultivées et non loin du Palais d'été. Selon la doctrine de l'intégration à l'usage des plantes médicinales, les diverses régions (principalement montagneuses) où poussent ces plantes.

Beaucoup semblent avoir les vertus des tisanes de jadis. Et leur usage s'intègre profondément au concept psychosomatique de médecine.

(1) Les méridiens sont des voies médianes correspondant pas à la topographie du système nerveux, et qui relient certains points du corps au cœur et aux organes internes.

(2) Les six cent mille opérations décrites par les Chinois eux-mêmes comme ayant été faites sous acupuncture au sept ans représentent pour 1 à 2 % les interventions pratiquées dans ce pays.

(3) Relations respectivement par la « Nouvelle Presse médicale » du 30 août 1975 et du 6 mars 1975.

PROCHE-ORIENT

Liban

Damas exigerait la mise à l'écart de M. Arafat de la présidence de l'O.L.P.

Tandis que les combats se poursuivent sur la plupart des fronts, M. Chamoun, ancien président de la République libanaise et chef du parti national libéral, a déclaré, mardi 7 septembre, — à la veille de son voyage à Damas où il doit rencontrer le président Assad, — qu'il craignait que « l'escalade militaire actuelle ne se poursuive et même ne s'intensifie jusqu'au 23 septembre », date à laquelle M. Sarkis doit prendre ses fonctions de chef de l'Etat.

Les milieux proches de M. Chamoun laissent entendre que la visite à Damas du chef du P.N.L. aurait pour principal objet la fixation de la date et des modalités d'une éventuelle « action militaire syrienne » destinée à trancher le « nouveau gorgon » libanais avant le 23 septembre. Cette hypothèse semble avoir été indirectement confirmée par M. Chamoun qui, dans une déclaration reproduite par le journal Al Nahar, a indiqué qu'il soulèverait au cours de ses entretiens avec le chef de l'Etat syrien la question de la présence au Liban des forces de la Ligue arabe. Le chef du P.N.L. a dit à ce propos : « Ces forces n'ont pu jouer aucun rôle jusqu'à présent. Elles ignorent les réalités libanaises et leur action ne répond en rien aux exigences des événements. » Cette diatribe contre la « force de paix » arabe incite les observateurs à penser qu'une éventuelle action militaire

syrienne aurait l'approbation du camp conservateur libanais.

D'autre part, l'agence américaine Associated Press croit savoir que Damas à une éventuelle normalisation de la situation au Liban serait la mise à l'écart de M. Yasser Arafat de la présidence de l'O.L.P. et son remplacement par un exécutif composé de trois personnes. Cet organisme serait présidé, selon les vœux du président syrien, par M. Khaled Hassen, l'un des cofondateurs du Fath, connu pour ses opinions de droite. M. Assad insistait également pour que M. Zohair Mohsen, chef de la Saika, organisation palestino-libanaise, retrouve ses attributions de chef du département militaire de l'O.L.P. M. Mohsen s'était enfui du Liban en Syrie en juin, lorsque la Saika s'était affrontée à la suite de la réaction provoquée par l'intervention armée de la Syrie. Depuis, M. Zohair Mohsen a pratiquement disparu de la scène politique.

Le troisième membre de la « triade » serait M. Khaled Fahoum, président du Conseil national palestinien — l'organe législatif de l'O.L.P. — qui se trouve à Damas. Selon l'Associated Press, le projet de réorganisation de la direction de l'O.L.P. près du président Assad recevrait l'appui de l'Arabie Saoudite. — (A.F.P., A.P.)

Le Conseil mondial de la paix réclame le retrait des troupes syriennes

Le bureau de la présidence du Conseil mondial de la paix a tenu à Paris, les 5 et 6 septembre, une réunion exceptionnelle consacrée à deux problèmes principaux : le retrait des forces syriennes du Liban et le développement de la solidarité internationale avec les « forces progressistes ».

acords du Caire de 1969 réglant le statut des Palestiniens au Liban.

La délégation syrienne, conduite par M. Georges Sadik, membre de la direction du Bas, s'est contentée de répondre que les troupes syriennes étaient venues au Liban à la demande des Libanais et des Palestiniens, ce qui est la thèse constante du gouvernement de Damas.

Le texte politique réclamant le retrait des troupes syriennes du Liban a été approuvé par toutes les délégations, les Syriens n'ayant pas pris part au vote.

Prochain article :

SUBLIMATION SEXUELLE ET MAÎTRISE DÉMOGRAPHIQUE

**ADJOINT AU
PRESIDENT DIRECTEUR
GENERAL**

Transport
90/110.000 F
PARIS

**CHEF DU SERVICE
GESTION DE
PRODUCTION**

Mécanique lourde
REGION PARISIENNE

**CHEF DES SERVICES
COMPTABLES**

90.000 F
BANLIEUE SUD PARIS

Une société française de transport, groupage et transit, filiale d'un groupe international (C.A. 240 millions de francs) recherche un adjoint pour son Président Directeur Général. Il aura chargé du développement commercial en liaison avec l'exploitation. Agé d'au moins 30 ans, possédant une formation supérieure, il aura acquis au moins cinq ans d'expérience de l'exploitation dans une entreprise de transport. La connaissance de l'anglais ou de l'espagnol est nécessaire. De réelles perspectives d'avenir existent à moyen terme. Ecrire à MSL, Réf. M 169.

HARRIS COMMUNICATIONS AND INFORMATION HANDLING

Un fabricant français de rotatives Offset destinées à l'imprimerie, filiale du groupe Harris, emploie 550 personnes et fait un chiffre d'affaires annuel de 120 millions de francs dont 70 % à l'exportation. Cette société recherche le Chef de son service gestion de production. Sous l'autorité du Directeur des fabrications, le titulaire dirigera un service comprenant une quarantaine de personnes chargées du lancement, de la gestion des stocks, du planning, de la sous-traitance ainsi que de la réception et des expéditions. Il aura personnellement la responsabilité de l'établissement du plan de production de l'usine et son suivi. Le poste conviendrait à un ingénieur diplômé, âgé de 30 ans au moins, et connaissant bien l'anglais (écrit et parlé). Le candidat retenu aura acquis pendant quelques années, de préférence dans le domaine des biens d'équipement mécanique, une expérience approfondie de la gestion de production avec l'aide de l'informatique. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire à P. Vinet, Réf. B 3785.

Une société française, filiale d'un groupe allemand (Effectifs 3.500 - C.A. 280 millions D.M.) spécialisée dans la fabrication de biens d'équipement industriels, commerciales en France les produits de celui-ci. Elle emploie elle-même 200 personnes et son chiffre d'affaires a doublé au cours des cinq dernières années, expérience supérieure à la moyenne, même pour la profession. Elle recherche son chef des services comptables qui aura pour responsabilité la supervision de la comptabilité, la gestion des stocks ainsi que l'établissement des états mensuels comparatifs. Il conseillera le Directeur Général et assurera les contacts avec les banques et les clients. Le candidat retenu, âgé de 35 ans au moins et connaissant bien l'allemand, aura acquis à un poste comparable une très bonne expérience incluant la conduite d'une équipe. Ecrire à P. Vinet, Réf. B 5592.

Adresser curriculum-vitæ à Paris en spécifiant bien la référence. Pour les annonces portant la référence B, aucune information ne sera transmise sans l'autorisation expresse des candidats, donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant. Les réponses concernant la référence M seront transmises directement à notre client pour suite à donner, sauf si l'annonce porte la mention « conditionnelles » signifiant que la lettre porte en tête les noms des sociétés auxquelles elle ne doit pas être communiquée.

GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD
CANADA - AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265.37.00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62.08.33

Handwritten signature: J. J. de L. S.

POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing invite le gouvernement et la majorité à donner l'« image de la cohésion »

Si l'on avait pu douter que M. Giscard d'Estaing fut le véritable chef politique de la majorité, le déjeuner élyséen du mardi 7 septembre aurait levé toute ambiguïté. C'est bien en effet sous l'autorité du président de la République que M. Raymond Barre, et surtout M. Olivier Guichard, exerceront les responsabilités politiques qui leur ont été déléguées.

Au-delà de M. Raymond Barre, le chef de l'Etat avait convié non seulement les ministres membres du groupe de travail chargé de « fixer les modalités de l'action commune », mais aussi les responsables politiques qui soutiennent l'action du président de la République : M. Guichard, c'est-à-dire M. Pons, M. Lecanuet, M. Duranton, mais aussi M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et président de la fédération des clubs giscardiens « Perspectives et Réalités », et M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre, conseiller du gouvernement. Si, au cours de ce déjeuner, il n'a pas été question de la préparation technique des élections, ni des problèmes d'investiture, ni de la rentrée parlementaire, président de la République a, en revanche, insisté sur le climat politique qui convient d'améliorer. Soulignant la nécessité pour le premier ministre de réunir sa politique de lutte contre l'inflation, M. Giscard d'Estaing a affirmé que cette action devait se déployer dans une ambiance de confiance politique. Il faut donc, a-t-il dit, que le gouvernement et la majorité donnent « l'image de la cohésion et du travail en commun, afin d'être en mesure de leur pour les responsables de la majorité ».

Le chef de l'Etat a également rappelé que le plan de lutte contre l'inflation était l'objectif prioritaire du gouvernement, il convient que toutes les formations politiques de la majorité « s'y associent pleinement, acceptent et appuient les mesures qui seront proposées ». A cette occasion, M. Giscard d'Estaing n'a cité aucun nom, mais les participants

ont eu le sentiment que le président pensait notamment à M. Jacques Chaban-Delmas, comme l'un des hommes politiques dont il attendait le soutien.

Le nom de son adversaire de l'élection présidentielle de 1974, depuis le 25 août, est cité à plusieurs reprises, par M. Giscard d'Estaing en diverses occasions et il ne cache pas qu'il souhaite lui voir jouer dans l'avenir un rôle moins actif que depuis deux ans. Ce vote correspond aussi aux aspirations du maître de Bordeaux qui a l'intention, depuis le départ de M. Chirac, de participer activement aux travaux parlementaires et aux instances dirigeantes de l'U.D.R. Il avait d'ailleurs déclaré que M. Jacques Chirac était devenu le secrétaire général du mouvement gaulliste.

Le chassé-croisé des soutiens accordés au président de la République entre les « chiraquiens », pourtant favorables à M. Giscard d'Estaing, y a deux dans l'ignorance où ils sont du choix qui sera fait entre une candidature unique de la majorité par circonscription ou la liberté laissée à chaque formation de présenter ses propres candidats.

Ce contexte justifie les déclarations de M. Olivier Guichard, mardi à l'Elysée, après le déjeuner de l'après-midi. Selon le ministre d'Etat, « il faut qu'un gouvernement de M. Raymond Barre règne sur un climat de confiance pour lutter efficacement contre l'inflation. Or ce climat s'est détérioré au cours des derniers mois. Il faut donc un horizon qui leur gouvernements se disputent, l'espérons que l'exemple de la sérénité que je donne sera communicatif. Il est bien évident que je n'abandonnerai pas à mettre mon crédit à convaincre certains parlementaires ».

Mais M. Guichard a aussi ajouté : « Je suis persuadé que lorsque M. Jacques Chirac pourra, à la fin de la semaine, lui donner son expérience ».

« Il est parfaitement normal qu'un premier ministre remette en discussion au président de la République. Il est tout à fait normal qu'il ne cache pas qu'il souhaite lui voir jouer dans l'avenir un rôle moins actif que depuis deux ans. Ce vote correspond aussi aux aspirations du maître de Bordeaux qui a l'intention, depuis le départ de M. Chirac, de participer activement aux travaux parlementaires et aux instances dirigeantes de l'U.D.R. Il avait d'ailleurs déclaré que M. Jacques Chirac était devenu le secrétaire général du mouvement gaulliste ».

Le chassé-croisé des soutiens accordés au président de la République entre les « chiraquiens », pourtant favorables à M. Giscard d'Estaing, y a deux dans l'ignorance où ils sont du choix qui sera fait entre une candidature unique de la majorité par circonscription ou la liberté laissée à chaque formation de présenter ses propres candidats.

Ce contexte justifie les déclarations de M. Olivier Guichard, mardi à l'Elysée, après le déjeuner de l'après-midi. Selon le ministre d'Etat, « il faut qu'un gouvernement de M. Raymond Barre règne sur un climat de confiance pour lutter efficacement contre l'inflation. Or ce climat s'est détérioré au cours des derniers mois. Il faut donc un horizon qui leur gouvernements se disputent, l'espérons que l'exemple de la sérénité que je donne sera communicatif. Il est bien évident que je n'abandonnerai pas à mettre mon crédit à convaincre certains parlementaires ».

ANDRÉ PASSERON.

LA RÉUNION DES INSTANCES DIRIGEANTES DU C.D.S.

Le chef de l'Etat est-il guidé par un dessein politique clair ?

SE DEMANDENT LES CENTRISTES

Les secrétaires nationaux, puis le bureau politique du Centre des démocrates sociaux devaient siéger, mercredi après-midi 8 septembre, sous la présidence de MM. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, et Jacques Barrot, secrétaire d'Etat. Cette réunion, dont la date a été avancée après la formation du nouveau gouvernement, devait donner l'occasion à nombre de cadres et de militants centristes d'exprimer leur mécontentement.

Les responsables du C.D.S. auront pris acte du commentaire formulé mardi, à l'Elysée, par le chef de l'Etat sur l'élection de M. Giscard d'Estaing. Revenant les représentants du groupe de l'Union centriste du Sénat (groupe que M. Fossat présidait avant d'être appelé au gouvernement en janvier 1976), M. Giscard d'Estaing a déclaré que l'ancien ministre de la qualité de la vie avait été « un excellent ministre » et que « ce sont des considérations d'équilibre politique qui ont motivé son remplacement ». Il aurait ajouté : « Un gouvernement n'est pas forcément le reflet de l'importance des groupes de chaque Assemblée ».

Il est peu vraisemblable que ces considérations aient motivé l'arrivée des centristes, qui n'ont pas encore véritablement « digéré » le mauvais coup qu'a été pour eux la constitution du gouvernement de M. Raymond Barre : leur représentation a été encore diminuée (une représentation qui était déjà bien faible après les exclusions antérieures de MM. Pierre Abelin, Ayman Achille-Fould et même, si l'on veut remonter plus avant dans le temps, le non-remplacement de M. Roger Foudon-

son, quand celui-ci avait préféré son mandat sénatorial au secrétariat d'Etat à la fonction publique) ; leur président, M. Jean Lecanuet, a été rétrogradé dans l'ordre hiérarchique du gouvernement, passant de la justice à l'aménagement, de plus, cet abaissement des démocrates sociaux aux rangs des radicaux, concurrents directs du C.D.S., au centre gauchiste.

L'incertitude

Les conseillers nationaux réunis mercredi boulevard Saint-Germain ne manqueraient pas d'interroger leurs dirigeants. Ils demandent, en substance, au président de l'Etat ne nous a-t-il pas conduits dans un piège en se lançant dans un projet d'accord électoral avec les républicains indépendants ? Notre soutien inconditionnel au gouvernement ne nous a-t-il pas mis plus qu'il nous a servi ? Ne devons-nous pas envisager de prendre nos distances et, éventuellement, ne reconsidérer nos positions ?

Ces interrogations, les dirigeants les attendent. Une réunion restreinte a eu lieu mardi 7 septembre au cours de laquelle M. Lecanuet, M. Barrot, M. Stasi et Abelin, notamment, se sont exprimés. M. Diligent n'est pas tendu avec l'ancien garde des sceaux. Il est de ceux qui lui reprochent de s'être laissé jouer par M. Pons, et de ceux qui, d'autre part, objectent l'absence d'accord préférentiel entre giscardiens et centristes, que d'irriter M. Jacques Chirac et le pousser à la rupture. M. Stasi n'est pas loin de partager cette opinion.

En fait, le sentiment qui domine à la direction du C.D.S. est l'incertitude. Une incertitude globale : que nous veut-on ?

Pourquoi semble-t-on délibérément vouloir nous abaisser ? (Encore récemment, n'a-t-il pas fallu insister auprès de l'Elysée pour que M. Fossat y soit reçu ?) Le président de la République nous a-t-il un dessein politique clair, et est-il aussi « réformiste » qu'il le prétend ? Ne sommes-nous pas tout bonnement passés de mode dans son esprit ?

Certains proches de la présidence du C.D.S. pensent ainsi. Face à cette incertitude, les dirigeants centristes se contentent de limiter les dégâts, sachant qu'il ne servirait à rien de générer l'opposition. Ils acceptent sans discuter les décisions de M. Giscard d'Estaing, mais qu'ils feraient-ils ? La désignation des candidats ne se réduira-t-elle pas à une distribution d'adhésions préétablies décidée à l'Elysée et nul part ailleurs ?

NOËL-JEAN BERGEROUX.

M. Michel Duraour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, a complété son cabinet par la nomination comme conseiller technique de MM. : Alain Farge, sous-directeur au ministère de l'économie et des finances ; Rémy Duhouque, inspecteur à l'inspection générale des affaires sociales ; Philippe Duhouque, directeur des finances ; Jean-Luc Lepine, inspecteur des finances.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exige aucune limite d'âge. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 88. ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Soit par voie postale soit par voie postale. 1980, PARIS. CEDEX 02.

A LA VEILLE DU CONVENT

Sérieux remous au Grand-Orient de France

Le convent du Grand-Orient de France, qui se réunit du 9 au 12 septembre, aura notamment pour tâche, comme chaque année, de renouveler le tiers des trente-trois membres qui composent son conseil de l'ordre. En raison de l'obédience, ne fait que ratifier la désignation des onze nouveaux membres du conseil (dont le mandat de trois ans n'est pas renouvelable) qui ont été préalablement élus.

La réélection de M. Sege Behar, grand maître du Grand-Orient de France depuis l'an dernier, paraît en effet acquise. Elle ne serait remise en question que dans l'hypothèse, improbable, où la tendance favorable à M. Fred Zeller, ancien grand maître (1971-1973), l'emporterait.

Le cas de M. Fred Zeller, en revanche, se présente sous un jour plus complexe. Et il sera pour les amis de l'ouverture du convent, au moment de la validation du mandat des délégués, l'ancien grand maître, devant la justice masquonnade pour avoir critiqué publiquement l'orientation dite « apolitique » de la nouvelle direction du G.O.F., a été « suspendu » le 19 juin dernier de ses droits masquonnades. (Le Monde du 23 juin.) Or, malgré cette mesure qui le prive de la possibilité de prendre part au convent, il a été désigné comme délégué de la loge.

Le convent aura donc à ratifier ou à annuler cette décision. Ce premier vote permettra à M. Fred Zeller de compter ses amis, qui sont nombreux, notamment dans les loges parisiennes, dont il a présidé naguère l'organisation régionale. Outre ses amis socialistes, M. Fred Zeller peut aussi compter sur des francs-maçons de tendance « giscardienne » qui estiment que l'ancien grand maître a été victime d'une « purge » de style « stalinien ». M. Fred Zeller Trois points d'est tout (1), sorti des journaux en librairie, ne peut que renforcer cette tendance, qui était exploitée dans un communiqué il y a une quarantaine de jours (Le Monde du 24 juillet). Dans ce

(1) Éditeur : Robert Laffont.

lors des congrès régionaux des loges. Il existe sept régions, dix membres représentant la région parisienne, et vingt-trois sont désignés par les congrès provinciaux.

Dès la clôture du convent, dimanche, le conseil de l'ordre élira son président, le grand maître de l'obédience. Cette année, l'intérêt se portera moins, semble-t-il, sur cette élection ou sur les travaux proprement dits du convent que sur la discussion du « cas Zeller ».

Un vote favorable à M. Fred Zeller ne trahit aucun secret masquonnade, comme cela lui fut reproché avant sa parution, et nous lui reprochons même, en ce domaine, de ne révéler que ce qui est déjà connu. S'il ne trahit aucun secret, l'auteur est néanmoins sévère pour ses successeurs à la tête de l'obédience : « ceux-ci sont accusés de trahir » un passé qu'aucun historien n'a contesté. « La masquonnade française, écrit-il, n'a jamais été apolitique ».

Un vote favorable à M. Fred Zeller inciterait ses amis à présenter un candidat à la place de M. Sege Behar, qui pourrait être M. Michel Baroin, ancien collaborateur de M. Edgar Faure. Mais cette éventualité nous le répétons, est peu vraisemblable. Dans l'hypothèse, plus probable, d'une forte minorité se prononçant pour M. Fred Zeller, les amis de l'ancien grand maître « suspendu » auraient le choix entre plusieurs stratégies. Ils n'écarteraient pas la possibilité de quitter massivement le convent.

Les francs-maçons de tendance socialiste se battront aussi pour défendre la liberté d'expression de leur loge parisiennes, dont il a présidé naguère l'organisation régionale. Outre ses amis socialistes, M. Fred Zeller peut aussi compter sur des francs-maçons de tendance « giscardienne » qui estiment que l'ancien grand maître a été victime d'une « purge » de style « stalinien ». M. Fred Zeller Trois points d'est tout (1), sorti des journaux en librairie, ne peut que renforcer cette tendance, qui était exploitée dans un communiqué il y a une quarantaine de jours (Le Monde du 24 juillet). Dans ce

(1) Éditeur : Robert Laffont.

PRESSE

Pour la première fois depuis soixante-trois ans

LE « NEW YORK TIMES » CHANGE DE PRÉSENTATION

New-York (A.F.P.). — Le New York Times a changé mardi la présentation du journal telle qu'elle existait depuis soixante-trois ans. Dorénavant, les pages ne contiendront que six colonnes au lieu de huit, rendant ainsi la lecture plus facile. La nouvelle présentation permettra également au quotidien d'accroître le volume de copie tout en effectuant des économies sur le coût de la composition.

Au moment de son lancement en 1851, le New York Times paraissait sur six colonnes. En 1885, la présentation avait été changée sans première fois sur sept colonnes. Le format de huit colonnes qui vient d'être abandonné avait été adopté en 1912.

Le quotidien « Rouge », dans son numéro du 8 septembre, publie ses comptes d'exploitation. La moyenne journalière de vente de l'organe trotskiste, édité par la Ligue communiste révolutionnaire, oscille entre 9 544, en mars, et 7 012 exemplaires, en juin, pour un tirage cinq fois supérieur. Rouge, qui a été lancé au mois de mars 1976, compte six cents abonnés.

La direction du quotidien estime que 200 000 francs nouveaux, ajoutés aux recettes, lui sont nécessaires « pour faire face à l'obédience de septembre » et qu'il convient de gagner rapidement mille lecteurs.

M. Marchais : nous n'irons pas à Matignon

M. Georges Marchais a commenté, au cours d'une conférence de presse, mardi 7 septembre, les récentes déclarations de son rapport devant le comité central. A propos du souhait exprimé par M. Barre de pouvoir rencontrer les dirigeants de l'opposition, le secrétaire général du P.C. a précisé : « Nous n'irons pas à Matignon. Nous ne voulons pas être la caution d'un pouvoir en difficulté, ni d'une politique qui ne nous paraît pas satisfaisante ».

M. Marchais a, d'autre part, indiqué qu'il avait adressé à M. François Mitterrand et Robert Fabre une lettre proposant au premier secrétaire du P.S. et au président du Mouvement des forces de gauche l'organisation d'une rencontre, au cours de laquelle seraient décidées des actions communes aux trois formations.

S'agissant de la préparation des élections municipales, le secrétaire général du P.C. a estimé que, dans quelque soixante-dix départements, des rencontres « encourageantes » avaient déjà eu lieu entre communistes, socialistes et radicaux de gauche. « La discussion sur l'abandon de la liste d'union de la gauche ne s'engage pas au niveau fédéral à la rentrée », a-t-il précisé.

Quant à une éventuelle réactivation du programme commun, M. Marchais a indiqué : « Nous avons encore le temps d'ici les élections législatives ». M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C., a ajouté : « Nous avons encore le temps d'ici les élections législatives ».

Commentant une récente déclaration de M. Michel Rocard, dans laquelle celui-ci estimait que la gauche avait intérêt à ce que la situation économique et sociale soit la moins mauvaise possible si elle arrivait au pouvoir en 1978, M. Marchais a déclaré : « Il s'agit là d'un vœu pieux, car la politique d'austérité ne peut que conduire, d'ici là, à une catastrophe économique et sociale plus catastrophique encore ».

LE MAIRE COMMUNISTE DE SECLIN (Nord) RÉPOND AUX ACCUSATIONS DE SON ADJOINT

M. Adolphe Dutoit, ancien sénateur, maire communiste de Seclin (Nord), dont un adjoint, M. Sergier, avait mis en cause « les méthodes antidémocratiques de gestion municipale » en quittant le P.C. (Le Monde du 7 septembre), a publié, mercredi 8 septembre, une déclaration dans laquelle il précise : « Le profond différend qui s'est créé au fil des années entre le conseil municipal et M. Sergier a été provoqué par le refus continu de ce dernier de se soumettre aux décisions du conseil et d'accepter l'occupation d'une prise de position à la communauté urbaine de Lille contractée aux intérêts des Seclinois. Cette position, qui n'est qu'une seule liste de gauche à Seclin, comme dans toute la France, conformément à l'accord national conclu par les partis signataires des programmes communs ».

Que ce soit en France, ou que ce soit n'importe où ailleurs l'INFLATION est la conséquence de la

MAUVAISE GESTION des FINANCES PUBLIQUES

Si l'INFLATION est MONDIALE, c'est que tous les GOUVERNEMENTS sont incapables de bien gérer les FINANCES PUBLIQUES

Et cela ne peut s'expliquer que par le fait que l'ENSEIGNEMENT ECONOMIQUE est mondialement ECONOMIQUEMENT FAUX.

Electeurs de tous les pays, exigez de vos Députés et de vos Sénateurs qu'ils exigent des Gouvernements qu'ils gèrent correctement les FINANCES de votre pays.

Etudiants, exigez que l'ENSEIGNEMENT ECONOMIQUE qui vous est dispensé soit ECONOMIQUEMENT SAIN.

Demandez mon Ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

qui, en moins de 40 pages, enseigne les moyens que les GOUVERNEMENTS et les PATRONATS doivent mettre en œuvre pour

METTRE FIN A LA CRISE MONDIALE

Je l'envoie en tous pays moyennant une participation de 50 francs français, en un chèque ou en un virement postal. Pairement à l'avance. No Copyright. Reproduction autorisée.

Emile KRIEG, 7, rue d'Anjou, 75008 Paris

Academic Member of the American Institute of Management

Compte Postal Paris 1030-11. - Téléphone : (1) 255-56-76.

NADAUD ENSEIGNEMENT PRIVE

RENTREE LE 20 SEPTEMBRE

SECONDAIRE : 3^e aux Terminales - 2^e d'orientation

PRÉSUPÉRIEUR : Mise à niveau bacheliers

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707-13-38 et 707-76-05

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exige aucune limite d'âge. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 88. ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Soit par voie postale soit par voie postale. 1980, PARIS. CEDEX 02.

150

POLITIQUE

Du congrès de La Nouvelle-Orléans à ceux de R.F.A.

L'extrême droite tente d'officialiser ses liaisons internationales

Ce mercredi 8 septembre s'ouvre à La Nouvelle-Orléans (Louisiane) un « congrès nationaliste mondial » auquel quarante-deux organisations d'extrême droite doivent prendre part. Plusieurs thèmes explicitement racistes seront traités, notamment lors des travaux en commissions, le 10 septembre. Les *Knights of K.K.K.* (Chevaliers du Ku-Klux-Klan) prendront part à la marche finale, le 12. Différents mouvements antisémites et d'extrême gauche ont protesté, aux États-Unis et ailleurs, contre la tenue de cette manifestation, qui suit et précède d'autres rassemblements internationaux de l'extrême droite. Celle-ci fait actuellement des efforts pour développer et institutionnaliser ses relations entre pays, voire entre continents.

Ce congrès, quant à lui, aura une tonalité surtout inter-américaine. Son principal organisateur, M. Johann K. Wagner, est l'animateur d'un mouvement nationaliste et intégriste assez bien implanté dans le sud des États-Unis, la « Christian Crusade ». Il a noté ces temps derniers, des liens étroits avec une formation canadienne idéologiquement voisine, le *Western Guard Party*. Il dispose d'autre part, de quelques amitiés agissantes dans les milieux nationalistes flamands et parmi les anciens « recteurs », jadis partisans de M. Léon Degrelle. L'extrême droite belge est d'ailleurs bien représentée au congrès, de même que celle du Mexique, du Japon et de différents pays d'Amérique centrale et du Sud. Les nationalistes anglais de la *Ligue de Saint-George* seront également présents, mais non ceux du *National Front* : l'ennemi chéri de la nouvelle extrême droite européenne a, en effet, récemment décliné une invitation qui pouvait tenir ses réalistes succès électoraux (mais il participera, en novembre, au congrès du *National Front* de Jean-Marie Le Pen, après avoir tenu ses propres assemblées le 18 octobre).

Les nationalistes français seront peu nombreux à La Nouvelle-Orléans, à quelques exceptions individuelles près. Ils estiment, dans l'ensemble, que l'organisation de ce congrès relève surtout de la politique intérieure américaine. Ils considèrent avec sympathie un certain nombre des thèmes qui doivent y être développés, notamment pour certains au moins, un antisémitisme qui aura, là plus qu'ailleurs, du mal à ne pas se confondre avec l'antisémitisme. Mais ils redoutent que le congrès ne constitue principalement une opération de propagande à usage interne, et à laquelle ne seraient pas étrangères les ambitions récemment affichées par un autre dirigeant de l'extrême droite américaine, M. David Duke, qui caracole aux frontières « sudistes » du parti démocrate. Le fait que ce congrès international se confonde avec la réunion annuelle des instances dirigeantes de différentes formations nationalistes ou intégristes des États-Unis vient aviver leurs craintes. L'extrême droite française participe, en revanche, activement aux efforts actuellement entrepris par ses homologues de différents pays d'Europe pour développer les relations internationales de cette famille politique — ou, du moins, donner un caractère officiel à des liaisons fort anciennes mais demeurées discrètes depuis 1945 sur le vieux continent. Sans doute, le « congrès nationaliste mondial » de Louisiane relève-t-il, au moins partiellement, du même souci, mais l'extrême droite n'a pas, en Amérique, les mêmes souvenirs. Elle ne suscite pas les mêmes réactions qu'en Europe. La liaison entre les deux continents est notamment assurée par des congrès anticomunistes venus des pays de l'Est, particulièrement les « *Croix fleuries* » hongrois, relativement nombreux de part et d'autre de l'Atlantique.

Réunion d'anciens SS

Ces tentatives d'« internationalisation » de l'extrême droite ont été jusqu'ici surtout européennes. Il s'agissait, en particulier, des deux rassemblements de Lyon, en décembre 1974 et avril 1975, et de la conférence de Hambourg, l'année dernière (avec le *Nouvel Ordre européen*, le *M.S.I.* italien, le *N.F.D.* allemand, etc.). Dans cette dernière ville s'étaient d'autre part rassemblés à trois fois, les 18 et 19 août, d'anciens SS de différents pays et d'anciens volontaires ayant servi dans des unités engagées, comme la *L.T.F.*, aux côtés des troupes allemandes durant la dernière guerre. Cette dernière réunion avait pour seul objet, assuraient ses organisateurs, l'entraide matérielle entre ces anciens combattants, si particulier qu'appartient leur passé militaire.

BERNARD BRIGOUTEUX.

ÉDUCATION

DES ÉVALUATIONS CONTRADICTOIRES

Le coût de la rentrée scolaire pour les familles

Combien coûte la rentrée scolaire aux parents ? Organisations familiales et associations de parents d'élèves se plaignent de la hausse des prix et renouvellent leurs revendications de « gratuité » de la scolarité obligatoire.

● LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES FAMILLES (C.S.F.), au cours d'une conférence de presse, lundi 8 septembre, a réclamé l'attribution d'une prime de rentrée de 300 francs aux « familles les plus touchées par la récession » (les salariés et chômeurs notamment). « Le coût de la scolarité, estime-t-elle, constitue un frein à la démocratisation de l'enseignement », une gêne pour les familles et pour les élèves eux-mêmes.

A partir d'un échantillon de deux mille de ses adhérents en 1975 et d'une enquête faite au mois d'août dernier chez les parents de dix-neuf cents correspondants, la C.S.F. évalue à 12 % l'augmentation moyenne des dépenses de rentrée (livres, fournitures scolaires, papeterie et cartables ; blouses ou bleus de travail ; équipement sportif et frais divers d'assurances et de bibliothèque). Elle évalue à 612 F les dépenses pour un élève entrant en sixième (+ 14 %) ; 737 F en quatrième ; 694 F en première année de collège d'enseignement technique (sections « tertiaires »). Selon la C.S.F., ces dépenses, présent de plus en plus lourdes sur le budget des familles les plus modestes.

La C.S.F. s'inquiète de la pression exercée par les commerçants qui publient des listes de fournitures comme si elles étaient établies par les établissements scolaires ou y ajoutent d'autres éléments ; elle estime que la recommandation du ministère aux établissements de limiter les dépenses imposées aux familles n'a guère été entendue.

La C.S.F. reprend les constatations de la commission du VII^e Plan, selon laquelle « l'aide apportée par l'État (...) n'est pas suffisante pour compenser le poids des handicaps matériels dans les décisions d'orientation ». Elle note en particulier que les plafonds de ressources nécessaires pour obtenir une bourse se situent très haut, au-dessus de ce qu'on appelle le « pouvoir d'achat des Français » ; le pouvoir d'achat des Français (5 % à la rentrée 1976), comme la prime d'équipement accordée aux élèves boursiers des lycées industriels de C.E.T., diminue.

La C.S.F. réclame, outre une « gratuité réelle » des manuels, des fournitures scolaires et des transports jusqu'à seize ans, un doublement des bourses et de la prime d'équipement, et, à l'avenir, l'attribution aux familles modestes d'une « prestation scolaire » croissant avec l'âge et le niveau scolaire des enfants.

● LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE (ex-associations populaires familiales) de son côté, chiffre à 65 F en moyenne le coût de la rentrée pour le primaire, à 620 F dans l'enseignement secondaire, soit 16 % de plus qu'en 1975, et à 734 F en première année de C.E.T. (+ 6 %), selon une enquête auprès de dix-neuf familles. Affirmant que la gratuité à l'école est « le pivot de toute démocratisation de l'enseignement », elle

Une situation plus favorable ?

● Le MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION juge au contraire la situation « beaucoup plus favorable » cette année qu'en 1975. Depuis un an, il fait aussi une évaluation du coût du « cartable de l'élève » (sur des bases comparables à celles de la C.S.F.) à partir d'un sondage sur les demandes des établissements scolaires, en majorant les prix de l'année passée des augmentations reconnues par l'INSEE (Institut national de la statistique et d'études économiques), corroborées par des observations sur le terrain. Selon cette étude, les dépenses scolaires des familles augmentent moins, cette année, que l'indice général des prix (9,4 %). Elles sont évaluées à 431 F environ pour un élève de sixième (8,7 % de plus qu'en 1975), 631 F pour la quatrième (+ 6 %), 625 F en section « tertiaire » de première année de C.E.T. (+ 3,4 %) et 855 F en section industrielle (+ 7,7 % par rapport à 1975). — G. H.

● Le troisième Congrès d'études néo-latines s'est ouvert, lundi 6 septembre à Tours, sous la présidence de M. Marc Mallet, président de l'université François-Rabelais, qui a montré l'importance actuelle du latin dans les disciplines scientifiques et médicales. M. Pierre Grimal, professeur à l'université de Paris-Sorbonne, a ensuite présenté une conférence et de la culture latine. Le congrès s'achèvera vendredi. — (Corresp.)

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

EPEDA

multispirale présente toutes ses nouvelles literies chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR



LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tél. 557.46.35

HOTESSE

CONGRES - EXPOSITIONS
TOURISME - COMMERCE
INDUSTRIE - ADMINISTRATION

Une profession dynamique pour les jeunes filles aimant les relations humaines et l'accueil.

PROCHAINES SESSIONS :

● COURS 1 OU 2 ANNÉES
Prép. B.T. Accueil retri. 1^{er} oct.
● COURS ACCÉLÉRÉS :
15 sept. (mat. sur-midi, soir)
Brochure M sur demande,
ou venez, rendez-vous visite

ÉCOLE PARISIENNE DES HOTESSES

ENSEIGNEMENT PRIVÉ
41, BOUL. DES CAPUCINES
75001 PARIS
Tél. : 261.58.51

Autres écoles :
ANGERS - CASABLANCA
BORDEAUX - GRENOBLE
LAUSANNE - MARSEILLE

ÉCOLE NOUVELLE DE GESTION

Baccalauréats Techniques quantitatives de gestion Recyclage des candidats. B. C. D. G. 3.

Cours du jour ou du soir. Bacheliers ou non. Filière professionnelle de l'expertise comptable.

Brevet de technicien supérieur de comptabilité et de gestion Deux ans d'étude. Diplôme d'état.

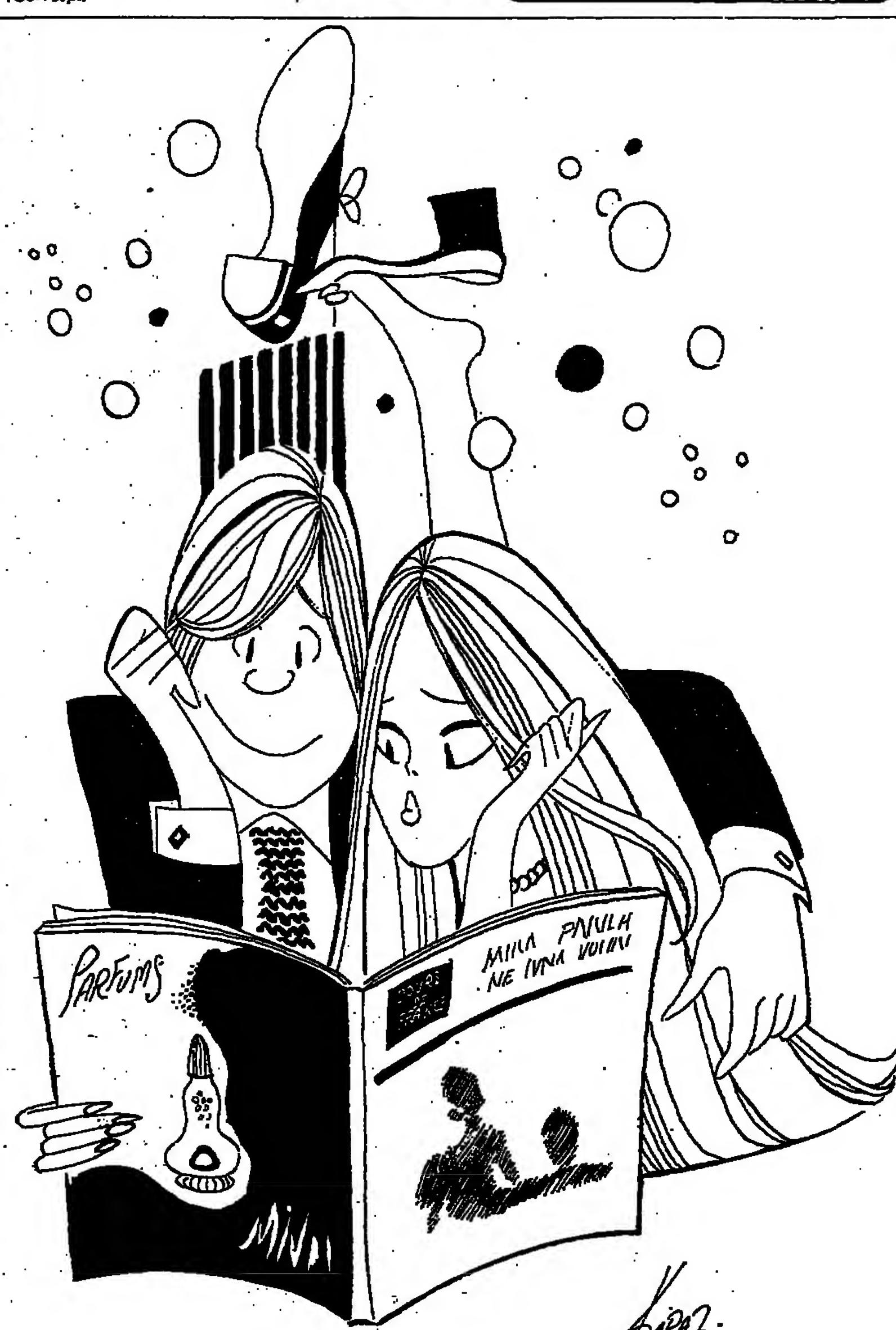
RENSEIGNEMENTS SUR SIMPLE DEMANDE A

ÉCOLE COMMERCIALE PRIVÉE "STRASBOURG"

35, Boulevard de Strasbourg 523.01.98

75010 PARIS 246.16.38

523.05.41



t de France

regionaux des loges. Il n'y a pas de membres représentant les loges. Cette année, l'initiative est venue de la région de la Loire. Le congrès se tiendra à la fin de l'année.

ALAIN GUICHARD

RESSE

Pour la première fois depuis soixante-trois ans

LE « NEW YORK TIMES »

CHANGE DE PRÉSENTATION

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

NEW YORK TIMES

DÉFENSE

Pour des raisons budgétaires

CENT TROIS DÉPARTS EN COOPÉRATION SONT ANNULÉS PAR LE MINISTÈRE

Cent trois appels de contingent, qui devaient partir en Afrique française pour accomplir leur service national au titre de la coopération, ont été annulés par le ministère de la Défense. Les raisons budgétaires sont invoquées. Les appelés concernés ont été informés par lettre de leur ministre.

Le syndicat C.F.D.T. des personnels des affaires étrangères a protesté en signalant la « situation intolérable » faite à certains appelés coopérants qui avaient déjà pris toutes les dispositions pour ce départ : abandon d'emploi par certains, épouses, réintégration de bail, expédition de bagages, etc.

Un bureau commun du service national, qui centralise les demandes de coopération des appelés, on signale, le mardi 7 septembre, qu'une vingtaine de coopérants sur les cent trois avait pu retrouver une affectation dans un autre pays. Pour les autres, deux situations se présentent : ceux qui sont arrivés en fin de service seront appelés sous les drapeaux « le plus tôt possible » ; ceux qui bénéficient encore d'une période de sursis d'un mois ou un an pourront renouveler leur candidature pour un départ l'année prochaine, sans avantage de garantie d'obtenir un poste.

On confirme d'autre part au ministère de la Défense que quatre-vingt-dix coopérants civils sont également touchés par les mesures de restrictions budgétaires, et de ce fait ne rejoindront pas le poste qui leur avait été initialement affecté.

RELIGION

En réponse à son message de solidarité

PAUL VI ENVOIE UNE « SPÉCIALE BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE » A L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

En réponse à un télégramme envoyé à Paul VI, le 30 août 1976, Mgr Roger Etchegaray, président de la conférence épiscopale française, reçu, le 4 septembre, le télégramme suivant signé du pape : « Nous avons été sensibles au témoignage d'unité que vous nous avez fait parvenir au nom des évêques de France dans les circonstances qui nous affectent si douloureusement. Avec nos remerciements et en union de prière nous vous envoyons ainsi qu'à tous vos frères de l'épiscopat une spéciale bénédiction apostolique ».

Mgr Etchegaray avait, le 30 août, télégraphié le texte suivant : « Au nom de l'épiscopat français, je tiens à renouveler à Votre Sainteté, dans les heures douloureuses que nous vivons ensemble, notre profonde communion d'esprit et de cœur et l'assurance de notre volonté de mettre en œuvre fidèlement les orientations du concile et votre exhortation apostolique sur l'évangélisation. Vous prions d'agréer l'hommage de notre profond et religieux attachement ».

Rappelons que Mgr Etchegaray, dès le 3 août, avait pris fermement position aux côtés du pape (le Monde du 4 août).

● L'abbé Jacques Dupuy, délégué général de l'association traditionnelle « Credo » et ancien professeur de droit canonique au séminaire de Mgr Lefebvre à Rome (Suisse), est allé à Marseille, le 7 septembre, pour implanter dans la région le mouvement « Credo » (douze mille adhérents et sympathisants, selon lui, au plan national), a déclaré : « Mgr Lefebvre a cru bon de prendre des positions politiques. Sur ce plan-là, nous ne suivons pas. Nous ne voulons pas nous lier à la moindre tendance politique ».

Il a précisé que « Credo » organise, du 27 au 29 octobre, à Lourdes, lors de l'assemblée plénière de l'épiscopat français, un pèlerinage national. A cette occasion, un Livre blanc, rédigé par le mouvement et répertoriant des faits jugés « anormaux », que les adhérents auront noté dans les paroisses, sera présenté aux évêques.

● Mgr Anthony Denis Gavin, vicaire apostolique de Malaisie, est mort à West-Hartlepool (Grande-Bretagne) le 5 septembre, d'une crise cardiaque, à l'âge de cinquante-sept ans. Mgr Gavin avait probablement suivi la vie à Paul VI en 1971, à Manille, en maîtrisant le peintre bolivien Benjamin Mendoza y Amor Flores, qui avait tenté de poignarder le pape. — (U.P.)

[Né en 1919, Mgr Gavin est ordonné en 1944. Mgr Gavin est vicaire apostolique de Malaisie.]

OUTRE-MER

LA SITUATION A LA GUADELOUPE

Le retour des soixante-douze mille réfugiés de la Basse-Terre est impossible à envisager

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, présente, le 7 septembre, le « Rapport sommaire sur la crise sismo-volcanologique de la Soufrière », qui lui avait été remis le matin même par M. Guy Aubert, directeur adjoint de l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG) du C.N.R.S., et M. Claude Allègre, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (I.P.G.).

A la lecture de ce document, M. Stirn estime que l'évacuation d'une partie des habitants de la Basse-Terre était et demeure justifiée. Il ne peut être question, dans un proche avenir, d'assouplir

La sismicité normale liée au volcan de la Soufrière est en moyenne, par mois, de dix à treize séismes, dont aucun n'est ressenti. Depuis quatre mois, cette activité n'a cessé de croître : trente secousses en juillet 1976, deux cent neuf en novembre 1975, six cent sept, dont vingt-deux ressenties, en juillet 1976 et cinq cent sept cent soixante-dix-neuf, dont quarante-trois ressenties en août 1976. Soit, pour le mois de septembre, cinq cents fois plus que la normale. Depuis le 15 août, jour où ont été évacués soixante-douze mille habitants de la Basse-Terre, la sismicité a encore augmenté : de quatre personnes ont été dénombrées et trois mille neuf cent soixante-quinze du 16 au 31 août (soit près de huit cents fois plus que pendant une quinzaine normale).

La magnitude des séismes, elle aussi, augmente plus ou moins régulièrement (4,6 ayant été atteint lors du séisme du 16 août) et certaines secousses sont malheureusement ressenties à Pointe-à-Pitre. Parallèlement, l'énergie libérée par ces séismes est passée de 1,10 à dix fois plus (10,10) en dix jours (noté 1976). Les foyers de ces séismes semblent stabilisés depuis juillet dernier à une profondeur de quelques 2 kilomètres sous le niveau de la mer, mais, jusqu'en mars dernier, les foyers étaient situés à 3 ou 4 kilomètres de profondeur.

Cette crise sismique, d'une violence inconnue jusqu'alors dans tout l'arc des Caraïbes, semble donc indiquer la présence, sous la Soufrière, d'une masse de magma dont la poussée entraîne des fractures dans les roches qui s'opposent à sa montée.

La comparaison de la crise actuelle à la sismicité normale possible dans la mesure où depuis quatre ans l'Institut national d'astronomie et de géophysique dispose d'un système de surveillance sismologique des volcans des Antilles, programme dans le cadre duquel l'I.P.G. de Paris a complété, entre 1972 et 1974, le réseau sismologique de la Guadeloupe. De quatre personnes en temps normal, la surveillance est maintenant assurée en permanence par trente spécialistes français, américains ou venant de Trinidad. Bientôt devraient arriver aussi un japonais, et peut-être un Soviétique.

Les déformations du sol sont mesurées par des inclinomètres américains depuis la fin du mois d'août. Là encore, les spécialistes ont été étonnés par la rapidité et l'ampleur — relatives — des mouvements du sol. Pour la seule journée du 29 août, un écart de huit microradians a été mesuré (soit huit millièmes pour un kilomètre, alors qu'à Hawaï — où se trouve un volcan il est vrai d'un type très différent — on a constaté une déformation de huit microradians en six mois).

(PUBLIQUÉ)

SANCTIONS PÉNALES

Le Rapport Sudreau propose des SANCTIONS PÉNALES pour les Entreprises qui publient de FAUSSES INFORMATIONS. Or, qu'il s'agisse de fausses informations ou de fausses données, les chiffres publiés dans les Rapports annuels de la Commission des Opérations de Bourse au Président de la République.

Le 28 août 1976, le Président de la République déclarait :

AUCUNE DÉFAILLANCE NE SERA TOLÉRÉE

autrement dit, ou bien les Entreprises publieront leur bénéfice ou leur déficit légal, et une SANCTION PÉNALE leur sera inévitablement appliquée ;

ou bien elles publieront leur chiffre Réel, en plus de leur chiffre Légal. Exemple, Société Nationale des Chemins de Fer Français :

— Déficit Légal : 307 millions

— Déficit Réel : 673 millions

Le Calcul Indéfini, c'est-à-dire tenant compte de l'évolution des indices de prix, du bénéfice Réel ou du déficit Réel, est enseigné par mon Ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

que je distribue par poste tous pays contre une participation d'au moins 50 francs français, paiement à l'avance. No Copyright. Reproduction autorisée.

Enlre KNEIG, 7, rue d'Anjou, 75008 Paris. C.C.P. Paris 1030-11.

(Le calcul relatif à la S.N.C.F., différent de celui de mon Ouvrage, a été publié par le Premier Ministre S'adresser à la Documentation Française, 19, quai Voltaire, 75007 Paris.)

les mesures prises, mais nul ne sait comment évoluer la crise actuelle de la Soufrière : il peut se produire une éruption violente dans quelques jours ou dans quelques semaines. Mais la phase actuelle peut tout aussi bien se prolonger jusqu'à ce qu'en plusieurs mois ou plusieurs années la Soufrière retrouve son calme habituel. Quelle que soit l'issue de la crise volcanologique actuelle, de très graves problèmes sociaux et économiques se posent à la Guadeloupe pour longtemps encore. Une déléga-

tion du parti communiste de retour de la Guadeloupe a, de son côté, souligné la gravité de la situation et critiqué l'attitude du gouvernement.

précipité de trois mille personnes ne pose aucun problème. En revanche, la même opération pour soixante-douze mille personnes, et peut-être de nuit, est impossible à réaliser. Les spécialistes français et étrangers qui participent à la surveillance de la Soufrière sont tous d'accord pour confirmer le danger que représente actuellement le volcan. Le docteur John Tomblin, directeur du laboratoire de volcanologie de l'université des West Indies, à Trinidad, pense qu'une activité analogue à celle qui se manifeste actuellement à la Soufrière a vingt-cinq chances sur un de se transformer en éruption sérieuse. Mais, quand la vie de soixante-douze mille personnes est en jeu, on ne discute pas sur le pourcentage de chances de voir se produire une catastrophe.

Quand va se terminer cette crise ? En l'état actuel de la volcanologie, personne ne peut le dire. Une éruption plus ou moins violente serait très possible dans un délai assez rapproché, mais il n'est pas impossible non plus que, sans explosion, le volcan se calme dans les prochains jours. En quelques années. Une telle incertitude pose des problèmes humains et sociaux extrêmement graves dont la solution dépend de la rapidité avec laquelle on pourra évacuer les réfugiés de la Basse-Terre, pour la période du 15 août au 1^{er} septembre, à 35 millions de francs.

YVONNE REBEYROL

Une déléga-tion communiste : le gouvernement taxe la solidarité

Secours rassemblés, nous obligeant à le faire par nos propres moyens et à nos frais. C'est inadmissible, a-t-il ajouté, et nous sommes décidés à nous battre pour que le gouvernement prenne en charge ces charges. C'est le premier jour que le gouvernement taxe la solidarité », a déclaré de son côté un responsable du Secours populaire français. M. Vions et Weber ont ensuite insisté sur la médiocrité des conditions d'hébergement des réfugiés : « On vit à trente, trente-cinq personnes dans une petite chambre, sans hygiène, sans confort, sans dignité et d'une tristesse forcée. On manque de vêtements, de lait en poudre, de médicaments... ».

Pour M. Weber, les pouvoirs publics devront se pencher en priorité sur les problèmes financiers auxquels sont confrontés les communes et les réfugiés. « L'occupation, a-t-il observé, ne peut constituer une fin en soi. Il faut que l'effort de solidarité soit poursuivi ».

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le meurtre de l'inspecteur Damour. — Les policiers de Lunel (Hérault) chargés de l'enquête sur le meurtre de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à son domicile le 1^{er} septembre, ont appréhendé un jeune homme, Dominique Limad, âgé de vingt ans. Ce suspect a affirmé qu'il était caché dans le jardin au moment où son complice, Marino Monis, un malfaiteur d'origine italienne, âgé de vingt-deux ans, blessé mortellement M. Damour. Selon ses dires, Dominique Limad se serait borné à appuyer sur la sonnette. Il semble d'après les policiers, que c'est pour échapper aux soupçons de l'inspecteur que les deux gangsters ont assassiné le policier. Les deux hommes auraient, en effet, dérobé, dans la nuit du 22 au 23 août, 1 200 F dans une station-service de Font-de-Lunel, avant de s'enfuir dans une voiture volée.

● Le me

150

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

« BARRY LYNDON » DE STANLEY KUBRICK

Une comédie humaine que des pantins animent

Par JEAN DE BARONCELLI

POURQUOI ce film ? Pourquoi après avoir parlé des détraquements, bizarreries, violences et folies diverses du monde moderne, Stanley Kubrick a-t-il éprouvé le besoin d'aller dénicher dans l'œuvre de William Makepeace Thackeray, l'auteur de l'admirable « Vanity Fair », ce roman de débutant que sont les « Mémoires de Barry Lyndon » ? La réponse est simple : parce que Kubrick « aimait » le livre. Parce que ça l'amusait de changer complètement de genre. Parce que l'exploration du passé lui paraissait aussi passionnante que celle du présent ou du futur. Parce que « la seule chose vraiment importante dans une œuvre d'art, c'est qu'elle soit en prise directe avec la vie ».

Stanley Kubrick a aimé « Barry Lyndon ». Et voilà que maintenant nous l'aimons autant que lui. Voilà que nous découvrons une histoire d'un autre siècle, d'un autre temps, totalement étrangère à nos préoccupations actuelles, une histoire bruyante et tumultueuse, plus riche en péripéties que dix westerns, tout à la fois gaie et triste, cynique et moralisatrice, divertissante autant que fascinante. Voilà que la poésie crétine, le bonheur qu'a eu l'auteur à enfanter son film, déborda de l'écran et envahit le spectateur. Oui, le bonheur, l'euphorie. Bonheur de voir et d'admirer. Euphorie que communique la beauté.

Un petit cousin de Tom Jones

C'est pour réagir contre les romans de son époque, romans où se traînaient la postérité fatiguée de Byron, que Thackeray écrivit, en 1844, les « Mémoires de Barry Lyndon ». Il situa son livre au dix-huitième siècle, fit de son héros un petit cousin de Tom Jones et de Gil Blas (de Candide et de Casanova également), et le lança dans un tourbillon d'aventures picaresques, que Stanley Kubrick reprend à son compte en les élaguant, les condensant et les agrémentant parfois d'inventions de son cru.

Irlandais, orphelin de père, adolescent

encore noir et sans le sou, Redmond Barry doit quitter la maison familiale après s'être battu en duel pour les beaux yeux de sa cousine. Enrôlé dans l'armée britannique, il fait la guerre sur le continent, déserte, endosse (contre son gré) l'habit prussien, et se retrouve espion à Berlin, où il est chargé de surveiller et à tricher. Les deux compères écumant les salons de l'aristocratie européenne jusqu'au jour où Barry, devenu un bretteur redoutable et la coqueluche des demoiselles, séduit la femme d'un diplomate anglais, la comtesse de Lyndon, qu'il épouse après la mort du mari.

L'Europe des beaux esprits

Voilà Barry au faite de la fortune et, pourrait-on croire, du bonheur. Mais Barry n'aime pas sa femme, il la trompe et manie de la ruiner en voulant se faire anoblir. Il n'a d'affection que pour son petit gargon, qu'il va perdre. Dès lors, les catastrophes s'abattent sur lui. Gravement blessé en duel par son beau-fils qui le hait, il est contraint de s'exiler, moyennant une rente que lui servira la comtesse.

Ces quelques lignes ne peuvent que résumer succinctement un scénario d'une richesse et d'une fantaisie proprement inépuisables. Là n'est d'ailleurs pas l'essentiel. Ce qui fait le prix de ce film, plus encore que ses surprises et ses rebondissements, c'est la manière dont Stanley Kubrick explore le dix-huitième siècle, l'analyse, le recrée et le met en images, comme s'il venait vraiment de le filmer. C'est le prodigieux voyage dans le temps qu'il nous offre.

Avec Barry, dont les aventures s'étendent sur une trentaine d'années (de 1760 à 1789), nous partons donc à la découverte d'un monde et d'une civilisation. Première étape de cette découverte : l'année, la guerre (celle de Sept Ans), Parades, escarmouches, engagements.

Dans une clairière, au son des fifres, les « tunique rouges » britanniques avancent à pas lents vers les soldats français — uniformes blancs, drapeaux fleurdelisés, — eux aussi déployés en ligne, et qui les défilent. Ballets rituels, massacres à visage découvert : « Tirez les premiers, messieurs les Anglais ! » Ainsi convenait-il de se battre pour Louis XV et pour le roi de Prusse. L'honneur des souverains, Barry s'en aperçoit, coûte très cher.

Seconde découverte : le beau monde. Après avoir connu les malheurs de la guerre et les pères de l'espionnage, Barry pénètre aux côtés de son mentor, le chevalier de Balibari, dans les salons fuyants. L'Europe existait à l'époque. C'était celle des beaux esprits, des joueurs, des canailles et des nobles. Autour des tables de jeu, le chevalier de Balibari, emperreur, poudré comme un Pierrot, une grosse mouche noire sur la pommette gauche, les lèvres peintes, fait glisser des cartes de sa manche. Les chandelles répandent leur lumière poussiéreuse et dorée (éclairage que Kubrick et son chef opérateur John Alcott ont tenu à respecter scrupuleusement). Dans la pénombre, de jolies filles, des hommes dans les visages rappellent les visages peints, les visages peints avec des poignées d'or. Images superbes et terribles d'une société exagérée, à bout de souffle, minée par ses passions et ses débâches.

Troisième et dernière expérience de Barry : la vie de grand seigneur qu'il mène aux côtés de sa femme. Plus encore que dans les autres parties du film, les références picturales sont ici innombrables. Portraits dans la galerie de Reynolds ou de Nattier, tableaux de maîtres inspirés d'Hogarth et parfois de Longhi, fêtes et divertissements rappelant Lancret ou Tiepolo, scènes intimes évoquant Fragonard, paysages à la Gainsborough. Les somptueux intérieurs ont été filmés en décors naturels dans des châteaux mira-

cleusement préservés : à Wilton-House, près de Salisbury ; à Castle Howard, dans le nord de l'Angleterre. Et les séquences se succèdent — mariage de Barry et de la comtesse Lyndon, séance de prestidigitation, concert interrompu, enterrement du petit Bryan, — où, comme précédemment, le raffinement esthétique se double d'un témoignage social.

Car rien n'est jamais gratuit dans ce film auquel sa perfection formelle pourrait suffire. Chaque notation a sa raison d'être, chaque image s'inscrit dans un ensemble parfaitement maîtrisé. De Barry (qu'incarne Ryan O'Neal), Kubrick trace un portrait vigoureux. Ambitieux médiocre, portant en lui, sous ses airs bon enfant, la graine du roué et du libertin, sensible à ses heurs, mais apprenant vite à devenir cynique et dominé par le goût de l'argent, courageux et follement prodigue, il est le type même de l'aventurier sans scrupules, du parvenu qui sait nager en eau trouble, comme le dix-huitième siècle en vit naître à profusion.

Frédéric II au générique

Devant ce « héros » à la fois sympathique et méprisable et devant ceux qui l'entourent — qu'il s'agisse de la comtesse de Lyndon, grande dame et grande dinde, toujours en pâmoison, soit amoureuse, soit religieuse ; de son fils aîné, le très mou et très veule Lord Bullingdon, ennemi mortel de Barry ; d'un chapelain à la longue figure et aux sournoiseries tartuffesques ; du chevalier de Balibari ou des soudards de la première partie, — devant la comédie humaine que ces pantins animent, deux mots peuvent résumer l'attitude de Stanley Kubrick : ironie et pessimisme. Se tenant à distance, observant d'un œil froid son petit monde, Kubrick se moque de tous et de tout. De la « science » des officiers, de la naïveté des amoureux, de la sentimentalité des jolies Allemandes, de la duplicité des policiers et des diplomates, de la versatilité des courtisans, de l'ingratitude des princes, de la coquinerie des



uns et des autres, et, finalement, de leur égalité dans le néant.

Cette ironie, cette causticité déterminent évidemment le pessimisme de l'œuvre. Malgré ses couleurs riantes, ce monde peuplé de canailles et de sots est un monde crépusculaire, touché à mort, un futur champ de ruines. Une lumière tragique l'éclaire. À la dernière image, nous sommes en 1789 et pourtant l'air semble encore lointain.

Pour finir, un mot de la musique, dont le rôle est capital et qui souvent — au même titre que le commentaire « off » — souligne les intentions sarcastiques de l'auteur : marches militaires avec fifres et tambours, chants irlandais, « Sorabonde », de Handel transformée en hymne funèbre, concertos de Bach et de Vivaldi, cavatine de Puccini, fragments de Schubert. Frédéric II lui-même a son nom au générique grâce à une marche dont les accents accompagnent Barry en Allemagne.

Film historique, épopée romanesque, conte philosophique à grand spectacle, « Barry Lyndon » est tout cela à la fois. Peu importe d'ailleurs le genre auquel il appartient. Ce film est un grand film qui donne à voir, à rêver et (si le cœur en dit) à réfléchir. L'œuvre d'un cinéaste que le passé a littéralement inspiré. Une somme et un accomplissement.

* Gaumont - Champe-Élysées (v.o.), Gaumont - Rive gauche (v.o.), Hautecaille (v.o.), Impérial-Pathe (v.o.).

championnat de France

DE NANTES A SOCHAUX

UN EXPLOIT DE NAGE

A FOREST-HILLS

MÉDECIN

Expérimentes

sur deux cents fœtus

UNE METHODE NOUVE

DE STERILISATION REHE

A ETE MISE AU POU

A L'UNIVERSITE CATHOL

DE LOUVAIN

Régionaliser

L'inventaire

du patrimoine

Objets

de musée

dans

les décharges

publiques

Par ANDRE CHASTEL

La mésestimation de ce conseiller municipal entreprenant de l'Ouest illustre assez bien la situation française. Dans un petit musée à l'étroit (voir le Monde daté 8 septembre) et où l'actualité demandait un peu de place, il a fait jeter aux ordures des collections d'objets préhistoriques entassés dans les réserves, et apparemment ignorées des sages. Apparemment seulement, car on avait oublié l'existence d'une inspection des musées de province et le fait qu'il y a tout de même un peu partout — et même en France — des préhistoriens sachant où sont entassés leurs trésors. Bref, on recherche maintenant dans la décharge communale les sites écartés et les fibules en os. Les fouilles sont à la mode et font beaucoup d'émulation. La collection préhistorique, cependant, n'intéresse que l'homme qui a perdu. Quand le patrimoine vole en pièces, soudain on s'y attache. C'est à se demander s'il ne faudrait pas généraliser l'exercice.

L'affaire devient significative à un moment où est prévu, et s'opère avec une lenteur circulaire, le transfert de certains pouvoirs de conservation aux conseils régionaux. Bretons, Languedociens, Comtois... nous font comprendre tous les jours le malheur qu'a été le dépeuplement culturel des provinces. Le mouvement, parfois coloré d'autonomisme romanesque, répond à un « centralisme » qui tout recommande : l'équilibre économique d'un pays qui se parcourt maintenant en quelques heures, et l'importance des solidarités régionales à l'intérieur du « petit pays », qui se mesurent en temps de promenade et à des contacts. Le problème est d'obtenir que les implantations industrielles et les usines soient qu'elles entraînent pas les identités provinciales en train de rendre. Il est aussi d'éviter que l'expansion du tourisme intérieur ne conduise à fabriquer des réserves folkloriques avec des indigènes d'opéra-comique. Les « conseils régionaux » ne pourront pas se permettre d'en rester à la planification économique : il faudra aussi à leurs responsables une conscience ferme et sans faillite de l'originalité provinciale, qui n'a eu que trop souvent honte d'elle-même à l'entrée des masses nouvelles. Mais s'y préparent-ils ? Les y préparent-ils ? Si l'on doit leur déléguer certaines compétences, il faudrait que les autorités locales sachent ce qu'elles possèdent. Sinon, les décharges publiques risquent d'être de plus en plus fournies, et des équipes anglo-saxonnes, par exemple, viendront les explorer.

La décentralisation des responsabilités, en matière d'inventaire des biens culturels, est une nécessité indiscutable et

l'émancipation générale créés au temps d'André Malraux en 1964 y est particulièrement attaché. Exemple précurseur qui devrait servir le transfert de certaines responsabilités en matière de restauration et de conservation, si les circonstances le permettaient, c'est-à-dire — soyons nets — si la vigilance et l'intérêt grés étaient assurés de région par région. Le temps presse, car la dégradation même du patrimoine — nous ne cessons de le répéter — est en train de se transformer complètement sous nos yeux : il n'y a plus de retraite naturelle cachée, de vallées oubliées avec de beaux châteaux, de plages libres, de ruines sans campeurs. Partout la modernité est au contact de la plus modeste réalité archéologique. L'éternel crépuscule par la hanche de la pollution et des installations industrielles, les ghettos surgissent indistinctement un intérêt pour la qualité trompeusement des sites et des édifices qui les marquent. C'est donc localement — et rapidement — que les choses doivent être suivies et appréciées. Le contrôle de l'Etat ne devrait intervenir que là où une solution convenable n'a pas été obtenue sur place.

La crise des églises

Ce qui aggrave démesurément la situation, avec l'urbanisation presque toujours aussi désordonnée autour des petits noyaux villageois, c'est la crise permanente des deux produits majeurs de la vieille civilisation, qui sont aussi les éléments majeurs du paysage français : les églises et les châteaux. Laissons de côté pour cette fois les demeures seigneuriales dont les vicissitudes et les changements de main appelleraient un long discours. Tenons-nous-en aux pauvres églises, qui ne sont pas toutes des chefs-d'œuvre romans, bien sûr. Sans entrer dans les replis brillants du paradijisme lefebvriste, tout le monde voit bien que le dernier concile n'a pas répondu à la désaffection du clergé pour les anciens équipements du culte. Comme le concluait un récent éditorial de la Revue de l'art (n° 24, 1974) portant sur ces problèmes, l'Eglise ne pouvait plus assigner l'entretien, la défense et la mise en valeur des édifices intérieurs, des reliques, des statues, des chapelles et des églises priées de déservir, c'est à la culture nationale de le relayer. Et tout passe évidemment par l'intérêt et la bonne volonté des petites et des grandes collectivités locales.

A quel point il s'agit ici de la réalité provinciale la plus touchante et la plus typique, deux publications récentes sur les retables baroques, les uns du Roussillon (1), les autres de la région de Laval (2), en fournissent la preuve par la minutie même de l'enquête de village

en village qu'il a fallu mener. En Afrique noire, écrit A. Sazay, la mort d'un vieillard, c'est la perte d'une bibliothèque. Le démantèlement inconsidéré d'un autel de bois à torades et à anges dorés signifie la disparition d'un conteur artisanal d'autrefois. La reconstitution des ateliers locaux et de leurs procédés de montage éclaireront toute la vie locale du village, car le savoir, transmis jusqu'à la résistance aux modèles parisiens et dans l'attachement aux statuts de terre cuite polychrome. L'important, en effet, pour la connaissance historique, c'est la « série » et non l'échantillon ; c'est vrai pour les arts religieux comme pour les pièces préhistoriques.

L'année 1975 était l'année du patrimoine européen. En France, elle n'a laissé aucune trace et les observateurs étrangers s'accrochent à reconnaître que l'occasion a été manquée. En Allemagne fédérale, les Länder ont, au contraire, fait merveille : l'exposition géante de Cologne sur l'archéologie romano-germanique et les résultats des fouilles de Rhénanie depuis 1945 ont eu un succès retentissant (le Monde du 24 juillet 1975). L'urbanisation trop rapide, si-on dit de côté du Rhin, et on n'a rien fait. Chaque région pouvait justement élever ses ressources : pré-histoire, hellénisme, fortresses, monastères, au-delà de la spécialité, dans une diversité sans pareille. Il y a eu des manifestations assez nombreuses, mais toutes d'une organisation en chaîne, on n'en a pas été la bénéficiaire, promise par province. Tout est donc à faire. Les crédits — dire-t-on — manquent ; oui, mais surtout la volonté, l'idée d'une politique culturelle décentralisée et imaginative.

Nous ne sommes plus au temps des pèlerinages ruraux, des rogations à travers champs (encore que cette année...), des statues miraculeuses, mais l'attachement au terroir suppose des lieux purs, des sites respectés, des édifices qui parlent à la sensibilité. Dans bien des cas, comme on le voit dans les villages remaniés de Provence ou du Quercy, ce sont des immigrés qui en découvrent la charge et le réveillent aux autochtones. On s'aperçoit ici qu'il manque quelque chose, et, une fois de plus, c'est l'effacement des structures provinciales qui est en cause, et leur réactivation qui peut fournir le remède. Nous pensons aux « sociétés savantes » qui, comme de vieux cerps, sont implantées depuis des générations, plutôt qu'aux associations, ou demeurent sympathiques actives, comme les « Vieilles Maisons françaises » qui favorisent une circulation et un tourisme de bon aloi. Car les sociétés savantes sont nées du désir de pousser les études locales et de préserver la physionomie des provinces. Le centième

congrès national de ces sociétés a eu lieu l'an dernier à Paris. Beaucoup d'entre elles, surtout dans l'ouest du pays, ont pris la suite des académies provinciales d'antan abolies en 1793 ; mais, comme le rappelle Marcel Baudot, elles n'ont pas toujours à leurs débuts été encouragées par les pouvoirs, parce qu'elles devenaient facilement des centres de libéralisme (3). Et aujourd'hui ?

Réhabiliter les académies provinciales

On peut se demander si leurs capacités sont suffisamment appréciées et si elles n'ont pas tendance à végéter, comme tout vieux organisme qui ne connaît pas de spécialisation nouvelle, parce qu'on néglige de les utiliser. Quel rôle ne pourraient-elles jouer dans la reconquête de la notion de patrimoine et la recherche, la démonstration de l'identité provinciale, qui sont, en somme, leur raison d'être ? Année juste ou non, elles travaillent à huis clos ; on ne leur demande rien de public et, n'étant pas de service, elles ne reçoivent pas ou guère d'avis. Autrement elles co-gérent des musées ; elles présentent des ensembles d'histoire naturelle ou d'architecture, elles reçoivent en legs des collections, du type de ces malheureuses boîtes de silex magdaléniens dilapidés... Cela arrive encore, mais il y a un siècle, elles étaient souvent au centre d'une vie culturelle, qui n'était pas seulement celle des privilégiés. Alors ? Faut-il penser que la négligence dont elles souffrent tient du fait que leur futur est, par tradition, le ministère de l'éducation, dont on se sait plus très bien ce qu'il a à voir avec la recherche et qui, de toute façon, n'a plus à traiter de la culture. Les parages de responsabilités établis au sommet laissent peut-être périr dans les interstices des administrations cloisonnées, des chances intéressantes. Et l'imagination ne fleurit pas. La provincialisation devrait être l'occasion de conjurer les forces au lieu de les laisser s'annuler. Mais qui prendra l'initiative ? Et si l'ennemi est l'indifférence qui alimente ici et là les décharges publiques, on demande : qui prendra la sonnette au chat ?

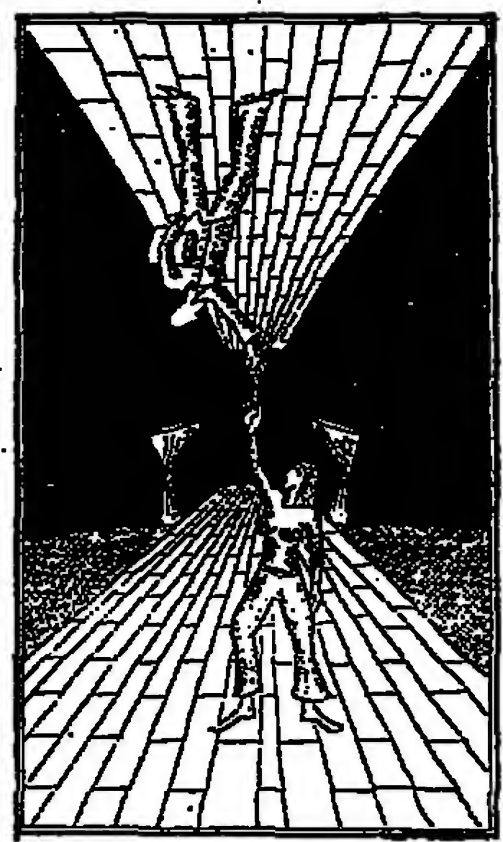
(1) Eugène Corbade, Retables baroques du Roussillon (avec préface de V. L. Tardieu), dans « Couvent de la Vallée », Imprimerie Sirey, Perpignan, 1973.
(2) Jacques Sarrat, Les Ateliers de retables baroques aux XVII^e et XVIII^e siècles (publication de l'Institut archéologique de recherches historiques de Rennes), Librairie Klincksieck, 1974.
(3) Marcel Baudot, Trente ans de coordination des sociétés savantes (1832-1861), dans « Actes du centenaire congrès national des sociétés savantes » (Paris, 1975), 1976.

La saison dans les théâtres...

ENCORE une fois, les théâtres parisiens entament leur course de fond jusqu'au Salon de l'auto, jusqu'aux fêtes de tout va bien, et jusqu'à Pâques si tout va mieux. Déjà chaque soir annonce sa générale : Anouilh, Barillet-Gredy, quelques anglosaxons... la routine. Tout est comme d'habitude, on ne s'étonne plus. Ce qui est étonnant, c'est la force de cette habitude, cette obsession à oublier les déstresses qui s'accumulent de saison en saison. La création ne se porte pas bien. Les subventions accordées pour promouvoir des formes et des écritures nouvelles ont été diminuées : les auteurs avaient été trouvés, mais pas les spectateurs. Quant au théâtre commercial — celui qui ne compte que sur ses recettes — il ne va pas bien non plus. Il a connu des demi-succès financiers, mais catastrophiques malgré les vedettes prestigieuses et les sujets en or. On voit, bien entendu, de profitables mariages : celui de Sophie Desmarest et de la Madeleine ou de Polaire-Serrault et du Palais-Royal, par exemple. Mais ils ont l'exception, de toute évidence — ça cracra — entre le Boulevard et son public.

Pourtant, d'après quelques sondages, le théâtre garde un rang privilégié dans la hiérarchie des sorties chez environ deux tiers des Français. L'écart est grand avec la réalité. La faute en est, dit-on souvent, à la télévision en général, et à la télévision de la culture en particulier. Si cette émission porte tort à un type de théâtre, c'est bien au Boulevard, forme fragile qui capte l'air du temps et le met en vitrine. Or, la plupart des pièces, montées à la va-vite, enregistrées n'importe comment, sont anciennes, usées,

Un abonnement pour cinquante salles



« Importables ». Elles dénaturent le goût des spectateurs, freinent le renouvellement des auteurs, entraînent un marasme d'où est née une sorte de mauvaise conscience qui se manifeste soit dans l'agressivité (« Moi, je veux faire rire pendant deux heures et c'est tout », soit dans la culpabilité (« Ce n'est pas seulement du rire, il y a de la poésie, de l'émotion »). Mauvaise conscience peu favorable à l'apaisement, exaspérée encore par des rejets, qui motivent des questions d'idéologie ou de standing intellectuel.

Les polémiques entre secteurs commercial et subventionné durent depuis longtemps et ne semblent pas près de s'éteindre. Le projet d'abonnement Inter-Théâtre, à vrai dire idéaliste et irréalisable, établi par Georges Guette — à la demande du secrétariat d'Etat à la culture, et qui plaçait tout le monde sur le même plan, a échoué. Il a été repris sous le nom d'abonnement Inter-Spectacles (I) par le syndicat des directeurs de théâtres privés, dont la production globale doit être divisée en trois catégories : distraction, classiques contemporains, nouveautés. L'abonnement donne droit à un spectacle de chaque catégorie au prix de 90 F pour les fauteuils de première série et 80 F pour ceux de deuxième série (plus une carte : 10 F) et 70 F pour les moins de vingt ans, le troisième âge et les étudiants (plus une carte : 5 F).

Ainsi on peut choisir pour la distraction Pape Sequoia, à l'Athénée ou Mini la chance, au Marigny (avec un supplément de 9 F) ; pour le classique contemporain les Mains sales, de Jean-Paul Sartre, aux

Mathurins ou le Scénario, nouvelle pièce de Jean Anouilh, à l'Euvre ; pour la nouveauté le Victor Halm du Poche ou celui du Blois Théâtre... Ce ne sont que des exemples. Il y a d'autres possibilités, mais avec le premier tableau publié, assez vague, la formule semble assez souple pour faire office de supergence à tarifs réduits.

ATELIER : Monsieur chasse, de Feydeau, avec Robert Dhéry ; **ANTOINE** : le Tuto, de Françoise Dorin, avec François Périer, en attendant les Parents terribles, avec Jean-Marie, Madeleine Robinson et Lila Kedrova ; **ATHÉNÉE** : Pape Sequoia, de G. Guette, avec Jacqueline Sautier ; **BOUFFES-PARISIENS** : la Belle Hélène, dans une mise en scène de Jean-Laurent Cochet ; **BIOTHEATRE** : la Servante de Victor Halm, avec François Maitre et Marvonne Schiltz ; **CITE INTERNATIONALE** : Raz de marée, de Michel le Blaut et Pasolini, par André Maggill ; **COMEDIE CAUMARTIN** : Boeing-Boeing (septième année) ; **COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES** : Guy Béart, en attendant les Zolzeux, de Jean Anouilh ; **DAUNOU** : Monsieur Mesure, avec Daniel Gelin ; **ESPACE CARDIN** : le Genre humain, de Jean Edm-Hallier ; **EDOUARD-VII** : Dis-moi Blaise, montage de textes de Gendry, avec Simone Veil et Jean Desailly, en attendant Amphitryon 38, de Giraudoux ; **ESSAION** : Régis Sauton a proposé son mini-double-théâtre au groupe TSE et à Daniel Mesguich pour trois mois chacun ;

FONTAINE : Comme avant, de John Mortimer (mise en scène de Voutinas) ;

GAITE-MONTMARTRE : T'es un chic typé Charlie Brown, comédie musicale d'après Peanuts ;

GYMNASIE : Une aspirine pour deux, d'après Woody Allen par Francis Perrin ;

GALERIE 56 : Volpone ;

HEBERTOT : le Jardin de craie, d'Enid Bagnold, version française de Barillet et Gredy ;

LA HUCHETTE : Ionesco : la Cantatrice cheuve et la Leçon ;

LA BRUYERE : Pour cent briques l'as plus rien, de Didier Kaminka, avec Sophie Desmarest ;

LA MADELEINE : Peau de vache, avec Sophie Desmarest ;

LES MATHURINS : les Mains sales, de Jean-Paul Sartre ;

MARIGNY : Mini la chance, comédie musicale avec Annie Cordy ;

MICHEL : Happy birthday, de Marc Camoletti ;

MICHODIERE : Acajou medane, d'Yves Jamiaque ;

MODERNE : Qui est qui ? ;

MONTMARTRE : Mame heure l'année prochaine, avec Nicole Courcel ;

MARIS : Histoire d'amour, d'Yves Nevers ;

MANITOUT : Don Juan et Arlequin poli par l'amour, avec les marionnettes de Dominique Houdart ;

MOUFFETARD : Programme Marguerite Duras ;

NOUVEAUTES : les Deux Vierges, avec Robert Manuel en attendant Nina, d'André Roussin avec Rosy Varte ;

NOUVEAU CARRE : SILVIA MONFORT : Paroles de femmes, avec Isabelle Ehni ;

ORSAY : Des Nô Japonais, les Campesinos et une reprise de l'Amante anglaise, avec Madeleine Renaud ;

CEUVRE : le Scénario, d'Anouilh avec Jacques Fabbri et Daniel Gelin ;

PALAIS-ROYAL : la Cage aux folles, avec Polaire et Serrault ;

PALACE : le Troupédoeur, par le Centre de la Comédie, Paris d'est grand, par la Compagnie de la Cullier ;

LA PLAINE : Fuente Ovejuna, de Lope de Vega par la compagnie du Chemin ;

PLAISANCE : Ils sont là, de Jean-Loup Philippe ;

POCHE : Isaac et la sage femme, de Victor Heim ;

PRESENT : la Chamaille ;

RECAMIER : Tout contre un petit bois, de Jean-Michel Ribes, en alternance avec Rhéna ;

SORANO (Vincennes) : les Amoureux, de Goldoni, mise en scène de Caroline Huppert ;

SAINT-GERMES : Lucienne et le boucher, de Marcel Aymé avec Danielle Darrieux ;

THEATRE DE PARIS : Sainte Jeanne, par Robert Hossein ;

THEATRE 13 : l'Alchimiste, de Ben Johnson par le Théâtre Emporé ;

THEATRE 347 : la Veuve russe, de Goldoni ;

TEMPETE : Mesure pour mesure, par Stuart Selts ;

VARIETES : l'Autre Valse, de Françoise Dorin avec Paul Meurisse, en attendant une comédie nouvelle de Jean Polrat avec Jacqueline Maillan.

* Les programmes de théâtre du secteur public seront publiés prochainement.

...et les musées parisiens

L'AMERIQUE VUE PAR L'EUROPE Grand Palais, 18 septembre-3 janvier.

Le premier écrivain européen à se rendre outre-Atlantique fut Chateaubriand, le premier sculpteur, Houdon, le premier peintre, Degas. On ne les avait pas attendus pour « fabriquer » l'image de l'Amérique. L'exposition qui vient de Washington (le Monde du 5 février), via Cleveland, le montre en dix-huit sections. Des gravures, des objets, des tableaux, des tissus, des écrits évoquant la faune, la flore, les indigènes, les mœurs, chaque époque apportant ses variantes et ses rêves, de Holbein à Delacroix, de Ronsard à Goethe, en passant par Tiepolo, Goya, Montaigne et Shakespeare.

AZTLAN, TERRE DES AZTEQUES Bibliothèque nationale, 3 septembre-7 novembre.

Les épisodes réels et légendaires de l'histoire des Aztèques, à découvrir dans les grands manuscrits précolombiens, où ils sont racontés dans leurs moindres détails, en écriture pictographique. De précieux recueils d'images pleins de couleurs, qui proviennent des prestigieuses collections mexicaines de la Bibliothèque nationale.

CERFS-VOLANTS - IMAGES POUR LE CIEL Festival d'automne, 11, rue Berryer, 15 septembre-24 octobre.

Le cerf-volant, son histoire, depuis ses lointaines origines en Chine, et surtout sa plasticité. Il fut objet de combat, il est devenu objet de poésie. Des artistes collectionnent les cerfs-volants (Folon, Olivier Mourgue), certains en font leur moyen d'expression habituel, et Berthold, Del Pezzo, Fasianos, Flechsmüller et d'autres en ont créé tout spécialement pour le Festival d'automne.

CERAMIQUES DE TCH'ANG-CHA Musée Cernuschi, 11 septembre-15 décembre.

Quelques pièces rares échelonnées sur les dix premiers siècles de notre ère, de la dynastie des Han à la dynastie des Tang. Elles proviennent de la collection Mu-Fei.

ARNALDO POMODORO Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 16 septembre-fin octobre.

Une vingtaine de sculptures,

1930-1974, d'un Italien qui a sa place, aux côtés de son frère Gio, dans l'avant-garde artistique du début des années 60.

KLAUS RINKE ARC, 22 septembre-30 octobre.

La tour de la production 1969-1976 d'un artiste allemand, qui vit et enseigne à l'école des beaux-arts de Düsseldorf. « Sculptures » et interventions. Entre le conceptuel et le corporel.

LUMINY ARC, 22 septembre-30 octobre.

Les travaux des élèves de l'atelier Kermarrec-Vialat à l'école d'art de Luminy-Marseille que dirige François Bret, un autre peintre.

ART PORTUGAIS CONTEMPORAIN Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 30 septembre-mi-octobre.

Trente-cinq artistes significatifs de la création artistique portugaise d'aujourd'hui. Une exposition réalisée avec la Fondation Gulbenkian.

CINQUANTENAIRE DE L'EXPOSITION 1925 Musée des arts décoratifs, 8 octobre-2 février.

Le style « art déco », ses sources, ses répercussions dans la vie des formes et, pour commencer, bien entendu, l'évocation de l'Exposition Internationale des arts décoratifs et industriels modernes qui s'ouvrait à Paris en avril 1925. Photos et reconstitutions partielles de quelques pavillons — le musée d'art contemporain réalisé par Sée et Mare, le « Pavillon de la collectionneur » du groupe Ruhlmann, le tombeau de Jean Dunand, le bureau de Pierre Chareau, le hall d'entrée de Mallet-Stevens, le « Pavillon de l'esprit nouveau » de Le Corbusier. Meubles, objets, peintures, sculptures, tissus pour montrer la diversité des tendances qui coexistaient.

DESSINS FRANCAIS DE L'ART INSTITUTE DE CHICAGO, DE WATTEAU A PICASSO Musée du Louvre, salle des Passes, 16 octobre-17 janvier.

Un choix d'environ quatre-vingt-cinq dessins provenant de la collection Regenstein, de donations et

d'acquisitions diverses. Watteau, Boucher, Fragonard, Greuze, Lancret notamment, pour le dix-huitième siècle. La dix-neuvième siècle est particulièrement bien représentée avec des œuvres de David, Ingres, Géricault, Delacroix, Chassériau, Courbet, Corot, d'impressionnistes, de symbolistes. Et une ouverture sur le vingtième siècle avec Henri Rousseau, Matisse et Picasso.

LA PEINTURE ALLEMANDE A L'EPOQUE DU ROMANTISME Orangerie des Tuilleries, 27 octobre-28 février.

Dominiées par une figure majeure de l'art allemand, G.D. Friedrich, une centaine de tableaux et autant de dessins pour nous faire découvrir, à travers la peinture, ce romantisme allemand si bien connu en littérature et dans le domaine des musées. Paysages et peintures de genre, peintures d'histoire puisant aux sources gothiques ou classiques, ou encore peintures de tendance expressionniste d'artistes qu'admiraient certains surréalistes pour la poésie insolite qui se dégage de leur art inspiré et minutieux dans l'exécution.

HOMMAGE A RAOUL DUFY Musée d'art moderne de la Ville de Paris, début octobre-15 novembre.

Présentées à proximité de la « Fée électricité », la totalité des œuvres de Dufy qui appartenaient aux collections de la Ville de Paris. Une centaine de peintures, aquarelles et dessins provenant d'acquisitions, mais surtout de dons, notamment celui, récent, par Mme Berthe Rayez, de quarante-sept œuvres pour la plupart inconnues.

ALSACE, FOUILLES ET ACQUISITIONS RECENTES Musée des arts et traditions populaires, 9 octobre-3 janvier.

Les objets présentés ne sont ni très anciens ni des chefs-d'œuvre d'art populaire, mais ils illustrent bien certains aspects de l'habitat et de la vie des vigneronnais alsaciens, ou de la production artisanale traditionnelle. Ils ont été récemment acquis par le musée, et, après cette exposition, doivent, pour la plupart, rester un certain temps dans les réserves.

NOUVELLE SUBJECTIVITE Festival d'automne, 11, rue Berryer, 28 octobre-19 décembre.

Des marginaux qui s'adonnent à leur passion de peindre, qui reviennent à l'observation du réel comme seule source possible aujourd'hui. Retour nostalgique à la tradition ? Une exposition signée Jean Clair, qui regroupe dix-sept artistes d'Europe et des Etats-Unis (Lopez-Garcia, Aricha, Szafan, Buri, Gulman...).

PORTRAITS IMAGINAIRES DE YEATS PAR LOUIS LE BROQUY Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 15 octobre-14 novembre.

Un Hollandais dont l'œuvre n'est pas sans rappeler celle de son ami Francis Bacon. Il présente une vingtaine de toiles et quatre-vingts dessins, des portraits imaginaires en hommage à Yeats.

PUVIS DE CHAVANNES Grand Palais, 27 novembre-14 février.

Une exposition attendue qui amènera peut-être certains esprits malveillants à reconnaître l'importance et le modernisme de ce peintre qu'admiraient entre autres Gauguin et Seurat. Elle n'a pu se faire qu'avec le concours des collections américaines, dont l'apport est considérable en tableaux et dessins. Les grandes décorations murales pour Poitiers, Amiens, Lyon, Rouen, la Sorbonne, le Panthéon, Boston, seront évoquées par des dessins, des esquisses et des répliques exécutées postérieurement par l'artiste.

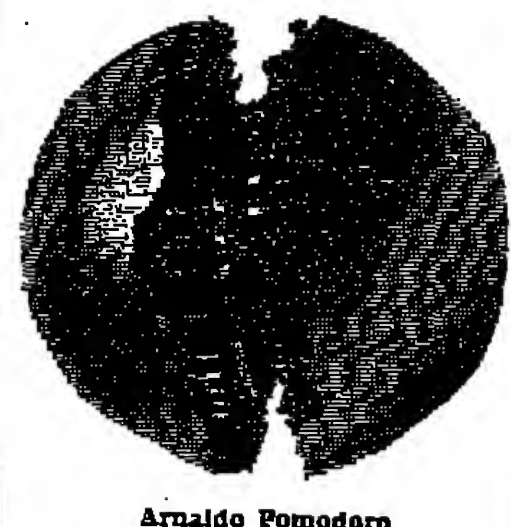
SERIZAWA Grand Palais, 24 novembre-14 février.

Les hautes traditions artisanales et décoratives du Japon ramènées par une sensibilité d'aujourd'hui, celle de maître Serizawa, considéré dans son pays comme un trésor national. L'exposition groupe environ deux cents pièces, peintures, dessins, calligraphies et céramiques, couvre le registre des tissus et arts appliqués (les fameux kimono).

CESAR Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 25 novembre-14 février.

Une rétrospective d'abord

Du bicentenaire des États-Unis à l'Exposition 1925



Arnaldo Pomodoro

présentée à Genève, Grenoble, Knecht-le-Zoute et Rotterdam. Elle regroupe soixante-quatorze sculptures depuis 1953 — animaux, compressions, pous, seins, expansions et masques. Du fer soudé, des morceaux d'automobiles, du bronze, de l'acier, du polyester et du polyuréthane... Le sens du matériau.

L'ART NOUVEAU HONGROIS Au Petit Palais, à partir de fin novembre.

La belle époque hongroise autour de 1890-1900. Peinture et arts décoratifs.

FRANCIS GRUBER Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 5 novembre-9 janvier.

Actuellement présentée à Nancy, l'œuvre marginale d'un artiste mort jeune, à trente-sept ans, en 1948. Francis Gruber, peintre d'une certaine réalité, la sienne, et que Louis Aragon définissait ainsi : « Une petite fille maigre et nue dans les bois ».

BURAGLIO, PINCEMIN, RIEGL, MAGRITTE ARC, 5 novembre-5 décembre.

De Buraglio, des « fenêtres », une réflexion sur les limites et les contours du tableau ; de Pincemin, une vingtaine de grandes toiles, les dernières, réalisées entre avril et juillet 1976. De Judith Riegl, deux séries de peintures : les « guano », grandes toiles qui ont été déroulées et laissées au bon vouloir du temps et des pas des marcheurs, et les « transparences » imprégnées de couleurs jusqu'au verso ; de Magritte, des photos.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU MUSEE D'ORLEANS Musée du Louvre, Pavillon de Flore, 4 décembre-28 février.

L'enrichissement depuis 1945 d'un musée de province qui s'est particulièrement attaché à reconstituer un patrimoine détruit pendant la seconde guerre mondiale. Ces dernières années, le Musée d'Orléans a acquis d'importantes œuvres de Francis Millet, Laurent de la Hyre, Sébastien Bourdon, Le Nain, Restout, Perronneau... ET BEAUBOURG

Ouverture officielle du Centre fin janvier, avec une exposition Marcel Duchamp. L'exposition Paris-New-York-Paris est prévue pour mai 1977.

PRASSINOS
Galerie de France
3 Faubourg Saint-Honoré
"noir et blanc"
Peintures et dessins

L'Enseigne du Cerceau
94 rue Rambuteau Paris 1^{er}
tapisseries
24 JUIN - 30 SEPTEMBRE

GALERIE NOBILIA GEST
Saint-Rémy-de-Provence - 13210
Peintures

**J. GUITET
M. ROCHER**
Septembre

A VENDRE
2 LITHOGRAPHIES
originales de
PICASSO
Signées et datées
Tirage 50 ex. mars 1954
Format 49 x 65 et 58 x 38
Ref. Bloc n° 122 et 124

REBAUD, 1 rue H.-BOUVIER
39000 GRENOBLE

**ARP - BELMER - BRAQUE -
BRAUNER - LAM - MASSON -
MATTIA - MIRO - PICASSO -
STEILEN - VALLOTON - WOLS**
etc.

GALERIE ARENTHON
1, rue Boucicaut - 75015 Paris
Livres illustrés - Estampes
Demandez notre
prochain catalogue

LA CLEF
**Chantons
sous
l'Occupation**

**LA CINÉMAŒQUE
DE PARIS**
68, 80 MALESHERBES - PARIS 8
TELEPHONE 522.22.36
location de films muets et sonores
8 mm - super 8 - 8,5 - 16 mm
catalogue gratuit sur demande

Au théâtre Fontaine, vendredi 10, à
20 h. 45, première de
« COMME AVANT »,
de Pascal Jardin, d'après « Collabo-
rations », de John Mortimer, avec
Jean-Pierre Cassel, Tanya Lopert,
Marion Loran, Jean-François Balmer.
Mise en scène d'Andréas Voutsinas,
décor d'Hubert Moulin. Location
ouverte au théâtre, 18, rue Fontaine,
074-82-34, et dans les agences.

**LE CENTRE
CRAZY
HORSE**
2 JEUQUES EXTRA
Tous les jours
de 14h à 18h
deux spectacles de 15 min
à 12h00 et 18h00
Réservation : 074-82-34

سید علی محمد

A la Fête de « l'Humanité »

Quarante-huit heures aux couleurs de la diversité

Deux jours et deux nuits dans un parc transformé en ville, avec des rues et des stands, des scènes et des cités. La Fête de l'Humanité attire des centaines de milliers de visiteurs chaque année, autour de la politique, en multipliant les accès qui mènent à l'idée, une idée fondée sur la revendication quotidienne, sur le discours au présent — c'est-à-dire sur des slogans qui tournent autour du « programme commun » et de l'union du peuple de France —, mais aussi elle propose un « programme » encore plus vaste, elle fait de la philosophie avec le langage du plaisir, et c'est ce qui donne à l'événement un caractère unique et, jusqu'à présent, inégal. Sans doute cette dimension est-elle le résultat de la diversité des préoccupations de ceux qui s'y expriment et s'y rencontrent.

Cette année, le parc de La Courneuve ne sera pas seulement le plus grand

forum politique, le principal rendez-vous des militants, la plus grande librairie du pays, ou le Festival d'Avignon en deux jours, il sera également le siège d'un important meeting sportif auquel participeront aussi bien une trentaine de médailles olympiques que des joueurs professionnels disputant un tournoi de sixte. L'introduction du sport en vedette à la Fête de l'Humanité sera expliquée, pour ceux qui n'en verraient pas pleinement l'intention, par l'exposition annuelle, intitulée cette fois « Les hommes, leur image et le sport » (en 1975, c'était « L'homme et ses outils », en 1974, « Les impressionnistes », en 1973, « Picasso »). Cet accrochage a pour propos d'inscrire le sport « dans sa véritable dimension culturelle », expliquent les organisateurs : « Il ne nous semble pas possible de séparer le physique du mental dans les activités humaines. Aussi bien les images que les

hommes se donnent d'eux-mêmes dans la littérature, la musique, les arts plastiques ou la science restituent-elles des synthèses diverses de ces rapports entre le physique et le mental. »

Faire connaître plus profondément l'activité réelle des hommes au travers d'une série d'images... De l'exposition aux diverses scènes (sans oublier les différents films sur le sport), ces images projettent les visiteurs dans l'espace, le temps, la distance et l'imaginaire. Le site international va accueillir le Théâtre de la Volksbühne (R.D.A.), le collectif Rote Rube (R.F.A.), à côté de la « nation » occitane représentée par André Benedetto. Au Chéolthumour, le mime Marceau, le clown Dimitri, les Colombaioni, Bernard Haller, Guy Bedos, Zouk, la Compagnie Philippe Geny, les Mummenschanz, Jean-Paul Ferré, etc. Plus loin, le cirque

Grass. Au kiosque à musique, du free jazz, les plus grands d'aujourd'hui : Charlie Mingus et Archie Shepp.

Et sur la grande scène : Béart, pour la troisième fois, avec Golestan, plus une improvisation sur une musique de Pierre Henry (samedi), avec l'Oiseau de feu et le Boléro dansé par Pilissakia (dimanche). Il partagera le plateau avec une affiche internationale de chansons, celles du Portugais José Afonso et de la Québécoise Louise Forestier — et celles de son presque homonyme français Maxime Le Forestier, mais aussi Julien Clerc, Nougaro, Quilapayun. On ne voit jamais tout à la Fête de l'Humanité — c'est peut-être pour ça qu'on y revient, même si on n'est pas d'accord avec les communistes. De la part des organisateurs, c'est délibéré : il s'agit de prouver qu'ensemble... — M. E.



AVEC

LE MIME MARCEAU

La satire et le rêve

ON voudrait l'interroger, mais c'est lui qui vous demande ce que vous faites là. Sans se soucier de la réponse, il se met à parler, à toute vitesse. Il parle de lui. Il raconte son histoire, il redit comment, en 1947, Marcel Marceau a inventé BIP au Théâtre de poche : « C'était l'école de Dullin et de Decroux, avec Jean-Louis Barrault. La m'a été réservée la tradition de la pantomime. Il en restait bien quelques choses en Pologne, au Japon, en Inde, mais rien plus rien. Decroux a codifié la grammaire des gestes vers 1935, j'ai fait le reste. Et s'il y a maintenant, dans le monde entier, des troupes de mimes, c'est grâce à mon travail. Il faut l'admettre : on est obligé de passer par moi. Je ne rends pas, moi, les modèles qui m'ont servi : Chaplin, Buster Keaton. Ils m'agacent, tous ces petits Marceau qui parlent d'être à l'avant-garde et rejettent toute influence. Qu'aurait été Chaplin lui-même sans Arlequin, sans Crispin, et sans la possibilité de rester vivant par ses films ? De même un danseur ne peut contester l'apport de Nijinski, de Nouvres. Il faut être honnête : j'ai ouvert des portes. L'apport du mime au théâtre n'est pas reconnu et pourtant regardez ce que font Grotowski et le Living Theatre... »

— Vous parlez de grammaire...

— C'est cela. Une véritable syntaxe s'est progressivement développée, enrichie par le NO japonais, le Kabuki indien, la statue grecque, la danse moderne. Cette grammaire est essentielle. On peut renouveler les thèmes, mais les structures sont immuables. Aucune révolution de l'art du mime n'est possible : il faudrait trouver d'autres signes, ne plus travailler avec les mêmes dimensions, ni dans le même espace.

« Cela ne veut pas dire que le mime n'évolue pas ; il change comme tout langage change. Mon art a grandi. Je suis passé des pantomimes de style, très formelles, aux pantomimes anecdotiques pour arriver au symbolisme onirique, à l'épiphanie abstraite. BIP n'est plus le même. Ce qu'il y a, c'est qu'une fois que j'ai joué il ne reste rien. Le mime est très éphémère ; il faudrait pouvoir l'inscrire dans une éthique qui le fixe, il serait bon de faire des films qui servent de références académiques, de points de repère. Sinon, quand le mime meurt, c'est fini. Il faudrait garder la chorégraphie propre à un numéro de mime. Voilà pourquoi une troupe, une école, sont nécessaires. »

— Vous allez créer une école subventionnée par l'Etat...

— J'ai été moi-même me défendre auprès du président de la

DEUX TROUPES

ALLEMANDES

Le Rote Rube de Munich

POUPES vivantes en habit de satin, des androgynes fardés de blanc et de noir dansent. Les commodes raquettes grondent comme un tambour qui bat : le Rote Rube présente *Paranoia*.

Le collectif munichois Rote Rube est venu en 1975 au Festival de Nancy et à la Fête de l'Humanité avec *Terror*, un spectacle qui démontre des liens insaisissables entre le Chili de Pinochet et l'Allemagne fédérale : du cabaret brechtien porté aux dimensions

de la foule et du plein-air. C'étaient, alternant à vocation de « songs », des actions inspirées par des faits réels exposés en titres de chapitres. Des actions mimées en play-back par des personnages-stéréotypes, caricatures élégantes et glacées. C'était l'utilisation perversive de formes populaires : la complainte, le mélodrame, le cinéma commercial, la télévision. De la même manière, *Paranoia* raconte les liens honteux, les liens secrets entre le nazisme d'hier et la situation contemporaine. À travers « des scènes pour rire, pleurer, se débattre, des choses écrites par la vie... Les flics qui sont dans la salle n'ont pas besoin de rester, ils ne sera pas question de la loi contre les communistes », dit le jeune homme en bas noirs, les yeux cernés de paillottes.

Les travestissements, ici, refusent la grâce trouble des travestis viscomiens. Ils forcent à se demander sous quelle déguise se cache la « bête immonde ». *Paranoia* n'est pas un musée de la mauvaise conscience allemande : « Nous voulons, disent les comédiens du Rote Rube, souligner les différences entre le nazisme de nos parents et celui qui aujourd'hui draine des forces souterraines, pour les reconnaître et s'en garder. »

À l'entrée du spectacle, il y a une chanson : « Ils ont pris mon ami Paul, il était communiste. Je ne la suis pas, n'est pas mon problème... Ils ont pris Fritz, il était humaniste, je ne la suis pas. »

La Volksbühne de Berlin

La Volksbühne, chronologiquement la troisième salle de Berlin-Est (après le Berliner Ensemble et le Deutsches Theater), une troupe à découvrir en France, et qui permettra de découvrir son spectacle Brecht-Kurt Weill. Des chansons, et sur les plates-formes de deux canons débranchés, des bouts de bois, des morceaux de toile qui forment un décor. Des grands mannequins en objectif de démontage, la fascination mythologique.

Le Petit Mahagonny se tient entre l'opéra et le cabaret, et les deux metteurs en scène, Matthias Langhoff et

Manfred Karge, l'ont tiré vers le spectacle d'intervention rapide, brutale. Avec le Commerce du pain, ils étaient la révélation du Berliner Ensemble lorsque la troupe est venue dans la banlieue parisienne en 1971. En 1972, Gabriel Garvan leur a demandé de monter la pièce à Audernavillers avec des comédiens français.

Leur spectacle Brecht (*Panne dernière, ils le présentent à Florence*) a fait partie d'un travail continu hors des murs de la Volksbühne, théâtre de tréteaux porté dans les usines, les foyers de jeunes.

Pour eux, « il ne suffit pas de dire : supprimons la scène. Il faut que le parti pris corresponde au contenu de la pièce, qu'il ait un sens pour le public, que le public soit intéressé par le thème, que le thème s'inscrive dans le présent. La confrontation avec l'histoire n'est sans doute nulle part aussi forte, aussi directe que dans notre pays. Construire sur le sol allemand le premier Etat socialiste des travailleurs oblige chacun de nous à une confrontation permanente avec toute l'histoire de l'Allemagne. »

C. G.

A PARTIR DU 11 SEPTEMBRE

MICHOUDIERE

Micheline Boudet
Philippe Nicaud

ACAPULCO
MADAME

« Yves Languet »

LOCATION : Agences et Théâtre 742.95.22/23

LA RENTREE
DES GRANDS

ALTMAN • BERGMAN
KUBRICK • ROZIER

spécial cinéma
cette semaine
dans

Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

UNE NUIT AU
FORSE
 12 OCTOBRES 1976
 CHATELAIN

**BUFFALO BILL
ET LES INDIENS**
de Robert Altman

FACE A FACE
d'Ingmar Bergman

BARRY LYNDON
de Stanley Kubrick

— Lire notre article page ? ? ? ? ?

Un quart de siècle d'histoire italienne et trois heures de projection pour la première « époque » d'un film-monodrame (la suite à paraître en octobre) qui retrace la naissance et le développement de la lutte des classes en Émilie, au gré des faits et gestes de deux personnages, né le même jour, l'un d'un riche propriétaire, l'autre d'une paysanne. Un flot d'images grandiose qui emporte et submerge, s'il peut manquer parfois de véritable émotion.

— ET AUSSI : *Complot de famille*, d'Alfred Hitchcock (les cils d'œil pas sérieux d'un vieux maître) ; *Mes chers amis*, de Pietro Germi et Mario Monicelli (le rire à l'italienne, misogynie et désespéré) ; *Actes de Marusia*, de Miguel Littin (la mémoire du Chili) ; *On l'appelait Mandy*, de Richard Lester (un point de vue britannique sur les Trois Mousquetaires).

LA CERISAIÉ
à l'Odéon

Le blanc est la couleur des souvenirs qui se désagrègent, du temps qui poudre les vestiges de l'enfance perdue, de la fortune dilapidée. Les feuilles mortes glissent sur le linéal d'une société qui se regarde mourir. Dans le décor blanc de Damiani, Giorgio Strehler organise un bal de fantômes conduit par Valentina Cortese.

— ET AUSSI : Notes. histoire du

théâtre anglais, par le Groupe T.S.E.,
au Théâtre Essaiion; les *Campestrinos*
viennent directement de Nancy au
Théâtre d'Orsay.

Le cloacéin domine toute cette semaine du Festival estival de Paris, avec en particulier Alan Curtis qui donnera la première audition publique de son opéra, *Le Cloacéin*, le 12, dirigé par Cl. Alain et les Variations Goldberg (Radio-France, le 8), les récitals de Ruggero Gerlin (chapelle de Versailles, le 12, à 17 h.), de Kenneth Gilbert (Radio-France, le 12, à 20 heures 30), etc. Mais on pourra entendre aussi, le 12, à 19 h., l'opéra de l'opéra de Bumbury, dirigé par A. Dorati (Saint-Germain-des-Près, le 9), de la musique sacrée de Haydn et Mozart (Saint-Séverin, le 13), et surtout Les Petits Concerts sacrés, de Schütz (Sainte-Chapelle, le 14, à 18 h.), et de Bach, de Gounod, de R. Schumann, d'Orchestra, etc. (Murray Perahia, Pleyel, le 15). De son côté, Bernard Thomas commence son habituel Festival de musique de chambre, où alternent concerts de son ensemble et séances de solistes, avec notamment la Suite pour piano de Debussy, par Müller, Biehn, le 10 et 17, et trois trios de Beethoven, par le trio Rouvier-Kantorow-Müller. (Billets, le 12 septembre).

— ET AUSSI: fin de l'intégrale Bach à l'orgue de Saint-Donat, par P. Perdigon et P. Simonet (les 10, 11, 12, 17, 18 et 19); début du Festival donné dans la belle cathédrale romane de Saint-Lizier, en Ariège, avec l'intégrale des mélodies de Mozart par

Gerda Hartman et J. Whitelaw (le 11); sur la côte basque, A. Lagoya à Biarritz (le 9), et les Stars of Faith of Black Nativity à Saint-Jean-de-Luz (le 11); en Franche-Comté, cinq concerts avec J. Solletti Veneti; et le théâtre lyrique reprend avec un *Turandot* où chante Birgit Nilsson (Genève: les 11, 16 et 3 septembre).

Un peintre oublié, mort trop tôt (à trente-sept ans, en 1948, à Paris), considéré dans les années 30 et 40 comme un grand talent. Une œuvre personnelle, à reconsidérer peut-être, réaliste et poétique à la fois, profondément angoissée et, dans son esprit, plus proche des œuvres littéraires que de la peinture de son temps. L'exposition viendra à Paris, après Nancy, la ville natale du peintre.

— ET AUSSI : Bacon, à Marseille. Mathieu, au musée d'Antibes. Trente peintres du dix-septième siècle français, à Paris. Chagall de Nice. La collection Campana, à Avignon. Le donateur Granville, à Dijon. Tapis, à Saint-Paul-de-Vence. A Paris. Ramses, au Grand Palais. Les nouvelles salles de sculptures et l'atelier, au Louvre. Hontai, au Musée national d'art-moderne. André Masson et Jean Groth, au Musée national d'art-moderne. Céramiques de la collection du musée d'Archéologie. Le pipi à tabac, à la Bibliothèque. Forney Atzlan, terre des Aztèques, à la Bibliothèque nationale.

Mardi 14 septembre - 20 h. 30 | Samedi 11 septembre - 20 h. 30

PALAIS ROYAL
10 rue de la Harpe
ANNÉE DES RENAISSANCES
1200^e



JEAN MICHEL POIRET SERRAULT
LA CAGE AUX FOLLES
de JEAN POIRET

Avec **MARCO PERRIN**, **Marcille HANSON**
Kennie LUKE et **Charles LAVOT**

LOCATION 742-84-29

Tous les soirs à 20 h. 30
Dim. mat. 15 h. Soirée 20 h. 30
relâche lundi

5^e ANNEE de SUCCES

**THÉÂTRE DES
VARIÉTÉS**
OPÉRATION JEAN MARCUS - BOULEVARD

**PAUL
MEURISSE**

*L'Autre
Valse*
de
FRANÇOISE DORIN
250°

avec
**CHRISTIANE MINAZZOLI
ANNE BLANC - JEANNE COLLETTIN
et PAUL-ÉMILE DEBER**

LOCATION 231-09-92

Tous les soirs à 20 h. 30
Dim. mat. 15 h. - 18 h. 30

TRIOMPHE
de la SAISON

THÉÂTRE-ÉCOLE
TANIA BALACHOVA
Nouvelle adresse : Vera GREGG,
11, avenue Junot - Bameau 4
75018 PARIS
Tél. : 254-56-06
Rens. : 10 h. - 19 h.

NOTES à partir du 8
VIERGE à partir du 20

A PARTIR DU 10 SEPTEMBRE

THEATRE FONTAINE

JEAN-PIERRE CASSÉ
TANYA LOPERT

COMME QUANT

Comédie de PIERRE HADJIN
Œuvre "Cahiers" de
Jehan MORTHELE

Director of Newbury MOULPOUF
avec MARC LORAN - JE BALMER

Mise en scène de Andréas VOUGLIMAS

Lou. Théâtre, Agence
et Pré-Éclairage 01-43-74-10

THEATRE D'ART
19 av. VICTORIA - Tél. 508.08.41

**l'Amant
Arabe**

*Voyage avec
la Drogue*

**LA FEMME
DE SOCRATE**

Trois Pièces de
Dimitri KOLLATOS

FORMATION D'ACTEURS
THEATRE — CINEMA

Dimitri KOLLATOS
THEATRE D'ART
19, avenue Victorie PARIS 1^{re}
M^o Châtelet - 508.08.41

	SAISON 1976-1977	
Octobre	LORENZACCIO	Alfred de Musset
Octobre-Novembre	QUATRE A QUATRE	Michel Gameau
Novembre	en coproduction avec le Festival d'Automne QUATRE SOLDATS, UN ACCORDEON	Richard Demarcy
Novembre-Décembre	SCHIPPEL	Carl Siemheim
Janvier-Février	CORIOLAN	William Shakespeare
Avril	ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR	Alfred de Musset
THEATRE DE LA COMMUNE Centre Dramatique National 93 - AUBERVILLIERS		Abonnements Renseignements Réservations 833.16.16

GEORGE Y - DSC HARBITZ - PARAMOUNT MONTFARMASSE - CAMEO - LES IMAGES
BOULMICH - CONVENTION GAUDONT - OMNIA BOULEVARD - DSC GEBELLES
PARAMOUNT MAILLOT - PASSY - LES 3 SECRETAN - PARAMOUNT ORLEANS
 Péripéties à CYRANO Versailleux - CARRERON Pénit - ALPH A Argenteuil - ELIS Drou
 ARTIS. Rincey - MELIES Rouvray - ARTIS TROUSSEAU St Georges - FLAMANDS Sarcelles
 FRANCAIS Epagny - PARAMOUNT ELYSEE à Gelle St-Cloud - PARAMOUNT La Verrière
 PARAMOUNT Dry - POLARIS Défense - ARTIS Rueil - BUXY Val d'Yerres
 PALAIS DU PARC Le Parcoss - PARADER Joinville s/Oise

l'éclat de RIRE de la rentrée

ANNE
 GRANDOT

JEAN-PIERRE
 MARTEL

**Coups
 après
 MOL...**
que j'ai raté

MICHELLE BLANDIN
 CARRERON LOREY

DANIEL FROST
 MAILLOT TOLO

**LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAIS**

pour devenir

**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

C.F.P.

TSE PRESENTE

Notes
20h30

of Sierge
22h

THEATRE ESSAÏON 278 46 42

MONTE-CARLO (v.o.) - ELYSÉES-LINCOLN (v.o.) - QUARTIER LATIN (v.o.) - DRAGON (v.o.) -
MAYFAIR (v.f.) - FRANÇAIS (v.f.) - NATION (v.f.) - MONTPARNAISE-PATHÉ (v.f.) -
SAINT-LAZARE-PASQUIER (v.f.) - CONVENTION-GAUMONT (v.f.) - CARAVELLE-PATHÉ
(v.f.) - BELLE-ÉPINE - MULIGNE Champigny - TRICYLE Amières - GAMMA Argenteuil -
VELIZY 2 - GAUMONT Evry - CYRANO Versailles.

VOTRE TABLE CE SOIR

L'ALSACE AUX HALLES 236-74-24
16, rue Coquillière, 16^e. T.l.j.

BOFINGER 24, rue de la Bastille, 6^e.
7/10m.

CHEZ HANSI 548-96-12
3, place du 18-Juin, 6^e. T.l.j.r.a.

NAPOLEON T.l.j.r.a. 227-99-30
64, av. de Friedland, 8^e. Jusq. 22 h 30

SAUMANN Jusq'au 24 h.
64, av. de Friedland, 17^e. 380-18-66

AUF DE RIQUERHUE 770-62-38
12, faubourg Montmartre, 8^e. T.l.j.

AUX CAPITOULS P.d.m. sam. midi
10, r. Villebois-Mareuil, 17^e. 380-28-44

GUY 633-87-61
6, rue Mabillon, 5^e.

LA LOUÏSE 874-48-88.
8, rue Mansart, 8^e. P.d.m.

LA CAVERNE D'ALI BABA 593-61-17
19, r. A.-Chabrières, 18^e. P.d.m.

LES VIEUX METIERS 888-90-03
13, bd Auguste-Bianqui, 13^e. P./lun.

Ouv. jour et nuit. Chans. et mus. de 22 h. à 6 h. mat. avec nos animat.
Spéc. alsaciennes. Vins fins d'Alsace et MUZIG, la Reine des Bières.

Déca. et char. d'Alsace. La plus ancienne et la plus belle brasserie
de Paris. Frites, bière sur la place.

Jusq'au 2 h. du mat. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes.
Ses vins fins d'Alsace et MUZIG, la Reine des Bières.

G.P. Baumann, créateur des célèbres choucroutes au confit d'oie
citées par tous les chroniqueurs, vous présente ses innovations
à travers la cuisine de la querce de Bourg, murgues-mouton, au
bonnard (sur commande)...

Jusq'au 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités
alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUZIG, la Reine des Bières.

Spécialités toulousaines : Fois gras 30 P. Cassoulet au confit 25 P.
Géliers d'ortie aux morilles 24 P. Filet mignon toulousain 25 P.

L'ambassade gourmande du **SRSHILL** en plein Saint-Germain-de-
Paris Jusq'au 2 h. du mat. Chèvre et m. sur animat. Salade, etc.

Déj., d'Al. Dîners Parisiens. Soupers Jusq'au 4 heures du matin. Des
plats de jadis chaque jour renouvelés. Ferme le dimanche.

Ouv. jusq'au 24 h. Spéc. algériennes. Le jeune patron aux fourneaux.
Brick farci et sardines farcies à l'orientale 8, couscous de 15 à 25 P.

Ecrevisses flambées. Langoustes grillées. Poulette mousserona. Canard
cider. Pâtisserie maison. Serranos Roland Salomon. Bourgeois Michel
Maillard. Cuisine Michel Mollan. Souper aux chandelles. 50 à 60 P.

● Ambiance musicale ■ Orchestre

● Spectacles en scène

F.M.R. : prix moyen du repas

**sans aucun doute le film le plus drôle
de mémoire de spectateur**

LA PREUVE:

à mourir de rire... LEONARD BROWNE
on rit beaucoup à ce film toutouque et tendre GUIDARDE
une gamme de rires et d'émotion LE MOINE
souvent cruel, toujours drôle FRANCE 807
le rire, ici, est féroce MILANNA
à sangloter de rire DUPRE

MILANNA présente
FRANCE 807 TOUQUE
GUIDARDE
BROWNE
LE MOINE
DUPRE

Mes Chers Amis



BRODERIE
CLAUDE
SALVADORI
FRANCISCA
MILANNA
AVELLA
COOPER
MILANNA
JACQUES
COOPER
FRANCISCA
MILANNA

سكزا بن الامام

شهر 1520

le nouveau Bergman

"FACE A FACE"

"Une somme et un sommet"

Robert Chazal - FRANCE-SOIR

"UNE SOMME ET UN SOMMET"

Ce grand film est une somme parce que l'on y retrouve tous les thèmes de Bergman avec leur insistance et parfois leur excès. C'est un sommet parce que la complicité est totale entre Liv Ullmann et son metteur en scène. Il s'agit là vraiment d'un couple artistique exemplaire qui montre mieux que tous les autres l'importance déterminante au cinéma de l'entente entre le réalisateur et sa principale interprète.

Robert Chazal - FRANCE-SOIR

"FACE A FACE PREND PLACE PARMI LES PLUS GRANDES ŒUVRES DE BERGMAN, une œuvre où le refus de l'esthétique, parfois gratuit, de certains films antérieurs, ne nuit en rien à la beauté de l'image, ou de la mise en scène. Liv Ullmann y est magnifique."

François Maurin - L'HUMANITÉ

"Tout le poids de CE FILM MAGNIFIQUE ET TERRIBLE repose sur Liv Ullmann. Sa performance est sensationnelle."

Jean-Louis BORY - LE NOUVEL OBSERVATEUR



"UNE LEÇON D'HUMILITE"

Pathétique et déchirant, le nouveau film d'Ingmar Bergman est cependant plus accessible que certains de ses chefs-d'œuvre précédents, peut-être parce qu'il abandonne le débat d'idées au profit d'une vision plus simple et plus tendre des véritables misères humaines, dont chacun sait qu'elles reposent toujours sur une absence d'affection."

Henry Chapier - LE QUOTIDIEN DE PARIS

"Plus profondément, plus crucialement Bergman touche au vif... FACE A FACE provoque l'adhésion totale."

François Forestier - L'EXPRESS

"JE SUIS SORTI DU FILM BOULEVERSE par le visage de Liv Ullmann..."

Michel Mohrt - LE FIGARO

"LA GRANDE, L'ETONNANTE, L'EPOUSTOUFLANTE LIV ULLMANN..."

D'un mot "juste" — mais l'est-il suffisamment — je dirais que c'est un grand film naturel. Donc excellent."

Robert Monange - L'AUREOLE

DINO DE LAURENTIIS présente
un film de
INGMAR BERGMAN
"FACE A FACE"
LIV ULLMANN

et avec ERLAND JOSEPHSON · KARI SYLWAN
écrit, produit et réalisé par INGMAR BERGMAN
filmé en couleur par SVEN NYKVIST
UN FILM PARAMOUNT DISTRIBUE PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

UGC BIARRITZ VO - VENDOME VO - BONAPARTE VO - ST-MICHEL VO - UGC ODEON VO - UGC ERMITAGE VF
LES 3 HAUSMANN VF - LES NATION VF - CONVENTION GAUMONT VF - BIENVENUE MONT-PARNASSE VF
ENGHIEN HOLLYWOOD - VÉLIZY 2 - ST-GERMAIN C2L - VERSAILLES CYRANO - NOGENT ARTEL
MONTREUIL MÉLIES

INTERDIT AUX MINEURS
DE MOINS DE 13 ANS

Expositions

RAMSES LE GRAND. — Grand Palais, entrée avenue des Sabots (23-24). Saut mardi de 10 h. à 20 h. ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 15 octobre.

AZTEQUE, TERRE DES AZTEQUES. — Images d'un nouveau monde. — Bibliothèque nationale, 58, rue Richelieu (23-24). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'à 7 novembre.

EN SCYTHIE AU TEMPS DE FLAUBERT. — Les premiers photographes, 1855-1860. — Grand Palais, Entrée 404. Jusqu'à 17 octobre.

HOMMAGE À TITIKAP. — Musée du Louvre, salle des États, entrée porte Denon (23-24). Saut mardi, de 9 h. à 17 h. Entrée : 5 F. gratuite le dimanche. Jusqu'à 20 septembre.

TECHNIQUE DE LA PEINTURE : L'ATELIER. — Musée du Louvre, entrée porte Janvier (voir ci-dessus). Jusqu'à 9 novembre.

LA COLLECTION EDMOND DE ROTHSCHILD. — Musée du Louvre, Pavillon de Flore, entrée porte Janvier (voir ci-dessus). Jusqu'à 20 septembre.

BAITAI. — Musée national d'art moderne, 13, avenue du Président-Wilson (73-34-31). Saut mardi, de 9 h. à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'à 13 septembre.

FLAZZO, PICASSO. — (Homage to). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (73-34-31). Saut lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'à 13 septembre.

ANDRÉ MASSON. Deux cents dessins. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'à 12 septembre.

JAN GROTH. Autour de la ligne. — Tapisseries et dessins. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Prolongée jusqu'à 12 septembre.

CERAMIQUE DE TCHANG-CHA. Quelques pièces des Han aux Tang de la collection Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (23-21). Saut lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. Entrée : 3 F. Du 11 septembre au 15 décembre.

TRESORS DU MUSÉE JACQUES-MARTIN ANDRÉ. — 158, boulevard Haussmann (237-39-34). Saut mardi, de 13 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'à 30 septembre.

BODIN ET LES ÉCRIVAINS DE SON TEMPS. Sculptures et dessins, lettres et livres du Fonds Bodin. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (231-01-34). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. le dimanche : 2,50 F. Jusqu'à 18 octobre.

L'ANIMAL DE LASCAUX À PI-CASSO. — Muséum national d'histoire naturelle, 56, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Saut mardi, de 10 h. à 17 h. Jusqu'à 21 décembre.

EXERCICES LIBRES. Musée des arts décoratifs (C.C.I.), 107, rue de

LE CREUSOT. L'espace de la communauté urbaine à travers les âges. Le château de la Verrerie (1724-1976). — Château de la Verrerie. Jusqu'à 30 septembre.

LUNAN (Lot). Philippe Boisson et P. Fichet. — Église. Du 12 au 23 septembre.

MOISSAC. Les chemins de Saint-Jacques de Compostelle en Bas-Quercy : Moissac, étape majeure de pèlerinage. — Musée. Septembre-octobre.

NANCY. Francis Gruber, 1913-1948. — Musée des beaux-arts. Jusqu'à 11 octobre.

NANTES. Daniel Graffin : tapissier. — Château des ducs de Bretagne. Jusqu'à 20 septembre.

POITIERS. Restauration des peintures murales de Saint-Savin-sur-Gartempe. — Chapelle du lycée Henri-IV (41-14-03). Jusqu'à 1^{er} novembre.

PONTAISE. Ex-voto. Peintures religieuses, naïves et populaires. — Musée. Jusqu'à 30 septembre.

SARLES-D'OLIVE. Alberto Magaldi (1888-1971) : collages. — Musée de l'abbaye Sainte-Croix. Jusqu'à 30 septembre.

SEVRES. Collections de céramique américaine du Précolombien au XIX^e siècle. — Musée national de céramique. Septembre-octobre.

VENCE. Max Ernst. Lithographies non imprimées. Estampes. — Galerie A-Chava, 13, rue Inard (58-03-45). Jusqu'à 12 novembre.

Festivals

PARIS

ONZIÈME FESTIVAL FESTIVAL (53-51-77). Maison de Radio-France, Forum international de claviers. le 8, à 20 h. 30 : A. Curtis ; le 9, à 20 h. 30 : R. Gilvort (cours public) ; le 10, à 20 h. 30 : J. Sebassgen ; le 11, à 20 h. 30 : J. Jacquot ; le 12, à 20 h. 30 : G. Gilbert.

Église Saint-Germain-des-Prés. le 9, à 20 h. 30 : Orchestre de Saint-Benoît (dir. A. Dorval) (Brahms, Beethoven) ; le 10, à 20 h. 30 : le Canticum des cantiques.

Église Saint-Séverin. le 12, à 20h30 : Nouvel Orchestre philharmonique et choeurs de Radio-France (G. Gardiner) (Mozart, Haydn) ; le 14, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : concert spirituels (Schütz).

Salle Pleyel. le 12, à 18 h. 30 : Piano-romances (A. Molard).

Noire-Dame de Paris. le 12, à 17 h. 45 : récital d'orgue.

Versailles. chapelle du château, le 12, à 17 h. 45 : R. Gerlin (Fauchald, Marcello, Scarlatti).

FESTIVAL DE MUSIQUE DE CHAMBRÉ DE PARIS :

Église Saint-Louis-en-l'Île. le 9, à 20 h. 30 : orchestre de chambre B. Thomas J.-J. Kantorow (Bach, Chevalier de Saint-Georges, Rameau, Mozart) ; le 14, à 21 h. : orchestre de chambre B. Thomas, Ph. Pélissier, O. Pletti, M. Piquemal (Bach, Vivaldi).

Église des Billettes. le 10, à 21 h. : Ph. Müller (Bach) ; le 12, à

17 h. 30 : Trio Rouvier, Kantorow, Müller (Beethoven).

REGION PARISIENNE

SEPTIÈME FESTIVAL DE SCEAUX. à l'opéra du château (861-06-71). le 10, à 20 h. 45 : les 11 et 12, à 17 h. 30 : Duo A. Loewenguth et F. Doreau (Bach, Mozart).

SUD-EST

Les Nuits du Soleil. à Baudol : Folk. les 8, 9, 10 et 11 de 18 h. à 24 h.

SUD

CORDES-SUR-CHER. Église Saint-Michel, le 11, à 21 h. : Mary Fratt, Molliner, orgue.

Festival d'été. le 8, à 20 h. 45 : Concert aux chaudières, abbaye Saint-Michel, dir. Cl. Schmitz ; le 11, à 20 h. 45 : J. W. Janssens, orgue.

SAINT-LEGER. Cathédrale Romane, le 11, à 21 h. 15 : G. Hartman, J. Whitelaw (Mozart).

SUD-OUEST

BIARRITZ. Casino, le 2, à 21 h. : A. Lagay, guitare.

OUEST

CHARENTAIS. Église Saint-Martin-du-Val, le 12, à 21 h. : Orchestre de chambre de Rouen.

CENTRE

BLOIS. salle des conférences, le 10, à 18 h. 30 : Ensemble Guillaume de Machaut (musique du Moyen Âge et de la Renaissance).

Festival Comptin (Brie). Église de Beaufort, le 11, à 20 h. 45 : S. Rubeau, J. Piquemal, J.-L. Charbon-

Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées

ODRON (335-70-32). (D. soir, L.), 21 h. 30, mat. dim. à 18 h. : La Cérise (à partir du 9).

NOUVEAU CARRE (227-50-97). les 8 et 15, à 18 h. 30, le 14, à 20 h. : Cirque à l'antienne.

Les autres salles

ATELIER (506-49-34). (D. soir, L.), 21 h. 30, mat. dim. à 18 h. : La Chasse.

ANTOINE (208-77-71). (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : le Jube.

COMEDIE CAUMARTIN (073-43-41). (J. D. soir), 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.

DARTOY (251-09-14). (J. D. soir), 21 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Monsieur Masure.

ESSAYON (278-46-42). (D. soir, L.), mat. dim. à 18 h. : Notes.

Fontaine (574-74-40). (D. soir, J.), mat. dim. à 18 h. 30 : Comme avant (à partir du 30).

GYMNASE MARIE-BELL (770-16-15). (L.) mat. dim. à 15 h. : Une septième sous deux.

STUYETTE (234-38-99). (D.), 20 h. 45 : La Cantatrice chauve, le Leçon.

LA MICHELE (742-95-21). (L.), 20 h. 45 : Acapulco madame (à partir du 11).

MADEIRA (285-07-99). (Mer. D. soir), 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. : Feu de vache.

MICHEL (263-55-02). (Mer.), 31 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Happy Birthday.

MONTMARTRE (338-39-30). (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Même heure, même année prochaine.

MOUFFETARD (338-02-87). (D.), 20 h. 30 : le Lal de Barabass (dernière le 11).

NOUVEAUTES (770-32-78). (J. D. soir), 21 h. 30, mat. dim. à 18 h. : les Deux Vierges.

ORSAY (548-38-53). les 7, 8, 9 et 10, à 20 h. 30 : Théâtre No-Espère (à partir du 11).

à 15 h. et 18 h. 30 : Et fin del Mundo.

PALAIS ROYAL (742-34-29). (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Cage aux folles (à partir du 16).

RECHAMBE (548-43-41). (L. D. soir), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Tout contre un petit bois.

THEATRE D'ART (308-08-41). (D. L.), 20 h. 30 : l'Amant arabe ; les 15 : Voyage avec la drogue ; les 16 : Traffic ; le 18 h. 30 : la Femme de Scaramandre.

THEATRE D'ENGAR (325-13-68). (D.), 20 h. 30 : Dromes à l'honneur.

THEATRE DU MANTOU (325-60-13). (J. V. et S.), à 20 h. 30 : Dom Juan ; (Mer. L. et Mar.), à 20 h. 30 : Arlequin poli par l'amour (Gis Soudart).

THEATRE DU MARAIS (278-03-53). (D.), 21 h. : Histoire d'amour.

THEATRE PRESENT (203-02-55). (D. L.), 20 h. 30 : la Chamaille, le 20 h. 30, le 10, à 14 h. 30 : le 8, à 17 h. 30 : le 10, à 14 h. 30 : le 12, à 14 h. 30 : le 14, à 14 h. 30 : le 16, à 14 h. 30 : le 18, à 14 h. 30 : le 20, à 14 h. 30 : le 22, à 14 h. 30 : le 24, à 14 h. 30 : le 26, à 14 h. 30 : le 28, à 14 h. 30 : le 30, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14 h. 30 : le 31, à 14 h. 30 : le 1, à 14 h. 30 : le 3, à 14 h. 30 : le 5, à 14 h. 30 : le 7, à 14 h. 30 : le 9, à 14 h. 30 : le 11, à 14 h. 30 : le 13, à 14 h. 30 : le 15, à 14 h. 30 : le 17, à 14 h. 30 : le 19, à 14 h. 30 : le 21, à 14 h. 30 : le 23, à 14 h. 30 : le 25, à 14 h. 30 : le 27, à 14 h. 30 : le 29, à 14

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24). — 15 h., le Kid, de Ch. Chaplin; 18 h. 30, Louisiana Story, de R. Flaherty; 20 h. 30, Model Shop, de J. Demay; 22 h. 30, les Trois Jours du Condor, de S. Pollack (en sa présence); 0 h. 30, le Secret du Grand Canyon, de D. Siegel.

Les exclusivités

ACTES DE MARUSIA (Mox. v.o.)
 (71) : Guadalupe (33-33-40).
 Elysees - Lincoln (3) (33-36-14).
 14-Juillet 11 (387-00-31), Olympe
 14^e (73-77-33).
 A L'UNION DES FEMMES ANGLAISES
 (Fr.) : Marignan (3) (39-92-82).
 France (3) (77-30-38).
 L'AFRICAINE (Mox. v.o.) : BUDDY
 KAYE (A. v.o.) : Olympe, 14^e
 (78-87-87).
 L'ARGENT DE POCHE (Fr.) : GIL-
 LES SAINT-GERMAIN (3) (63-
 10-32).
 BUGY MALONE (A. v.o.) : Saint-
 Germain-Spido (3) (63-42-48).
 (71) : Guadalupe (33-33-40).
 Elysees (3) (72-71-11). v.z.
 : Gaumont-Madeline (3) (73-58-03).
 (71) : Guadalupe (33-33-40).
 name-82 (3) (54-14-27), Fauteuil,
 13^e (31-51-16), Gaumont-Sud 14^e
 (31-51-16), Clichy-Patbé, 11^e (32-
 51-13).

[illegible]

COURS APRES MOI, QUE JE T'AT-
TRAPE (Fr.): Boul' Mich', 5^e
(033-48-29), Omnia, 3^e (231-39-38),
George-V, 8^e (225-41-46), Biarritz,
8^e (723-69-23), Caméo, 8^e (770-20-89),
U.G.C.-Gobelins, 13^e (331-06-19),
Paramount-Montparnasse, 14^e (326-
22-17), Gaumont-Convention, 15^e
(828-42-27), Paramount-Orléans, 14^e
(540-45-91), Passy, 16^e (288-62-34).

[illegible]

Les films nouveaux

[illegible][illegible][illegible]

Les grandes reprises

ALEXANDRE LE BIENHEUREUX
(Fr.) : Studio Raspall, 14^e (326-38-58).

L'AMOUR FOU (Fr.) : Olympic, 14^e (782-67-42), v. et s.

AUTANT EN EMPORTE LE VENT
(A. v.f.) : Hausmann, 8^e (770-47-55), Diderot, 12^e (343-19-29).

[illegible][illegible]

Les séances spéciales

AU FEU LES POMPIERS (Tch., v.o.) :
Châtelet-Victoria, 1^{er} (308-84-14), à
14 h.

L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : La
Clef, 5^e (337-80-80), à 12 h. et 24 h.

LA SYMPHONIE (Bel., v.o.) : La

SA CLAUDE (Fr., v.o.) :
Seine, 5° (325-95-99), à 17 h. 45.
CONTESSA DEMMOARA (Fr.) : Châte-
let-Victoria, 1° (508-94-14), à 12 h.
OUËL (A., v.o.) : Centre culturel du
Marais, 3° (272-73-32), à 20 h. et
22 h.
FANTOME DE LA LIBERTÉ (Fr.) :
Châtelet-Victoria, 1° (508-94-14), à
18 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) :
Luxembourg, 6° (633-97-77), à 10 h.,
12 h. et 24 h.

KREZLAPOFFIN (A. v.o.) : Bachelard,
 19 (236-44) ; 23 h. ; S. A. D. ;
 14 h. 15 m. et 23 h.
 L'AMI AMIN DADA (P. v.) : Châte-
 leau-Victoria, 19 (508-94-4), à 15 h.
 INDIA SONG (P. v.) : Le Seine, 5,
 19 (235-95) ; 23 h. et 20 h.
 JOHAN (P. v.) : Le Seine, 5,
 (325-95-98) à 17 h. 30 et 19 h.
 MA FEMME EST UN VIOLON (I.
 v.o.) : Studio Bertrand, 79 (83-
 95) ; 19 h. 30 et 20 h.
 MACADAM COWBOY (A. v.o.) : Châte-
 leau-Victoria, 19 (508-94-4), à
 23 h. (J. V. s. 24 h.).
 LE MANUSCRIT TROUVE À SARA-
 (A. v.o.) : Le Seine, 5,
 (325-95-98) ; 23 h. et 20 h.
 MONTESQUES (A. v.o.) : Le Marins,
 46 (278-47-89), à 15 h. et 20 h. 30.
 PHANTOM OF THE PARADISE (A.
 v.o.) : Studio Bertrand, 79 (83-95-98)
 à 12 h. 12 h. 24 h.
 REPULSION (Ang. v.o.) : St-André-
 des-Arts, 63 (326-48-9), à 12 h. et
 20 h.
 LES SÉNTERS DE LA GLOIRE (A.
 v.o.) : Châte-leu-Victoria, 19 (508-
 94-4), à 20 h.
 SON NON DE VENISE DANS CAL-
 (A. v.o.) : Studio Bertrand, 79 (83-95-
 98) ; 23 h. et 20 h. 30 et 23 h. 10.
 LE SIXIÈME CONTINENT (Ang.
 v.o.) : Studio Bertrand, 79 (83-95-98),
 à 20 h. 30 et 23 h. 10.
 LA TERRE DE LA GRANDE PRO-
 MESSSE (Pol. v.o.) : St-André-des-
 Arts, 63 (326-48-9), à 12 h. et 20 h.

QU'EST MONSTRÉS (It., v.o.) :
 Studio Bertrand, 74 (Boite 44-66), à
 19 h.
ON ÉTÉ 43 (A., v.o.) : La Clef, 5.
 (337-90-90), à 12 h. et 23 h.

Les festivals

VISCINTI (It., v.o.). Boite & films.
 1^{re} (754-81-80), à 16 h. Mort & Ve-
 lance : 20 h. Violence et Passion :
 22 h. les Dammés.
BEEBMAN (Suéd., v.o.), 6 (533-
 43-71), mer. : le Silence ? : jeu.
 : Scènes d' : vendr. : le Sep-
 timisme Scéau : sam. : le Village ;
 dim. : Rêves de femmes : lun.
 : Jours d'été : mar. : Sources d'une

J.-L. GODARD (Fr.). Acacias, 17
 (754-91-53), 15 h. 30 : Numéro deux :
 17 h. 15 : Tout va bien : 19 h. :

1962-1963, 1963-1964, 1964-1965, 1965-1966, 1966-1967, 1967-1968, 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, 1972-1973, 1973-1974, 1974-1975, 1975-1976, 1976-1977, 1977-1978, 1978-1979, 1979-1980, 1980-1981, 1981-1982, 1982-1983, 1983-1984, 1984-1985, 1985-1986, 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989, 1989-1990, 1990-1991, 1991-1992, 1992-1993, 1993-1994, 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027, 2027-2028, 2028-2029, 2029-2030, 2030-2031, 2031-2032, 2032-2033, 2033-2034, 2034-2035, 2035-2036, 2036-2037, 2037-2038, 2038-2039, 2039-2040, 2040-2041, 2041-2042, 2042-2043, 2043-2044, 2044-2045, 2045-2046, 2046-2047, 2047-2048, 2048-2049, 2049-2050, 2050-2051, 2051-2052, 2052-2053, 2053-2054, 2054-2055, 2055-2056, 2056-2057, 2057-2058, 2058-2059, 2059-2060, 2060-2061, 2061-2062, 2062-2063, 2063-2064, 2064-2065, 2065-2066, 2066-2067, 2067-2068, 2068-2069, 2069-2070, 2070-2071, 2071-2072, 2072-2073, 2073-2074, 2074-2075, 2075-2076, 2076-2077, 2077-2078, 2078-2079, 2079-2080, 2080-2081, 2081-2082, 2082-2083, 2083-2084, 2084-2085, 2085-2086, 2086-2087, 2087-2088, 2088-2089, 2089-2090, 2090-2091, 2091-2092, 2092-2093, 2093-2094, 2094-2095, 2095-2096, 2096-2097, 2097-2098, 2098-2099, 2099-2100, 2100-2101, 2101-2102, 2102-2103, 2103-2104, 2104-2105, 2105-2106, 2106-2107, 2107-2108, 2108-2109, 2109-2110, 2110-2111, 2111-2112, 2112-2113, 2113-2114, 2114-2115, 2115-2116, 2116-2117, 2117-2118, 2118-2119, 2119-2120, 2120-2121, 2121-2122, 2122-2123, 2123-2124, 2124-2125, 2125-2126, 2126-2127, 2127-2128, 2128-2129, 2129-2130, 2130-2131, 2131-2132, 2132-2133, 2133-2134, 2134-2135, 2135-2136, 2136-2137, 2137-2138, 2138-2139, 2139-2140, 2140-2141, 2141-2142, 2142-2143, 2143-2144, 2144-2145, 2145-2146, 2146-2147, 2147-2148, 2148-2149, 2149-2150, 2150-2151, 2151-2152, 2152-2153, 2153-2154, 2154-2155, 2155-2156, 2156-2157, 2157-2158, 2158-2159, 2159-2160, 2160-2161, 2161-2162, 2162-2163, 2163-2164, 2164-2165, 2165-2166, 2166-2167, 2167-2168, 2168-2169, 2169-2170, 2170-2171, 2171-2172, 2172-2173, 2173-2174, 2174-2175, 2175-2176, 2176-2177, 2177-2178, 2178-2179, 2179-2180, 2180-2181, 2181-2182, 2182-2183, 2183-2184, 2184-2185, 2185-2186, 2186-2187, 2187-2188, 2188-2189, 2189-2190, 2190-2191, 2191-2192, 2192-2193, 2193-2194, 2194-2195, 2195-2196, 2196-2197, 2197-2198, 2198-2199, 2199-2200, 2200-2201, 2201-2202, 2202-2203, 2203-2204, 2204-2205, 2205-2206, 2206-2207, 2207-2208, 2208-2209, 2209-2210, 2210-2211, 2211-2212, 2212-2213, 2213-2214, 2214-2215, 2215-2216, 2216-2217, 2217-2218, 2218-2219, 2219-2220, 2220-2221, 2221-2222, 2222-2223, 2223-2224, 2224-2225, 2225-2226, 2226-2227, 2227-2228, 2228-2229, 2229-2230, 2230-2231, 2231-2232, 2232-2233, 2233-2234, 2234-2235, 2235-2236, 2236-2237, 2237-2238, 2238-2239, 2239-2240, 2240-2241, 2241-2242, 2242-2243, 2243-2244, 2244-2245, 2245-2246, 2246-2247, 2247-2248, 2248-2249, 2249-2250, 2250-2251, 2251-2252, 2252-2253, 2253-2254, 2254-2255, 2255-2256, 2256-2257, 2257-2258, 2258-2259, 2259-2260, 2260-2261, 2261-2262, 2262-2263, 2263-2264, 2264-2265, 2265-2266, 2266-2267, 2267-2268, 2268-2269, 2269-2270, 2270-2271, 2271-2272, 2272-2273, 2273-2274, 2274-2275, 2275-2276, 2276-2277, 2277-2278, 2278-2279, 2279-2280, 2280-2281, 2281-2282, 2282-2283, 2283-2284, 2284-2285, 2285-2286, 2286-2287, 2287-2288, 2288-2289, 2289-2290, 2290-2291, 2291-2292, 2292-2293, 2293-2294, 2294-2295, 2295-2296, 2296-2297, 2297-2298, 2298-2299, 2299-2300, 2300-2301, 2301-2302, 2302-2303, 2303-2304, 2304-2305, 2305-2306, 2306-2307, 2307-2308, 2308-2309, 2309-2310, 2310-2311, 2311-2312, 2312-2313, 2313-2314, 2314-2315, 2315-2316, 2316-2317, 2317-2318, 2318-2319, 2319-2320, 2320-2321, 2321-2322, 2322-2323, 2323-2324, 2324-2325, 2325-2326, 2326-2327, 2327-2328, 2328-2329, 2329-2330, 2330-2331, 2331-2332, 2332-2333, 2333-2334, 23

« **LE MONDE INFORMATIQUE**
704.70.20 (ligne gratuite)
(de 11 heures à 19 heures)
sauf les dimanches et jours fériés »

part. 22 h. 15 : Une femme est
de son vend. sam. à 24 h.
le Sturivairi.

SAUREA (Esp. v. a.), studio de
la Barpe. 55 (032-34-28). sam.
mar. j. : La Cour des Miracles
mar. j. : Le Jardin des délices
lun. ven. : Peppermint frappé
dim. : Anna et les loups.

55 JONAS (A. v.o.), Studio Loup
55 JONAS (A. v.o.), Studio Loup
dim. j. : Prends l'essieu et tire-le
: vend. lun. : Tombe les filles
: ven. : Tout ce qui est
que vous avez toujours voulu
voir sur le sex.

LES NOUVELLES CINEMA TOGRA-
PHES DE GENÈVE SUISSE
Artistic-Voltaire. 11* (700-15-10)
13 h. Pas si méchant que ça
15 h. Le Retour d'Afrique. 17 h.
Le Retour d'Afrique. 19 h.
tation : 30 h. 30 : La Salamandre
22 h. 30 : Le Milieu du monde.

LE DÉPOTER DE GENÈVE DE
L'ECRAN ROMANTIQUE, Olympi-
cine. 14* (733-67-42), mer. j. :
Le soleil se lève aussi : ven. : Une
femme et son secret : sam. : Un
fous ; dim. : La Dame de Shanghai ;
lun. : Les Furies de l'enfer ; mar. :

FESTIVAL JAPONAIS (v.o.), Le
Pagode. 75 (705-12-15), mer. :
Le grand pasteur ; j. : L'Amour
mon Amour ; dim. : L'Internat
ven. : Kashima Paraiso ; sam. :
Le grand pasteur ; j. : L'Amour
mon Amour ; dim. : L'Internat
juro ; lun. : Dodoé Caden ; mar. :
Entre le ciel et l'enfer.

COUSILLANCES.
MISTER KEATON (A. v.), Marala.
 1888 (25-88), mer. : Stembach.
 Bill Junior, ven. : Shloss.
 Jean, ven. : Collège, sam. : le.
 Mécano de la Generali, dim. : les.
 Trols Ages, mar. : la Croisade du
 Navigator.
ASTAIRE GINGER ROBERT
 (A. v.), Studi, Marigny.
 8 (225-20-64), mer. : Caricia.
 Jeu. : Gay divorcee, ven. : Top.
 Trols Ages, mar. : la Croisade du
 Navigator, dim. : En suivant la
 roue. : Amanda, mar. : Flotie.

OGART COME BACK (A. v.),
 Action-Lafayette, 8 (878-80-50).
 mer. : la Caravane héroïque.
 1888 (25-88), mer. : Stembach.
 la Femme à abattre, ven. : les.
 Fantastiques Doctes 20, ven.
 sam. : Mystérieux Annaë Citter-



ONS SPECTACLES -
(nées) et 727.42.34
21 heures,
et jours fériés)

is mourin

3le, cocasse,
nimitable,
urprenant,
amment gal

ALFRED GAMBETTA
MULTICINE Champlony
l'atmosphère de l'époque
que l'on connaît.
L'AURORA

A black and white movie poster for the film 'Barry Lyndon'. The poster features a large, high-contrast silhouette of a man in 18th-century attire, including a long coat and breeches, holding a sword. A single rose lies on the ground at his feet. The text is arranged in a classic, elegant font. At the top right, it says '4 OSCARS HOLLYWOOD'. The title 'BARRY LYNDON' is prominently displayed in the center. Below the title, it reads 'un film de STANLEY KUBRICK'. At the bottom, the cast is listed: 'avec RYAN O'NEAL et MARISA BERENSON' and 'avec PATRICK MAGEE · HARDY KRUGER · DIANA KOERNER · GAY HAMILTON'. The bottom of the poster includes distribution information for various French theaters and the Warner-Columbia logo.

1.50

• • • LE MONDE — 9 septembre 1976 — Page 17

après le 22^e congrès du parti communiste français, la

FÊTE DE L'HUMANITÉ

crée l'évènement politique et culturel de la rentrée

des spectacles

et le plus grand rassemblement
des médaillés olympiques après montréal

la danse

avec maurice béjart
et maïa plissetskaïa...

le jazz

avec charlie mingus, max roach, archie shepp...

des variétés

avec claude nougaro, julien clerc,
maxime le forestier, pia colombo, les quilapayun...

le mime

avec marcel marceau...

le rire

avec guy bedos,
bernard haller...

et aussi le théâtre, le cirque, les manèges,
la chanson des quatre coins du monde

le sport

la patinoïre avec les danseurs sur glace
pakhomova-gorchkov

des manifestations sportives diverses

en présence de
juantorena, casanas,
kornelia ender, roland matthes

et la participation de
pérez, stevenson, david rigert, alexeiev
et de nombreux athlètes internationaux

des débats, des rencontres,

avec les dirigeants du parti communiste français

une fête de la culture

11 et 12 septembre parc paysager de la courneuve

SPECTACLES

STUDIO ALPHA (na
ARAMOUNT OPERA
NT MAILLOT
VILLAGE Neuilly
UXY Val d'Yorres
snv - ULLIS Orsay
- Georges

INCASTER



BILL
VS

AMLETTA

un film de
Jury Kubrick
001
dyssee
l'espace

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	32,68
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

etap

LES TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS RECHERCHENT

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Responsable de la maintenance de tous les équipements à courant fort liés à l'exploitation du réseau (transformateurs, câbles, postes, etc.). Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien possédant de bonnes connaissances en électronique et justifiant d'une expérience approfondie de l'exploitation de réseaux électriques.

Avant la mise en exploitation du matériel, cet ingénieur participera aux essais, entretiens et équipes son service et suivra la formation de son personnel.

Référence LV 135 CM.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

Responsable de tous les équipements à courant fort liés à l'exploitation des réseaux métro et surface (transformation et distribution d'énergie, postes redresseurs, traction électrique à courant continu, lignes aériennes, trolleybus, feeders, protections électromécaniques).

Ce poste conviendrait à un ingénieur électrotechnicien possédant de bonnes connaissances en électronique et justifiant d'une expérience approfondie de l'exploitation de réseaux électriques.

Référence MW 136 CM.

INGÉNIEUR CHEF DU POSTE CENTRAL DE COMMANDE DU MÉTRO (P.C.C.)

La technique métro fait de plus en plus appel à des automates élaborés. Le P.C.C. assure toutes les principales fonctions de commande et de contrôle du trafic (marche des trains) des stations de l'exploitation en surface et en souterrain. Le P.C.C. met en œuvre de puissants moyens de télécommunications et d'automatisme à temps réel.

L'ingénieur chef du P.C.C. et l'équipe de techniciens de haut niveau qu'il dirige ont pour mission permanente de veiller à la bonne marche du service et d'assurer sa continuité en toutes circonstances.

Le poste à pourvoir ne peut convenir qu'à un ingénieur ayant exercé pendant au moins 5 ans des responsabilités directes au niveau exploitation ou production dans des activités telles qu'automatisme, chimie, transports ferroviaires. Un bon niveau de connaissances en électronique et électrotechnique, une expérience des systèmes informatiques à temps réel sont très appréciés.

La formation du candidat retenu sera assurée par une participation active aux essais avant mise en exploitation et par des stages spécifiques effectués à l'extérieur.

Référence NX 137 CM.

INGÉNIEURS D'EXPLOITATION

Ils seront chargés de la gestion d'un secteur d'exploitation composé soit d'un groupe de lignes du réseau de surface, soit de la ligne métro (préparation, mise en application et suivi des programmes d'exploitation, mise en œuvre de matériels de surface ou plus particulièrement faisant appel à des techniques d'exploitation très diversifiées, commandement d'équipements, relations avec les administrations et la clientèle).

Les deux postes à pourvoir conviendront à des ingénieurs justifiant d'une expérience professionnelle impliquant organisation et commandement.

Référence OY 138 CM.

INGÉNIEUR CHEF D'ATELIER

Adjoint au chef de service des ateliers matériel roulant, métro et fonctionnaires en qualité de chef d'atelier, il sera chargé de faire exécuter tous les travaux d'entretien et de maintenance.

Le poste conviendrait à un ingénieur A.M. ou équivalent, possédant une parfaite maîtrise des fonctions méthodes, ordonnancement et entretien matériel et une expérience polyvalente de l'entretien du matériel électromécanique et des équipements électrotechniques.

Référence PZ 139 CM.

Entrer en possession de la référence

4, rue Massenet, 69003 LYON.

DISCRETION ASSURÉE.



Recherche Directeur technique automatisé, Etablissements "Solex" 2535 rue C.C.V. et Photo Animation Service, 131 rue 6100 ARGENTAN Cedex.

Importante Société T.P. cherche COMPTABLE CHANTIER 2^e échelon, confirmé, pr région ISERE. Ecr. avec réf. NAVAS NARBONNE 4709 qui trans.

HOPITAL DE THORSEY, situé dans la Vallée de la Saône entre le Doubs et les Dombes. Deux postes d'infirmiers ou infirmières seront vacants au 1^{er} octobre 1976. Logement et collation. Ecrire au Directeur.

Importante Entreprise commercialisant des produits de haute technologie recherche pour développer ses ventes sur PARIS et les GRANDS CENTRES REGIONAUX

ingénieurs commerciaux EXPERIMENTES

diplômés de l'enseignement Supérieur dans les domaines technique, scientifique ou de gestion qui désirent des responsabilités à niveau élevé, une structure à dimension humaine, la faculté de penser et de faire valoir leurs idées, une grande liberté de manœuvre, des possibilités de carrière exceptionnelles tant au niveau intellectuel que matériel.

Pour un premier contact, envoyez CV détaillé sous réf. 82 M à P. ZEEGENS 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS — qui tr.

CROUZET

recrute VALENCE pour son Unité de RIOT (09), un :

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Dans le cadre du développement d'une nouvelle technologie, il aura pour mission d'étudier et de mettre au point des circuits analogiques, en particulier, générateurs de courants constants et amplificateurs différentiels. Il devra, par ailleurs, pouvoir participer, en tant qu'électronicien, à des travaux pluridisciplinaires sur les mémoires magnétiques (à tore, à fil, en couche mince, à bulle).

Il devra mener à bien, en tenant compte des notions de délai et de coût, un projet complet de développement électronique : prévisions et mise en place des moyens, interface avec les Services Techniques de VALCROZ, suivi de l'avancement, rédaction de rapports d'avancement, rapport final, relations avec clients.

Il est demandé au candidat d'être Ingénieur Electronicien diplômé, d'avoir une expérience industrielle ou académique en laboratoire, 4 ans minimum, dont 1 an, au moins, dans la spécialité des circuits analogiques, d'être capable d'analyser une équipe de 5 personnes et de collaborer avec des ingénieurs, physiciens et chimistes.

Déplacements fréquents et de courte durée entre RIOT et VALENCE, notamment.

Envoyer lettre de candidature, curriculum vitae au Service du Personnel.

« CROUZET », B.P. 1014, 28010 VALENCE.

JEUNES DIPLOMES IUT UNIVERSITAIRES - BTS

legrand

PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATIONS

7000 personnes - CA 800 millions RENFORCE SES EQUIPES DE VENTE et vous offre des postes de

le Groupe un travail actif et évolutif dans la fonction commerciale.

Vous serez formés à la connaissance des produits et à des méthodes modernes de vente et de négociation.

Vous vous insérez dans une équipe dynamique. Vous devez être disponibles pour de fréquents déplacements.

Poste à pourvoir à Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Toulouse.

Adresser C.V. et prêt. sous réf. 122 M 039 30, rue de Mogador 75009 PARIS

entre de psychologie appliquée

entre de psychologie appliquée

FILIALES D'UN IMPORTANT GROUPE DE PRESSE PARISIENNE

recherchent pour postes spécialisés

DEUX REDACTEURS

Les candidats devront : avoir quelques années d'expérience, le goût des contacts, le sens des responsabilités ; être intéressés par les problèmes de la Maison (documentation, équipement, jardin).

Postes devant évoluer vers la fonction de Rédacteur en Chef.

Mieux de travail : LILLE - METZ

Envoyer C.V. et photo (ret.) sous n° 600.897 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Beaumartin, Paris-9, M. 1.

DIRECTEUR IMPORT-EXPORT

Nous sommes une entreprise de transports implantée à LYON, afin de développer notre service international, nous cherchons notre

chargé de développer, animer et gérer le service, doit avoir une connaissance des transports maritimes, aériens et maritimes chez un transporteur. La pratique de l'anglais est très souhaitable.

Envoyez C.V. + photo + prétentions s/réf. 871/09 à COMPTONEX 85, rue de la République, 69003 LYON.

IMPORTANTE SOCIETE PRODUITS INDUSTRIELS - 2.000 personnes en France - filiale groupe américain, recherche pour l'une de ses unités de production (Pays de la LOIRE)

ingénieur-chimiste organicien

sur lequel il sera confié des fonctions techniques de contrôle qualité et de développement.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur chimiste, 28 ans minimum, ayant déjà exercé des activités techniques dans une unité chimique. Connaissances réelles synthétiques et bonne maîtrise de l'anglais nécessaires.

Envoyez lettre sous référence M 11036 M à

INTERCARRIERES

5, rue du Halévy 75009 Paris

SOUS-DIRECTEUR D'USINE

DESTINE A REMPLACER LE DIRECTEUR DANS QUELQUES ANNEES

SOCIETE PARA-CHIMIE (P.M.E.)

Après un stage approprié IL DEVRA :

— le second dans la fabrication, l'entretien et l'organisation générale de l'usine ;

— faire preuve, en sus de ses connaissances professionnelles — chimie, métallurgie — de qualité de meneur d'hommes et d'organisateur.

Ce poste DEVRAIT convenir à :

— UN INGENIEUR de bon niveau ayant atteint la quinquennale et acceptant de s'installer en région Ouest.

Envoyer lettre manuscrite avec prêtent, et curr. vitae sous n° 208/13, à S.I.P., 11, rue d'Uzès, 75002 Paris, qui transmettra.

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS en expansion recherche

DELEGUE MEDICAL

(homme ou femme) pour secteur : ALLIER - NIEVRE

Le candidat devra :

— avoir le baccalauréat (une expérience de un ou deux ans)

— posséder une voiture personnelle

— habiter sur le secteur

STAGE REMUNERE, immédiat, d'une durée de 8 semaines.

Envoyer C.V. manuscrit et photo, réf. 48479 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

HAUTE SAVOIE - 80.000 F

La Société - en forte expansion - C.A. 60 MF - 500 pers. fournisseur des principaux constructeurs automobiles en équipements électriques de bord et fabriquant également des équipements de bord pour les véhicules de la Division Distribution, tant en France qu'à l'étranger.

Le Directeur de cette Division Autonome crée le poste de Chef de Service Recherche et Développement de produits nouveaux. Le cadre recruté (30 ans minimum) sera chargé de gérer la Recherche, les Etudes et le Développement de ces produits.

Nous recherchons un homme de Marketing Industriel très ouvert à la technique car il disposera d'un Bureau d'Etudes. Une expérience de Chef de Produits serait très appréciée.

28 rue Marbais 75008 Paris vous adressera notre dossier d'information et dossier de candidature sur demande. Réf 670 M

IMPORTANTE SOCIETE de CONSTRUCTION MECANIQUE

en pleine expansion crée un nouveau poste dans son usine située près

INGÉNIEUR CADRE SUPERIEUR BUREAU D'ETUDES

chargé plus spécialement de développer les produits et de faire passer les études de l'AM, INSA, IDN ou similaire ayant au moins 5 ans d'expérience mécanique, et chimie.

Ce poste doit être rémunéré très intéressamment mais une entrée en fonction ultérieure peut être envisagée.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo d'identité, adressée à :

REO, (réf. 8550), 3, rue de la République, 75001 PARIS, DISCRETION ASSURÉE.

USINE de transformation plastique

bani, Sud de Toulouse recherche

DESIGNATEUR

généraliste, niveau Etude 1 ou 2. Expérience Ateliers mécaniques souhaitée.

Env. C.V., présentation, photo et prétentions sous réf. 804 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvain, 75004 Paris Cedex 02

qui transmettra.

BOISST Meubles ligne Contemporaine recherche :

— Posséder formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, Sup. de Co.).

— Justifier d'une expérience, même courte, des problèmes d'exportation.

— Connaître allemand et angl. ;

— Au cours de déplacements constants (surtout Europe) aura contacts directs avec clients négociants meubles standing et superviseurs équipes de ventes existantes dans pays divers ;

— La rémunération comporte fixe et intéressement.

Adresser C.V., photo et prétentions à Centre de Psychologie Appliquée n° 213/05, 104, rue Ney, 69006 LYON

offres d'emploi

MARKETING DU MEUBLE DE BUREAU : POUR UNE NOUVELLE AMBIANCE DE TRAVAIL

Aménager un bureau, c'est à la fois valoriser l'espace de travail, rendre l'activité plus agréable et plus productive.

La structure des meubles de bureau Olivetti permet des solutions rationnelles et dynamiques.

Notre but, au travers de ce recrutement, est de renforcer notre gamme de mobilier de bureau auprès de nos réseaux de vente directe et indirecte.

Homme d'action avant tout, notre candidat sera aussi un homme d'études. C'est un professionnel du meuble de bureau qui a une expérience marketing et commerciale dans ce secteur.

Vos candidatures adressées sous référence K14 à Monsieur GISEL OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS, seront examinées avec soin.

olivetti

COMSIP ENTREPRISE

Leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

recherche pour ses départements EXPORT CHIMIE - GAZ - PETROLE des

Ingénieurs Débutants Electriciens et Instrumentistes

Profil souhaité :

• diplômés des grandes écoles d'ingénieurs dans les spécialités indiquées

• pratiquant impérativement l'anglais (parlé et écrit).

Les candidats développeront leurs compétences sur des marchés à l'exportation au sein d'équipes d'ingénieurs confirmés.

Ils souhaiteront s'orienter à terme vers la formation d'ingénieurs d'affaires.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo, sous réf. 13 à

COMSIP ENTREPRISE Direction du Personnel

R.P. 305, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX (200 m gare du RER)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE CHIMIQUE

dont le siège est situé à Paris, recherche

UN ADJOINT AU CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

Le titulaire de la fonction aura OBLIGATOIREMENT une formation au niveau Docteur en Droit et acquis une expérience d'une dizaine d'années environ, soit au sein d'une grande entreprise, soit comme conseil juridique.

Les candidatures seront examinées avec discrétion.

Adresser lettre MANUSCRITE et C.V. sous n° 73589, Contesse Pub., 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Importante Société Informatique. BANLIEUE NORD recherche

ANALYSTE CONFIRME

Pour être responsable d'un groupe de gestion avec plusieurs contrats à gérer et à faire évoluer techniquement. Le poste nécessite une solide expérience :

— des techniques de gestion informatique ;

— d'organisation administrative ;

— du matériel IBM 870 ;

— de la programmation.

Env. C.V., photo et prétentions sous la référence 7130 à

OP organisation et publicité 2 rue Harcourt 75001 PARIS/CLUTRENET

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE LEADER DANS SA BRANCHE (65 % DU MARCHÉ) OFFRE A :

INGÉNIEURS MINES, TP OU ÉQUIVALENT
CHEF DE PRODUITS

Ce poste conviendrait à un candidat ayant minimum 5 ans d'expérience dans branche T.P. ou Mines, capable :

- d'assurer une équipe d'ingénieurs et techniciens chargés de la mise en œuvre des produits chez les clients ;
- d'assurer le suivi et le développement des produits.

REMUNERATION **110.000 F**
Poste à Paris. Référence OE 132 CH.

INGÉNIEUR
AGENCE RÉGIONALE

débutant ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience T.P. Il sera formé pour occuper un chef d'agence tant sur le plan technique que commercial (clients T.P., carrières, mines).

Poste ville Sud-Ouest. Référence RH 154 CH.

Revenir en précisant la réf. 4, rue Massenet, 75016 Paris. **etap**
DISCRETION ABSOLUE.

NOUS SOMMES LE LEADER EUROPÉEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
1975 : CHIFFRE D'AFFAIRES : 1.400.000 FRANCS - OSCAR A L'EXPORTATION
EFFECTIFS : 1.500 PERSONNES
NOUS VOUS PROPOSONS LE POSTE DE :

chef du personnel

NOUS VOUS OFFRONS :

- un travail passionnant au sein d'une équipe dynamique
- une réelle délégation de responsabilité avec la participation directe à l'élaboration de la politique de personnel de la Société (suivi des cadres, plan de carrière-système de rémunérations...)
- la direction des services recrutement - formation - gestion
- une rémunération de haut niveau avec des perspectives d'élargissement de la fonction.

Notre personnel est pour l'essentiel un personnel technique expatrié affecté dans nos filiales et chantiers à l'étranger.

La dimension que nous sommes prêts à donner au poste (qui est une succession à la suite du décès du titulaire) implique que :

VOUS DEVEZ AVOIR :

- au moins 35 ans
- une formation supérieure (Droit, ESSEC, Sciences Po)
- une expérience concrète de plusieurs années de la gestion complète du personnel dans une Société d'importance comparable
- des qualités d'organisateur et d'animateur
- un sens psychologique et une personnalité vous permettant de vous intégrer rapidement dans notre structure multinationale
- si possible une bonne connaissance de la langue anglaise.

LIEU DE FONCTION : PARIS.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez lettre de candidature manuscrite, CV DÉTAILLÉ, PHOTO ET NIVEAU ACTUEL DE REMUNERATION à No 72591 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. RÉPONSE INDIVIDUELLE ET DISCRETION GARANTIES.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE INTERNATIONALE

secteur tertiaire
leader de l'expansion sur son marché,
accueille un

chef de personnel

DÉPARTEMENT DE 900 PERSONNES
placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur de Département et rattaché fonctionnellement à la Direction Centrale du Personnel.

Le titulaire assurera l'ensemble des aspects de la fonction.

De formation supérieure ou équivalente, il sera familiarisé aux méthodes modernes de gestion et devra faire preuve d'une réelle expérience des relations sociales.

Déplacements de courte durée indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à No 73.135 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. DISCRETION GARANTIE ET RÉPONSE ASSURÉE.

responsable formation ventes

BSN-Gervais Danone recherche un formateur pour lui confier la responsabilité de la formation du réseau de vente et de distribution de la société Gervais Danone France. Son action s'exercera directement sur 200 personnes et indirectement sur plus de 1000.

De formation supérieure commerciale ou économique, après une expérience pratique de la vente sur le terrain pendant quelques années, il aura acquis au moins 3 ans d'expérience dans des activités de formation destinées aux forces de vente, si possible dans la grande consommation.

Lieu du poste : Levallois-Perret (92). Déplacements dans toute la France.

Adresser votre candidature avec cv, détaillé, sous réf. J12, à Jean Burckel BSN - Gervais Danone, 126-130, rue Jules Guesde 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

CHEF COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

ayant impérativement l'expérience pratique de la compt. industrielle secteur engineering ou grands ensembles.

Bonne connaissance de l'anglais

Ecrire avec C.V. et prétentions s/ réf. 2235 à **CORT** 65, avenue Kléber PARIS 16^e
Discretion totale assurée

UN DIRECTEUR D'AGENCE POUR L'ÉTRANGER

- Sa formation sera supérieure en gestion administrative et financière.
- Il devra faire état d'une expérience de plusieurs années à un niveau de responsabilité et de gestion d'une affaire.
- Son Anglais sera parfait.

Ecrire C.V. manuscrite avec prétentions et photo, sous référence 5455-F à Pierre VERNET ORES/BOSSARD 433 St. Michel 13009 MARSEILLE ou 25, rue des Mathurins 75008 PARIS

UN ANALYSTE DÉBUTANT

Diplômé d'une grande école commerciale, excellentes connaissances de l'anglais, esprit clair et créatif.

Envoyer C.V. au SERVICE DU PERSONNEL, 104, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

psychologue

PARIS

Vous avez au moins 30 ans et vous parlez anglais. Votre outil d'analyse privilégié est l'entretien. Vous appréciez le travail en équipe, les contacts à tous niveaux... et une multiplicité de problèmes à traiter.

Nous vous proposons d'intégrer la direction du personnel d'une organisation complexe à vocation internationale.

Dans un premier temps nous comptons sur votre compétence en sciences humaines pour assurer, avec une large autonomie, une activité importante de recherche et sélection pour des métiers variés.

Vous serez ensuite votre carrière évoluer : nous, vers des fonctions de gestion et d'administration du personnel.

Votre rémunération tiendra compte de votre âge et de votre expérience. Elle ne sera pas inférieure à 30.000 F.

Nous avons confié à l'Agence de Recrutement d'EUREQUIP le soin d'étudier les candidatures. Vous pouvez compter sur leur discrétion. Ecrivez-leur sous référence 10.192-M.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vaucresson

CONTROLLER

La filiale française (Société commerciale - C.A. 20 millions de F - effectif 30 personnes) d'une Société Américaine d'électronique recherche son GESTIONNAIRE.

Il sera responsable, vis-à-vis du siège américain, de la gestion comptable et financière, du reporting, du budget. Il participera au Management.

Il devra apporter une pratique de plusieurs années de la comptabilité française et de la comptabilité anglo-saxonne, une expérience professionnelle récente et contrôlée, et une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Salaire 90-100 000 F/an. Lieu de travail : ORSAY.

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite et photo sous réf. J1.163/M à

3, rue Vignon 75008 PARIS **peprim** CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

UN ANALYSTE CONFIRMÉ

Ayant plusieurs années d'expérience dans une partie au sein de SOCIÉTÉ D'ASSURANCES.

Connaissances techniques souhaitées :

- COBOL
- ASSEMBLEUR
- SYSTEME DOS-OS
- TRÉSORIÈREMENT C.I.C.S.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 2.889. GAUTRON, 29, rue Rodier, PARIS (9^e).

2 EMPLOYÉES PAIÉS

NIVEAU AIDE-COMPTABLE 3 ans d'expérience dans la fonction

Avantages sociaux Mutuelle 5 X 6 - X 13 Restaurant d'entreprise.

Se présenter Service du personnel, 71, rue Etienne-Dolet, 9440 ALFORTVILLE de 14h. 363-21-00 poste 905.

Hôpital de Jour pour adolescents psychologiques ch. **ÉDUCATEUR TECH.** ou Mme ayant formé techn. pour travaux manuels. Ecr. Régie-Presses n° 7 0758 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

le Groupe bancaire crédit universel

(60 agences et sous-agences) développe son réseau actuel et recherche

JEUNES DIPLOMÉS

de l'enseignement Supérieur Commercial (il ne suffit pas d'un diplôme (même supérieur) pour réussir. Vous le savez et vous ne demandez qu'à nous prouver concrètement sur le terrain votre dynamisme commercial puis vos qualités de patron.

Si votre mobilité géographique est totale nous pourrions peut-être vous offrir cette opportunité.

Ecrivez nous avec C.V. et photo, il vous sera proposé un entretien sur Marseille, Lyon ou Paris. Il suffira alors de nous convaincre.

Groupe du CRÉDIT UNIVERSEL

Service recrutement D.A.P. 51 Bd des Dames - 13242 Marseille Cedex 01.

ASSISTANT DIRECTEUR ZONE MÉDITERRANÉE

FORMATION : commerciale supérieure, type EBC, 2-3 années expérience, 25 ans minimum, expérience transport souhaitée mais non indispensable. Anglais nécessaire, italien-espagnol souhaités.

RESPONSABILITÉS : assister le Directeur dans toutes ses tâches avec accent particulier sur animation réseau et marketing-vente.

● Lieu de travail Paris avec déplacements de courte durée (3-4 jours) très fréquents (70 % du temps).

● Prévoir installation possible en ITALIE à brève échéance.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous référence 1.981 à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS, cedex 02, qui transmettra.

ADMINISTRATEUR

Responsable de la gestion administrative et financière du Centre et de la coordination du personnel.

Qualités requises :

- sens de l'organisation ;
- connaissances comptabilité, législation sociale ;
- bon contact avec les salariés.

Adr. lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et rémunération souhaitée à : numéro T. 061 654 M. REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS

recherche pour PARIS

CHEF COMPTABLE

ayant une forte personnalité et possédant une solide expérience professionnelle si possible dans les transports.

IL SERA CHARGÉ DE :

- La réorganisation et l'animation du service comptabilité,
- Comptabilité d'exploitation et comptabilité financière,
- Budgets,
- Établissement des bilans,
- Gestion informatique,
- Relations avec les banques.

Poste évolutif. Position Directeur pour candidat valable. Il sera offert un niveau de rémunération élevé en rapport avec le haut degré de responsabilités du poste.

Envoyer Photo, C.V. manuscrite très détaillé et prétentions sous N° 76.472 B à :

17, rue du Secours Eccl. 94300 VINCENNES qui transmettra.

RIVOIRE ET CARRET

recherche :

UN RESPONSABLE des Expéditions et de l'Exploitation du Magasin

De son usine région COMPIÈGNE (10.000 m² - 400 références - mouvement : 500 tonnes jour)

Il devra avoir :

- 35 ans ;
- Une solide formation en organisation et méthode de maintenance, en gestion des stocks ;
- Une connaissance en matière de transport (exploitation et réglementation) ;
- Une expérience en usine de quelques années ;
- Une aptitude au commandement, des qualités d'animateur.

Si vous êtes intéressés, envoyez C.V. complet, photo et prétentions à n° 73.729 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

TELECOMMUNICATIONS PARIS et PROVINCE

Les P.T.T. recrutent sur titres

diplomés d'écoles d'ingénieurs

ou : TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE D'INFORMATIQUE ou de TELECOMMUNICATIONS ou : ESCP-IEC-IEP-DEA ou DESS (Marketing) de Grenoble IL ou : LICENCE DE SCIENCES ECONOMIQUES + ESCA - ESCC Angers - EDHEC du Nord - IC Nancy-IECS Strasbourg-IG-IEP de Paris (Section économique et financière).

Pour études et réalisations techniques, organisation, informatique, formation, actions commerciales.

Dans les services d'exploitation, de direction d'enseignement ou de recherche.

ADRESSER VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 30 SEPTEMBRE 1976

Renseignements et inscriptions dans les directions régionales des Télécommunications du Chef-lieu de résidence.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

pour Organisation Syndicale Professionnelle Nationale ayant en charge les intérêts de producteurs et de grossistes en boissons de grande consommation.

Il est demandé une formation supérieure, de préférence licenciée en Droit, E.S.C., D.E.S.C. ou équiv.

L'expérience acquise doit être suffisante et démontrer le niveau et la qualité des postes déjà tenus.

Le poste proposé requiert un homme jeune ayant un goût personnel des relations humaines, la faculté de négocier à niveau élevé, une bonne disponibilité.

Il est à pourvoir dans les délais les plus courts.

Ecr. av. currie, vitas détaillé, photo d'identité et prétentions sous n° 7.451, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75247 Paris (9^e).

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

(300 personnes) recherche pour son service commercial

INGÉNIEUR POSITION III

Diplômé grandes écoles - Capable de répondre à des appels d'offre (HARDWARE - SOFTWARE) Connaissances souhaitées en TELECOM.

Adr. C.V. détaillé à C.O.P. sous le numéro 465, 25, rue Cavendish, 75019 PARIS, qui transmettra.

CADRE JURIDIQUE

devant avoir la responsabilité de l'ensemble des questions juridiques concernant droit des Sociétés, droit du Travail, fiscalité.

Poste convenant à personne ayant une formation juridique supérieure et une expérience antérieure similaire dans le secteur privé.

Age souhaité : 35 ans minimum. Résidence à Paris avec déplacements en province. Ecrire sous le numéro 7.443, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS CEDEX 09.

Handwritten note: 1500

JUSTICE

UNIQUE ADHÉRENT DU FRONT RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL

L'auteur d'une quinzaine d'attentats est arrêté dans le Finistère

Rennes. — M. Jean-Pierre Mariot, trente-quatre ans, originaire de la Haute-Saône, a été interpellé dimanche 5 septembre à Douarnenez (Finistère), après deux agressions commises la veille. Du même coup, les enquêteurs du service régional de police judiciaire ont découvert l'auteur d'une série d'attentats commis depuis le mois de mai dernier en Bretagne et dans diverses villes de France.

M. Jean-Pierre Mariot, qui fut restaurateur à Kérity-Pennmarc'h (Finistère), a en effet revendiqué les coups de feu tirés sur le domicile de M. Marc Bécarré, député du Finistère (apparenté U.D.R.), et contre un cabinet d'avocat de cette même ville. M. Mariot s'était alors spécialisé dans l'attentat à l'aide de bouteilles de gaz piégées.

De notre correspondant

Un tel engin avait explosé le 23 mai devant la maison d'arrêt de Quimper, peu avant l'arrivée de Mme Doribac, alors secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire. Au début du mois de juin, une autre bouteille avait explosé devant un second cabinet d'avocat de Quimper. Au cours de l'été, M. Mariot avait commis un attentat au domicile de M. Robert Badinter, coauteur de la loi sur la charte des libertés; il n'avait pas pu trouver l'adresse de M. Mitterrand. Il s'était également attaqué à la synagogue de la rue de la Roquette, près de laquelle habite son épouse. Ses activités terroristes devaient aussi s'exercer contre le siège de la C.F.D.T. de Besançon, le syndicat d'initiative de la station

jurassienne des Rousses, la sous-préfecture de Saint-Claude, ainsi que contre le siège du parti communiste de Marseille. M. Jean-Pierre Mariot revendique son appartenance à l'extrême droite. Lors des élections de 1974, il était responsable du comité finistérien de soutien à M. Jean Royer. Condamné pour avoir mis le feu à l'entreprise de Saint-Malo où il avait été employé, M. Mariot s'était évadé, en mai dernier, de l'hôpital psychiatrique de Rennes, où il était en traitement. Il a commis depuis une quinzaine d'attentats ou tentatives ainsi que des agressions et vols. M. Mariot s'était érigé en redresseur de torts. Il avait fondé le « Front révolutionnaire international », dont il était le seul membre. Il avait revendiqué au titre du F.R.I. des attentats qu'il n'avait pas commis.

DANIEL MORNET.

FAITS DIVERS

62 kilos de drogue sont saisis place du Trocadéro

Deux personnes ont été écrouées

M. Bernard Guérin, cinquante-cinq ans, actuellement sans profession, ancien restaurateur et M. Edgard Kuhn, cinquante-deux ans, de nationalité américaine, directeur artistique d'une firme de post-synchronisation de films, ont été placés sous mandat de dépôt, mardi 7 septembre, par M. Paul Couzin, premier juge d'instruction à Paris, qui les a inculpés d'infraction à la législation sur les stupéfiants.

Les deux hommes avaient été appréhendés, le 4 septembre, place du Trocadéro, à l'occasion d'une livraison de 60 kilos de haschisch et de 2 kilos de cannabis liquide, marchandises destinées à un acquéreur qui avait promis de payer 540 000 F, mais qui était, en réalité, un commissaire de la brigade des stupéfiants.

M. Guérin et son « acheteur » se trouvaient dans le bar-tabac de la place du Trocadéro, où ils avaient pris rendez-vous lorsque arriva une voiture conduite par M. Kuhn. Ce dernier ferma les portes du véhicule laissant ouvert toutefois le hayon arrière et s'éloigna rapidement à pied. Les policiers postés en surveillance l'arrêtèrent aussitôt ainsi que M. Guérin. Les deux hommes nient toute culpabilité. L'ancien restaurateur, qui a choisi pour défenseur M. Jean Alessandrini, prétend ne connaître ni le commissaire qui se fit passer auprès de lui pour un trafiquant ni M. Kuhn. Ce dernier soutient qu'il ignorait la présence de la drogue dans son auto et qu'il était seulement venu devant le bar-tabac dans l'espoir de vendre cette voiture à M. Guérin.

CATASTROPHES

BANGKOK EST UNE FOIS ENCORE RAVAGÉE PAR LES INONDATIONS

(De notre correspondant)

Bangkok. — Alors que l'Europe occidentale n'a pas fini de dresser le bilan des dégâts provoqués par la sécheresse, Bangkok doit, une fois de plus, se battre contre les inondations. Avec plusieurs semaines d'avance, des pluies torrentielles viennent de transformer de nombreuses rues de la capitale en rivières, rendant impossible une circulation déjà chaotique à l'ordinaire. La précipitation des pluies et leur ampleur, plus de 9 centimètres en trois heures au cours d'une nuit de la semaine dernière — inquiètent la population et les autorités qui n'ont pas oublié les désastres de 1975.

Face à cette menace, qui semble s'aggraver d'année en année, les autorités municipales ne font pas grand-chose. On pompe l'eau d'une zone basse et inondée vers une autre plus sèche, on répare au jour le jour. L'extension considérable de cette métropole qui s'étend, au cours des prochaines années, les cinq millions d'habitants, le comblement des *khlongs* — ces canaux traditionnels servant à la fois à la circulation par bateaux, à l'irrigation et à l'évacuation du trop-plein — aggravent une situation déjà catastrophique. Mais comment rendre à nouveau vivable pendant la saison des pluies une ville qui s'enfonçait dans un sol spongieux et saturé d'humidité ? Il faudrait employer des moyens considérables et onéreux, ou recourir à une mobilisation populaire à la chinoise ou à la vietnamienne.

P. de B.

AUTOMOBILE

APRÈS LE DÉPART DE M. BEULLAC, M. HANON DEVIENT DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE LA RÉGIE RENAULT

M. Bernard Hanon, directeur délégué à l'automobile de la Régie Renault depuis décembre 1975, a été nommé, mardi 7 septembre, directeur général adjoint. Il devient ainsi le numéro deux de la Régie après M. Bernard Vénier-Pellier, président-directeur général, et conserve la direction du secteur automobile. M. Christian Beullac, qui vient d'être nommé ministre du travail dans le gouvernement de M. Barre, était directeur général chargé des véhicules industriels et de la diversification. Son poste ne sera pas reconduit et ses fonctions sont désormais réparties entre M. François Zanotti, président du directoire de la Savim, qui devient délégué général aux véhicules industriels, et M. René Moesmecker, secrétaire général, qui devient directeur délégué aux entreprises industrielles.

Né le 7 janvier 1932 à Bois-Colombes (Haute-Saône), M. Bernard Hanon est diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales, docteur en philosophie et « Master of Business Administration » de l'université Columbia. Il devient en 1969 directeur du marketing de Renault Inc. aux Etats-Unis, où il écrit un ouvrage sur les chances d'implantation de la Régie aux Etats-Unis. Promoteur de management à Renault de New-York de 1969 à 1970, il est rappelé à cette date au siège de la Régie Renault où il devient chef du service d'étude et de programmation économique, puis directeur de l'information et de la planification (en 1970), président de Renault Inc. U.S.A. (en 1972), et est nommé en décembre 1975 directeur délégué à l'automobile.

LES RÉSULTATS DE VOLKSWAGEN SE SONT NETTEMENT REDRESSÉS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE

Le redressement de Volkswagen se poursuit. Le constructeur automobile ouest-allemand a réalisé au premier semestre 1976 un chiffre d'affaires de 11,154 milliards de D.M. (soit environ 20,63 milliards de F), en progression de 20 % par rapport à celui du premier semestre 1975, annonce une lettre aux actionnaires publiée le 4 septembre. En Allemagne fédérale, le chiffre d'affaires a progressé de 26 %, atteignant 4,14 milliards de D.M., tandis que les ventes à l'étranger augmentaient de 15 % (7,02 milliards de D.M.). Les bénéfices réalisés pendant cette période se sont nettement améliorés par rapport à l'année dernière, indique la direction, qui espère être en mesure à la fin de l'exercice de compenser les pertes accumulées au cours des deux exercices précédents (près de 1 milliard de D.M.). En volume, la production de Volkswagen a atteint 1,188 million de véhicules au cours du premier semestre (soit 15 % de plus qu'il y a un an), et les ventes 1,131 million d'automobiles (+ 5 %), dont 394 000 en R.F.A. (+ 19 %) et 737 000 à l'étranger (résultat égal à celui du premier semestre 1975). La firme emploie 181 000 salariés, soit 4 000 de plus qu'en 1975.

LA CONCURRENTTE!

Je serai demain
chez tous les
concessionnaires
FORD!



FORD FIESTA 5 CV.
17900 F* dès en main.

Traction avant. 3,56 mètres.
5,6 litres aux 100 km.**

Toute la robustesse et la sécurité de Ford dans une petite voiture.

■ GARANTIE 1 AN KILOMÈTRE ILLIMITÉ.
■ Ceintures à enrouleurs ■ Double circuit de freinage ■ Disque à l'avant ■ Embayage et freins auto-ajustables ■ Entretien tous les 10.000 km
■ Hayon arrière ■ Banquette rabattable.

Légendaire robustesse et sécurité.



*Prix au 9-9-76. **5,6 litres aux 100 km à 90 km/h vitesse stabilisée, 8,2 litres à 120 km/h vitesse stabilisée, 7,9 litres en ville - Normes UTAC

مركز المعلومات

CATASTROPHES

BANGKOK EST UNE FOIS DE
RUVAGÉE
PAR LES INONDATIONS

Les inondations à Bangkok ont été dévastatrices. Les rues sont transformées en lacs, les maisons sont envahies par l'eau. Les habitants sont obligés de se déplacer en bateau. Les pertes matérielles sont énormes. Les secours sont en cours.

AUTOMOBILE

APRÈS LE DÉPART
DE M. BEULLAC, M. R.
DEVIENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
ADJOINT DE LA RÉGION

M. Beullac a quitté son poste de directeur général adjoint de la région. M. R. a été nommé à sa place. Les services de la région continueront de fonctionner normalement.

LES RÉSULTATS DE
WAGEN SE SONT
RÉPÉTÉS AU COURS
PREMIER SEMESTRE

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...
UN BILAN DE L'URBANISME VOLONTAIRE

Dix ans de villes nouvelles

Les villes nouvelles, souvent discutées, sont parfois mal connues. On les critique en les confondant avec les cités des grandes banlieues, désertées pour leur désordre et le mal de vivre qu'elles engendrent.

Pourtant, dans sa conception même, la ville nouvelle est une institution originale imaginée, pour la première fois en France, en 1965, à l'initiative de l'État, dans le cadre du schéma d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne, puis étendue à la province.

M. Pierre Marlin, président de l'université de Paris-VIII (Vincennes), dans l'étude qui vient de paraître à la Documentation française, décrit les expériences étrangères puis la politique et les réalisations françaises avant de dresser un premier bilan des neuf villes nouvelles actuellement en construction. Il a cette conclusion mesurée :

« Dix ans après le lancement de l'idée des villes nouvelles, cinq ans environ après leur début effectif, elles ne sont assurées la crédibilité face aux constructeurs, aux entreprises, à l'opinion. Elles ne peuvent plus, aujourd'hui, être perçues en cause.

« Les établissements publics d'aménagement ont, dans des conditions souvent délicates, rempli leur contrat. Les collectivités locales, après des réticences bien compréhensibles, notamment quant au risque financier encouru, ont, dans l'ensemble, accepté d'entrer dans un jeu passionnant, mais non dénué de risques. Paradoxalement, c'est l'État qui a lancé l'idée des villes nouvelles, qui semble avoir retenu certains de ses atouts. A la demande du président de la République, M. Jacques Chirac, premier ministre, rappelait, en janvier 1978, aux membres de son gouvernement et aux préteurs concernés que « les neuf villes nouvelles de la région parisienne et de la province étaient un élément essentiel de la politique engagée dans les grandes agglomérations pour maîtriser leur croissance ».

« Après l'affirmation solennelle de l'appui à l'œuvre entreprise, il est grand temps que son engagement soit, lui aussi, total. Alors, les établissements publics et les syndicats communaux pourront aller de l'avant, rechercher l'innovation, la qualité, la beauté... au risque de se tromper, mais aussi de réussir. Et les habitants, au lieu de jeter des pierres, se sentiront vraiment les bénéficiaires de cette vaste entreprise.

« Dans ce domaine aussi, il faut que les actes suivent les intentions.

« Les villes nouvelles françaises », Notes et études documentaires, n° 526, 420 p., 4200.

ENVIRONNEMENT

DANS CINQ COMMUNES DU LIMOUSIN

Le préfet interdit l'épandage de défoliants par hélicoptère

De notre correspondant

Limoges. — Le Limousin a déclaré la guerre au défoliant 2-4-5 T, qui, comme on le sait, aujourd'hui, contient de la dioxine, le poison de Seveso. Depuis quelques années, ce défoliant est employé dans la Creuse, en Corrèze et en Haute-Vienne par épandage à l'aide d'hélicoptères. Il s'agit de débroussailler à moindre frais de vastes plantations de résineux, nombreuses dans le Limousin. Les premières réactions défavorables s'étaient produites dès l'an dernier en Haute-Vienne lorsque des cultures furent touchées accidentellement par le défoliant. On le veut arrêté, poussé en dehors de la zone d'épandage. Des cultivateurs s'étaient opposés par la suite au décollage des hélicoptères.

Cette année, dès qu'il fut à nouveau question de débroussaillage par voie aérienne, l'opinion publique de la Haute-Vienne s'émouva. Réunions, communications, protestations de toute sorte, aboutirent sur le bureau du préfet de région.

La Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature (F.E.P.N.) et la C.F.D.T. demandent l'arrêt des épandages. Elles font remarquer que l'usage des défoliants est lié à un enrégimentement excessif qui fait donc stopper au profit du maintien des feuillus.

De son côté, le Centre régional de la propriété forestière constate « la diminution régulière des surfaces arborées chaque année ». Elle attribue ce ralentissement des plantations de résineux « à des campagnes intensives menées par des personnes non compétentes ».

Néanmoins, le préfet de région, M. Lambert, a décidé, le 7 septembre, d'interdire par arrêté les opérations d'épandage aérien de débroussaillant chimique sur les communes de Saint-Nicolas-Courbier, Bussière-Galant, Lédignan et Saint-Hilaire-les-Plains. L'arrêté justifie l'interdiction par le fait que l'épandage comporte des risques en raison de la topographie locale et de la présence d'un captage d'eau, soit que la faible superficie de la zone à traiter permette de recourir à un débroussaillage manuel. Toutefois, l'arrêté précise qu'il ne s'agit pas d'une interdiction définitive des épandages aériens en Haute-Vienne.

En revanche, en Haute-Corrèze, dans les communes de Saint-Merd-les-Oussines, Pallio et Saint-Angel, où des épandages sont également prévus, aucune interdiction n'a encore été prise par le préfet de la Corrèze, M. André Duthell, conseiller général de Bugeat (communiste), a demandé la réunion extraordinaire du conseil général de la Corrèze, qui voudrait débattre de l'utilisation des défoliants par voie aérienne. Le président du conseil général de la Corrèze est, rappelle-t-on, M. Jacques Chirac, ancien premier ministre.

Faits et projets

- Circulation**
 - PAS DE PÉAGE SUR L'A-4. Après les élus communistes du Val-d'Oise et du Val-de-Marne, ceux de Seine-Saint-Denis se félicitent, dans un communiqué, de la décision d'abandonner le projet de péage urbain sur l'autoroute A-4 qu'ils tiennent pour acquise.
- Environnement**
 - PÉLERINAGE CYCLO-ÉCOLOGIQUE. Portant le maillot vert orné de la devise « Sauvons la nature », un groupe de vingt-cinq cyclistes, de plusieurs pays d'Europe menés par l'écologiste Georges Krasovskiy ont défilé mardi 7 septembre dans les rues d'Athènes. Les « pèlerins » cyclo-écologistes, qui étaient partis de Paris le 14 juillet dernier, ont parcouru 3 000 kilomètres, couchant à la belle étoile et se nourrissant de pain, de fromage, de fruits et de miel. — (A.F.P.)
- P.T.T.**
 - FIN D'OCCUPATION EN GIRONDE. — Des militants du syndicat C.F.D.T. des P.T.T. avaient occupé, le 7 septembre, dans l'après-midi, le bureau téléphonique nouvellement installé à Lesperre-Médoc (Gironde), qui voulaient protester contre une éventuelle séparation des administrations des postes et des télécommunications (le Monde du 19 août). Ils ont quitté le bureau dans la soirée. Il n'y a pas eu d'incident.
- Transports**
 - LE FRANÇAIS SUR AIR CANADA. Les pilotes d'Air Canada auront le droit de s'exprimer en langue française dans les cabines de pilotage si tous les membres de l'équipage sont bilingues. Cette décision a été prise le mardi 7 septembre par un juge de la Cour supérieure du Québec. Ce jugement constitue une victoire pour l'association des gens de l'air du Québec (regroupant pilotes et contrôleurs francophones) qui avait contesté la légalité du règlement strict en avril dernier leur interdisant l'usage du français.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LES MEETINGS DE « RENTRÉE »

La C.G.T. à Saint-Ouen : un festival du verbe

La C.F.D.T. à Lyon : une surprenante gravité

De notre correspondant régional

« La crise, c'est fini ! Le chômage ne sera bientôt plus un sujet ! Il n'y aura pas de remaniement ministériel... » Ces « prophéties » du « président d'Estimé », rappelés d'un ton moqueur par M. Georges Ségu, ont déclenché les vannes du discours fleuve prononcé, mardi après-midi 7 septembre, sur un rythme rapide par le secrétaire général de la C.G.T. à l'occasion de l'assemblée de rentrée des militants de la région parisienne. (Nous avons publié de larges extraits de ce discours dans nos éditions d'hier.)

Un complet bleu pétrole, la cravate impeccable, le teint frais, M. Georges Ségu a « tenu » pendant plus d'une heure la tribune tricolore du Palais des sports de Saint-Ouen, entre les grandes horloges qui, en d'autres temps, servent à minutier les matches de boxe.

La combativité des troupes cégétistes ne s'est pas épuisée pour autant. Un humour bon enfant, quelques calembours sans prétention et une allusion ironique au message de M. Edgar An du président de la République, « accompagné de Madame » ont d'emblée donné le ton :

« Au neuvième mois de cette bonnette heureuse année, dira M. Ségu, les travailleurs et leurs familles peuvent mesurer à quel point on a tenté de les berner... Rires dans la salle. Bon public, on applaudit chaque fois que « Georges » hausse le ton. Ce pourrait être monotone si l'assaut n'était émaillé par son propre nombre. Dix mille personnes environ, quinze mille selon les organisateurs du meeting se pressaient sur les chaises, sur les gradins, ou assis à même le sol. Il ne restait pas un pouce

de terrain entre les travées, et cette foule débordait jusqu'à l'extérieur du Palais des sports, entre les stands de la Vie ouvrière et les « tules aux amandes » fabriquées avec plus de compétence que d'orthographe par les prévisistes de la boulangerie Cadot. Pas de drapeau rouge, mais des dizaines de banderoles multicolores apportées par des délégations de travailleurs de la région parisienne. En tête, et applaudies à tout rompre, bien sûr, les typos du Parisien libéré, précédant ceux d'Estimé-Cachan, et les ouvriers d'Arleco (ex-Grandin), en longues robes rouges.

Sur ce festival de cris et de couleurs, M. Georges Ségu allait faire régner le festival du verbe.

Accueilli par une véritable ovation, il aura beau jeu d'aligner ses griefs contre le pouvoir et contre un « régime réactionnaire en déclin », à demeurer « d'indéfectible et d'indéfectible », pour lequel « le mot d'ordre est de prélever aux pures accusations contre la jeunesse en général » et contre « une autre cible, les travailleurs émigrés » rendus responsables du chômage. La diatribe contre le nouveau premier ministre déboulonne moins d'applaudissements que la mise en garde très précise adressée à d'autres organisations syndicales, en particulier à la C.F.D.T. à propos de la remise en cause de la hiérarchie des salaires « avancée par un syndicaliste », allusion à M. Edmond Maire.

Et de conclure : « Nous avons la mission de défendre les intérêts de tous les salariés ; rien ni personne ne nous en détournera. Plus que jamais nous entendons être la C.G.T. partout et pour tous. » — J. B.

Lyon. — C'est devant deux mille quatre cents personnes — la capacité de la Bourse du travail de Lyon — que M. Edmond Maire a prononcé, à partir de 18 h 30, son discours de « rentrée sociale ». Seules des affiches syndicales décoraient la salle : les unes évoquant les luttes en cours, notamment dans le textile, avec les grandes difficultés de Rhône-Poulenc Textile (six cents licenciements à Lézard-Saint-Chamond, dans la Loire, quatre cent vingt et un au Péage-Rousillon, dans l'Isère), celles non moins réalistes de la machine-outil (Gambin en Haute-Savoie, Cincinnati à Villefranche-sur-Saône, Amtes-France à Chassieu et à Villeurbanne), les autres rappelant certains succès, par exemple « Teppaz » de nouveau en tournée. Derrière l'estrade, une proclamation en forme de programme d'action : « Avec la C.F.D.T. refusons l'austérité, le chômage, développons les luttes, traçons les négociations... »

Bien sûr, la majorité du public était formée de travailleurs du département du Rhône. Mais quelques auteurs de votes particuliers immatriculés dans la Loire, l'Isère, les deux Savoies, la Drôme, l'Ardèche ou l'Ain étaient présents. Le correspondant régional de ce meeting, Rien d'étonnant : après avoir été considérée jusqu'en 1974 comme la locomotive de l'économie française, Rhône-Alpes s'est essouffée. Elle est entrée plus tardivement dans la crise. Mais pas un de ces huit départements n'a été épargné. L'usine d'armes de la région Rhône-Alpes, sans compter les mille salariés de l'AREA

M. Maire : non à un « rassemblement confus » des mécontents

« La proposition que vient de faire la C.G.T. à toutes les centrales syndicales et parallèlement aux syndicats et associations de mener immédiatement une action commune contre l'impôt-sécheresse ne nous apparaît pas devoir modifier notre politique d'action », déclare le dirigeant cégétiste lors de son discours de « rentrée » à Lyon. Pour la C.F.D.T., l'action est nécessaire contre l'injustice fiscale, comme elle l'est sur les autres aspects du pouvoir d'achat. Elle peut se réaliser dans l'unité la plus large, mais sur des bases claires. Ainsi, la C.F.D.T. est constamment prononcée de faire positive en laissant des propositions cohérentes de réforme fiscale : connaissance des revenus, progressivité de l'impôt, redistribution des revenus, abatement à la base, réduction de la T.V.A., l'impôt sur le capital.

« Or la proposition de la C.G.T. faite d'ailleurs avant de connaître exactement les revenus seront touchés par l'impôt-sécheresse, vise à rassembler des organisations qui ont des vues opposées sur la fiscalité. Entre la fiscalité proposée par la C.G.C. et la F.N.S.E.A. et celle qui veulent des organisations anticapitalistes, il y a une incompatibilité... de classe.

« (...) Les problèmes posés aux travailleurs ne trouveront pas de solution par l'opération du néo-rassemblement d'un rassemblement confus qui prendrait la forme d'un simple front du refus de l'impôt. C'est, au contraire, une action de type syndical, reposant sur une mobilisation anticapitaliste, visant à obtenir des résultats positifs, à imposer la négociation, qui est nécessaire aujourd'hui ».

Supplément, le dirigeant de la C.F.D.T. avait dénoncé « la politique économique désastreuse » de la majorité : le niveau des salaires en France, « les plus faibles d'Europe », « la scandaleuse inégalité des revenus » et l'opposition à une « police des salaires ». Définissant « les axes d'une autre politique », M. E. Maire rappelle la conception cégétiste de « l'union des forces populaires », c'est-à-dire « la convergence, dans l'action, des diverses forces anticapitalistes » et insiste sur le fait qu'il ne faut pas attendre les élections législatives de 1978 « Pas faire de cadeau au patronat » et « ne pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué ».

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a également consacré une partie de son discours au renforcement de la centrale à propos du soutien des « conflits de longue durée », il a déclaré :

« C'est tout naturellement à la fédération au plan professionnel, à l'union départementale et régionale au plan territorial qu'il convient de prendre les initiatives de coordination les plus efficaces. C'est la raison pour laquelle nous avons dit notre désaccord avec

les appels à la coordination directement lancés de Besançon en cours d'été, circonvenant les structures existantes et donc ne réunissant pas les conditions d'une action efficace.

« Mais il ne s'agit pas de tuer les initiatives. Si la C.F.D.T. n'est pas une auberge espagnole, parce qu'elle a des règles de fonctionnement, elle ne peut pas être une démocratie et l'efficacité, elle n'est pas non plus un phétot. Tout simplement, il s'agit de coordonner, de développer les initiatives, de les organiser en un mouvement de masse orienté et efficace. »

M. Maire a terminé son discours par un appel à la cohésion interne, à la suite du congrès d'Anancy :

« Nous avons mis l'accent sur une insuffisance que nous avons tous constatée. Si nous n'y prenons garde, une certaine intolérance réciproque risquerait de s'installer entre les différents courants d'idées qui animent le débat confédéral. Or l'indifférence et l'autoquestion, c'est comme l'eau et le feu, cela ne peut cohabiter.

« Il nous faut donc réhabilitier dans nos rangs le respect des opinions exprimées par toutes les organisations. Elles reflètent des réalités différentes et complémentaires. Elles doivent toutes concourir au débat démocratique pour enrichir les orientations fondamentales et renforcer l'identité de la C.F.D.T. »

CHOMAGE PARTIEL

NOUVELLE RENCONTRE DU C.N.P.F. ET DES SYNDICATS LE 14 SEPTEMBRE

Aux termes de la première réunion entre le C.N.P.F. et les syndicats, le mardi 7 septembre, relative à l'indemnisation du chômage partiel, deux points d'entente sont apparus : renouvellement du plancher de cette indemnisation pour qu'il représente 90 à 95 % du SMIC horaire net. Face à la demande de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de relever le taux minimum d'indemnisation à 8,40 francs de l'heure (au lieu de 7,90 francs actuellement), le C.N.P.F. propose un plancher de 8 francs. On pourrait l'augmenter en fait, le 14 septembre, vers un compromis proche de la suggestion de F.O. : soit 8,20 francs de l'heure environ.

Les problèmes plus généraux posés par l'accord, et notamment l'articulation entre chômage partiel et retraite, devraient être examinés vers la fin de l'année.

Profitez-en! avant la rentrée!!
DES PRIX QUE VOUS NE REVERREZ PLUS
MONDIAL MOQUETTE

SUPER VELOURS
disponibles en six magnifiques coloris
29 F le M²
Gde LARGEUR

MOQUETTE BOUCLEE
15 F le M²
GRANDE LARGEUR

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

MOQUETTE DECOREE
ICI EN OFFRE
une qualité exceptionnelle à un PRIX TRÈS BAS
39 F le M²
IMBATTABLE à Qualité égale
DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

PARIS 18° 114 rue DAMREMONT
Tel. : 606.05.73

PARIS 13° 40, quai d'Austerlitz
Face à la gare d'Austerlitz
Tel. : 584.72.38

PARIS 19° 144, pl. de la Villette
M. Colonel-Fabien et J. Jaurès. Tel. : 203.00.79

BOULOGNE 82 bis, rue Gallieni
Tel. : 605.45.12

FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses
gare S.N.C.F. Tel. : 471.03.44

SARCELLES 25, av. Division Leclerc
R.N. 16
Tel. : 950.00.77

PARIS 14° 80, bd Jourdan
50 m p. d'Odéon. Tel. : 539.38.82
Fermé le dimanche

SACQUET 191-193, av. Pasteur
5 min p. des Lilas
Tel. : 858.16.45

COIGNIERES 10, p. des Trappes
route du Pont d'Aumessy. Tel. : 461.70.12

MAISON-ALFORT 129, rue Jean-Jaurès
R.N. 5
Tel. : 388.44.70

SAINT-DENIS 73, rue de la République
Tel. : 820.92.93
Fermé le dimanche à 13 h

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Redressement sensible

Un sensible redressement cours a été enregistré ce matin à la Bourse de Paris, où l'activité est cependant demeurée aussi réduite que les jours précédents. A 13 h. 15, la quasi-totalité des transactions ayant pris fin, l'on pouvait ainsi lever plus d'une cinquantaine hausses contre une quinzaine baisses.

La plupart des compartiments maintiennent la veille, ont bénéficié du mouvement de reprise : magasins, les pneumatiques, bâtiment, la construction électrique, les établissements bancaires et surtout le secteur des boissons telles Moët, Mumm, Clicquot, Perrier, ont été enregistrés, plus fortes progressions. De l'autre côté, les valeurs de pétroles, à une fois de plus. Pétroles Français des Pétroles et Alcatel à leur tête, ont encore cru leur avance. Les autres ont eu sensiblement progressions : G.T.U.C.B., les Banques, Hutchins, Michelin, Suez, Jacques Bonetelle et Saint-Gobain-Pont-A-Mousson.

[illegible]

BOURSE DE PA

LONDRES

Le marché est un peu mieux orienté mercredi sur l'espoir d'une accalmie dans les conflits sociaux. Stabilité des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE	COURS
	7/9	8/9
WAR LOAN 3 1/2 %...	25 7/8	25 7/8
Deephem	340	538 1/2
British Petroleum	588	589 1/2
Sach	482	481 1/2
Vickers	185	158
Imperial Chemical	324	325
Glaxo	97	117
De Beers	214	211 1/2
Western Zinc Corp	172	171
«Electric Holdings»	11 1/2	12 1/8
«West Driefontein»	15	14 5/8

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

KEYT. L'expansion internationale de l'assurance une rentabilité moyenne et une croissance constante de 20 % du chiffre d'affaires en moyenne et, en raison de la pression exercée dans le prix des produits pharmaceutiques, une réduction de 10 % de la direction du groupe KEIT vient d'être décidée. L'objectif est la restructuration. Celui-ci consiste notamment ; un allégement des frais de distribution, la réduction des frais de promotion, l'abandon (des départs anonymes) de la branche « cosmétiques », la réduction des frais de mise en place de la marque « Fernand Anzures », et la fusion des deux divisions pharmaceutiques.

Les usines du groupe se consacrent exclusivement leur volume d'activité à la production destinée au personnel de production.

PREMIER D'ADJUDICATEUR — Pour la première fois, la vente aux enchères, en cours, la société a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes consistant de 100 millions de francs. Les 100 millions sont une progression de

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS

	6 sept.	7 sept.
Valeurs françaises ..	87,6	88,7
Valeurs étrangères ..	107,9	107,6

C= DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

CURSE DU DOLLAR A TOKYO

	7/9	8/9
dollar (en yens)	287 65	287 80

NEW-YORK

La première séance de la semaine — le marché était clos lundi, jour du Labour Day — s'est déroulée sous le signe de la hausse à Wall Street, où l'indice Dow Jones s'est établi à 998.58, en progrès de 7.48 points.

Cet indice s'établit ainsi à 38,777 points au-dessus de son niveau du 25 août dernier et à 14.82 points de son sommet de l'année (1 011.23), atteinte le 12 juillet.

Le volume des échanges s'est accru de plus de 3 millions de titres à 16,31 millions, et le nombre de hausses l'a nettement emporté sur les baisses par 940 contre 470.

Aucune nouvelle économique spéculative n'est venue influer sur la tendance. Les conclusions d'une étude de la Chase Manhattan Bank, prévoyant la prochaine stabilisation de la demande de prêts bancaires avant une nouvelle phase d'expansion en 1977 à mesure que les entreprises reconstitueront leurs stocks, ont toutefois été enregistrées avec une relative satisfaction par les opérateurs.

L'accord conclu entre les syndicats des ouvriers du caoutchouc et B.F. Goodrich et Uniroyal a également été bien accueilli. D'autre part, après General Motors, Ford Motor estime que ses ventes de véhicules en 1977 pourraient enregistrer un nouveau record.

Indices Dow Jones des transports, 220,28 (-0,12); des services publics, 95,35 (+0,85).

VALEURS	COURS 3/9	COURS 7/9
Alcoa	57 1/4	58 3/4
A.T.T.	59 7/8	60 1/4
Boeing	40 1/2	40 3/4
Chase Manhattan Bank ..	29 1/4	29 1/2

De Pont de Nemours.....	132 1/4	134 ..
Eastman Kodak	95 1/2	97 7/8
Exxon	53	53 1/2
Ford	56 7/8	56 1/8
General Electric	52 7/8	53 ..
General Foods	33	33
General Motors.....	88 1/2	88 3/4

Goodyear	22 1/4	22 5/8
I.R.M.	278 1/4	280 ...
I.T.T.	32 3/8	32
Kennecott	29 5/8	29 7/8

.....	278 1/4	280 ..
.....	32 3 8	32 ..
.....	36 5 2	36 7

27	28 1 4	28 1 4
28	28 2 8	28 1 2
29	28 3 8	28 1 8
30	28 7 8	27 ...
31	28	25 7 8
32	84 7 8	65 3 8
33	80 5 8	60 6 8
34	15 3 8	17 1 4
35	84 1 8	84 7 8

Taux du marché monétaire

BOURSE DE PARIS - 7 SEPTEMBRE - COMPTANT

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer

MARCHÉ A TERME

Le Comité syndical a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette

[illegible]

COTE DES CHANGES

MAIRIE OFFICIELLE	COURS franc.	COURS 7 9	changement de parité entre francs et gr. banques	MONTRES ET DEVISES	COURS franc.	COURS 7 9
Eilat-Israël (S. 1)	4 932	4 935	4 99			
Canada (S. 100)	8 265	8 265				
Allemagne (100 M.)	195 550	195 475	195 56	Dr fin (100 en barre)	12620	12222
Autriche (100 S.)	27 665	27 665		Dr fin (100 en lingot)	12645	12330
Belgique (100 B.)	27 665	27 665		Fr. franc (200 fr.)	228	222
Canada (100 Can.)	8 265	8 265	12 03	Fr. franc (100 fr.)	228	222
France (100 franc)	81 226	81 420	81 25	Fr. franc (200 fr.)	177 59	176 50
Indes (100 Ru.)	7 365	7 365	7 15	Fr. franc (200 fr.)	177 59	176 50
Indes (100 Ru.)	8 265	8 265	8 30	Souverain	184	180
Canada (S. 100)	8 265	8 265	5 025	Fr. franc de 20 dollars	679	680 20
Canada (S. 100)	8 265	8 265		Fr. franc de 10 dollars	339	340
Canada (S. 100)	8 265	8 265	188	Fr. franc de 5 dollars	169	169
Canada (S. 100)	8 265	8 265	14 58	Fr. franc de 20 francs	716	716
Canada (S. 100)	8 265	8 265	187 75	Fr. franc de 10 francs	358	358
Canada (S. 100)	8 265	8 265	187 75			

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE

3-4. ASIE

CHINE : « Neuf cents millions de croisés » (III), par le docteur Escoffier-Lambotte.

4-5. PROCHE-ORIENT

ISRAËL : le préfet de Galilée recommande des mesures pour freiner l'augmentation de la population.

6-7. POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing invite le gouvernement et la majorité à donner l'image de la cohésion.

7. EDUCATION

8. MEDICINE

9. DEFENSE

10. RELIGION

11. OUTRE-MER

La situation à la Guadeloupe.

12. SPORTS

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 9 A 17

PATHEMOISE : Objets de musée dans les décharges publiques, par André Chastel.

CINEMA : « Barry Lyndon », de Stanley Kubrick, par Jean de Baroncelli.

BREVETES : Un abonnement pour cinquante théâtres : La saison des musées parisiens.

FESTIVALS : Le mineur Marc, la Volodymyr et les Rote Rube, à la fête de l'Humanité.

24. JUSTICE

BRETAGNE : l'unique membre du Front révolutionnaire international avait commis une quinzaine d'attentats.

25. EQUIPEMENT ET REGIONS

Un bilan de l'urbanisme volontaire : dix ans de villes nouvelles.

26-27. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

La préparation du plan de lutte contre l'inflation.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)
Annonces classées (18 à 23)
Aujourd'hui (18) ; Carnet (23)
« Journal officiel » (18) ; Média-
rologie (18) ; Mots croisés (18)
Sourire (27).

COURS AZ

Méthode audiovisuelle
196, rue Saint-Etienne, Paris (1^{er})
Tél. 261-47-04 - 261-46-35
Métro Palais-Royal

DACTYLO

cycles de 15 heures
(Débutants, Perf., recyclage)
Entraînement machine électrique

STENO en 50 heures

Système FRYSTON-DELAUNAY
De 8 h. à 20 h. tte l'année et sans.

Assurez votre PROMOTION PROFESSIONNELLE

COURS EN FIN DE JOURNÉE ET LE SAMEDI

- 1 soir par semaine, pendant 3 mois
- 1 samedi tous les 15 jours
- En complétant votre formation dans les matières de votre choix
- Sans interrompre votre activité professionnelle
- Avec la possibilité de recevoir un certificat de fin d'études

Economie - Gestion financière
Marketing - Fonction Personnel
Relations du Travail
Prise de Décision

ENOF-CSSS

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur
reconnu par l'Etat

14, rue Monsieur le Prince
75006 PARIS (Métro Odéon)
033 83 46

Possibilité de prise en charge par l'employeur

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE UN BOEING D'AIR-FRANCE A AJACCIO

Une trentaine d'autonomistes Corses sont interrogés par la police

Un calme relatif était revenu ce mercredi 8 septembre, à Ajaccio, après la nuit de violence au cours de laquelle un Boeing-707 d'Air France a été gravement endommagé par des manifestants autonomistes, qui avaient participé à un vaste rassemblement sur l'initiative des transporteurs routiers de Strada Corsa. Après ces événements, quatre-vingts personnes ont été interrogées par la police, et ce mercredi matin une trentaine étaient encore retenues pour être interrogées. Parmi celles-ci figuraient notamment MM. Toussaint Armani, vice-président de Strada Corsa ; Dominique Aljona, secrétaire général du parti populaire corse pour l'autonomie, ainsi que Dominique Capretti et Ange-Marie Remouch, tous deux militants de l'Associazioni di Patrioti Corsi (A.P.C.). L'aéroport d'Ajaccio ne devait être rouvert au trafic que dans le milieu de la journée, après que les artificiers eurent passé au crible toutes les installations.

Dans la nuit de mardi à mercredi, M. Michel Pomatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a donné l'ordre à la police nationale de « faire procéder avec infiniment d'insistance et de fermeté à la recherche ou à l'arrestation des auteurs et notamment des organisateurs des violences et exactions commises contre l'avion d'Air France ».

LA REPRISE DE L'ESCALADE ?

De notre correspondant

Ajaccio. — Setze jours après que le docteur Max Simeoni eut, à la tête d'un commando, fait sauter en pleine orientale la cave vinicole des établissements Cohen-Skall, puis pris le maquis, un groupe de sept hommes a détruit sur l'aéroport d'Ajaccio un Boeing-707 d'Air France, le Châteauneuf-Ambroise. Il y a deux semaines, il s'agissait — cela a été dit et répété — d'une initiative personnelle du leader autonomiste, dont l'Association des patriotes corses a confirmé, le 7 septembre, qu'elle revêt « un caractère politique capital, tant par la personnalité de son auteur que par le choix de l'objectif ».

L'action de M. Max Simeoni, délibérément placée hors de la légalité, est motivée « par le refus obstiné opposé par l'Etat à tout dialogue sur les revendications légitimes et parfaitement constitutionnelles du peuple corse ».

Aujourd'hui, il s'agit de l'aboutissement d'une manifestation organisée par le comité anti-

LES PRECEDENTS

La destruction du Boeing d'Air France à Ajaccio n'est pas le premier attentat commis contre des avions par des responsables de mouvements autonomistes au cours des deux dernières années.

Le 22 mars 1974, une caravane d'Air Inter qui stationnait sur l'aéroport de Bastia avait été endommagée par des responsables de mouvements autonomistes au cours de la visite de M. Pierre Messmer, alors premier ministre, qui devait se rendre en Corse les 25 et 26 mars.

L'attentat avait été revendiqué par le groupe « Gulestiza Paolina ».

Le 6 août 1974, un Fokker de la compagnie Air Inter avait été gravement endommagé alors qu'il stationnait sur l'aérodrome de Quimper. L'attentat avait été revendiqué par le F.L.S.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne - Armée républicaine bretonne).

Le 6 août 1974, un Fokker de la compagnie Air Inter avait été gravement endommagé alors qu'il stationnait sur l'aérodrome de Quimper. L'attentat avait été revendiqué par le F.L.S.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne - Armée républicaine bretonne).

Le 6 août 1974, un Fokker de la compagnie Air Inter avait été gravement endommagé alors qu'il stationnait sur l'aérodrome de Quimper. L'attentat avait été revendiqué par le F.L.S.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne - Armée républicaine bretonne).

Le 6 août 1974, un Fokker de la compagnie Air Inter avait été gravement endommagé alors qu'il stationnait sur l'aérodrome de Quimper. L'attentat avait été revendiqué par le F.L.S.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne - Armée républicaine bretonne).

Le 6 août 1974, un Fokker de la compagnie Air Inter avait été gravement endommagé alors qu'il stationnait sur l'aérodrome de Quimper. L'attentat avait été revendiqué par le F.L.S.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne - Armée républicaine bretonne).

Le 6 août 1974, un Fokker de la compagnie Air Inter avait été gravement endommagé alors qu'il stationnait sur l'aérodrome de Quimper. L'attentat avait été revendiqué par le F.L.S.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne - Armée républicaine bretonne).

Pour sa part, la Fédération nationale des transporteurs routiers (F.N.T.R.) indique que « l'attentat est le fait d'individus isolés et condamnés de tels actes de violence ».

Après ce nouvel accès de fureur dans l'île, on se demande à Ajaccio et sur le continent si un nouveau pas n'a pas été franchi dans l'escalade de la violence, et sur place on parle même de « situation à l'irlandaise ».

M. Max Simeoni, un avion dédoublé, cela fait beaucoup en peu de temps. La revendication autonomiste, qui est devenue nationaliste, s'est radicalisée. La majorité des insulaires qui s'étaient déclarés solidaires de M. Edmond Simeoni au lendemain des événements d'Aléria, jusque et pendant son procès, ne paraît guère favorable à des actions de cette nature, et elle semble maintenant écarter d'une oreille plus complaisante ceux qui assument l'autonomisme au séparatisme. Mais on rappelle aussi qu'aucun parti politique, à l'exception du P.S.U., et qu'aucune des centrales syndicales ouvrières ne s'étaient associées à la manifestation d'Ajaccio, qui était soutenue par la syndicat des transporteurs Strada Corsa, la Fédération régionale des P.M.E., la Fédération départementale des syndicats agricoles (F.D.S.E.A.) et les mouvements autonomistes.

APRÈS ÊTRE RENTRÉ EN FRANCE DE SON PROPRE CHEF

M. de Vathaire est interrogé au quai des Orfèvres

Arrivé à Paris par un avion en provenance d'Athènes, M. Hervé de Vathaire, directeur des services comptables du groupe Dassault, est interrogé au quai des Orfèvres, ce mercredi 8 septembre, depuis la fin de la matinée. M. de Vathaire, qui réside depuis environ un mois dans l'île de Corfou, avait décidé de rentrer en France de son propre chef pour « se mettre à la disposition de la justice ».

M. de Vathaire avait quitté Paris le 6 juillet dernier, après avoir prélevé 8 millions de francs sur l'un des comptes de son employeur, M. Marcel Dassault, pour aller à la recherche de sa femme, Mlle Bernadette Roels, de l'ancien mercenaire Jean Kay et d'une amie de ce dernier, Mlle Danièle Marquet. Il semble que, apprenant les poursuites engagées contre lui, il ait alors décidé de renvoyer à Paris Mlle Roels, en confiant à celle-ci une lettre la disqualifiant dans cette affaire. Il faisait, à ce moment, allusion à des menaces, laissant entendre qu'il était contraint de remettre à des inconnus la somme de 8 millions de francs et mettait en cause M. Jean Kay, avec qui il était en relation depuis plusieurs mois et en compagnie duquel il s'était rendu en juin en Floride au cours d'un bref voyage.

M. Jean Kay, dont on est sans nouvelle, se serait emparé d'un dossier constitué par M. de Vathaire sur certaines opérations financières et commerciales du groupe Dassault qu'il désapprouvait. M. de Vathaire, avant de disparaître, avait remis à Mlle Roels un résumé de ce dossier, et celle-ci l'avait confié aux enquêteurs.

La réapparition de M. de Vathaire devrait permettre d'apporter d'importantes réponses aux nombreuses questions que l'on pouvait se poser à propos de cette affaire révélée seulement le 3 septembre dernier. L'interrogatoire du collaborateur de M. Dassault devrait également relancer une enquête qui semblait être au point mort depuis plusieurs jours, sinon plusieurs semaines.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Un important mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a adopté, ce mercredi 8 septembre, un important mouvement préfectoral provoqué par la nomination de M. Doustun et Camous comme directeurs du cabinet du premier ministre et du ministre du Travail. Ils sont respectivement remplacés comme préfets de régions d'Aquitaine par M. Masson, et des pays de la Loire par M. Mestre.

REGION AQUITAINE : M. Paul MASSON.

M. Paul Masson, préfet du Lot-et-Garonne, est nommé préfet de la région d'Aquitaine, en remplacement de M. Doustun devenu directeur du cabinet du premier ministre.

[Né le 21 juillet 1920 à Ussat (Corrèze), M. Paul Masson est diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer (promotion 1941). Après avoir servi dans l'armée de l'air, il est nommé préfet de la région d'Alsace en 1967. Il devient haut commissaire de France en Haute-Volta, en 1968, et directeur du développement de la production agricole jusqu'en 1971. A cette date, il est nommé préfet de la région d'Alsace, en 1971, directeur du cabinet de M. Michel Debré, alors ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le 1^{er} juillet 1973, il est nommé préfet du Lot-et-Garonne, et le 1^{er} juillet 1974, préfet de la région du Centre.]

BASE-NORMANDIE : M. Jacques DELAUNAY.

M. Jacques Delaunay, préfet du Gard, est nommé préfet de la région de Basse-Normandie, en remplacement de M. Philippe Mestre, nommé préfet de la région Pays de la Loire.

[Né en 1921 à Bay-sur-Sure (Eure), M. Jacques Delaunay est licencié en droit. En 1944, il est membre du comité départemental de libération du Vaucluse. En 1948, il est successivement attaché au cabinet de M. Bidault,

ministre des affaires étrangères, puis au cabinet de M. Lecourt, ministre de la Justice. Après avoir été chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat à la marine en 1949, il devient conseiller technique de M. Dorey, secrétaire d'Etat à l'agriculture, en 1958. Il est nommé directeur de cabinet du préfet de la Saône, avant de devenir secrétaire général. En 1962, il est nommé secrétaire général de la Mairie de Paris. Après avoir occupé les fonctions de préfet de la région Centre du janvier 1971 à février 1973, il est devenu à cette date, préfet du Gard.]

PAYS DE LA LOIRE : M. Philippe MESTRE.

M. Philippe Mestre, préfet de la région Basse-Normandie, est nommé préfet de la région Pays de la Loire, en remplacement de M. Paul Camous, nommé directeur du cabinet de M. Beullac, ministre du travail.

[Né en 1927 en Vendée, M. Mestre est diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. En 1961, il est nommé sous-préfet de Casselange, en Algérie, puis adjoint au directeur des affaires politiques à Alger. En 1962, il devient directeur du cabinet du préfet de la région de Touraine, en 1964, conseiller technique au cabinet de M. Messmer, ministre des armées. En 1969, il entre au cabinet de M. Chaban-Delella, premier ministre, et préside la mission interministérielle pour les rapatriés d'outre-mer. En décembre 1970, il est nommé préfet du Gard et, en mai 1973, préfet du Calvados, préfet de la région Basse-Normandie, après avoir été nommé préfet de la région Basse-Normandie en octobre 1971 à juillet 1972.]

REGION DU CENTRE : M. Bernard COUZIER.

M. Bernard Couzier, préfet de la Loire, est nommé préfet du Lot-et-Garonne, en remplacement de M. Masson, nommé préfet de la région d'Aquitaine.

[M. Bernard Couzier est né le 14 février 1919 à Toulouse. Rédacteur de préfecture en 1939, il est en 1945, chef de cabinet du préfet de Maine-et-Loire. Il est sous-préfet de Mirande en juillet 1946, puis, en 1951, de Fontenay-le-Comte. Il est nommé préfet de la région de Saint-Nazaire, en septembre 1967. M. Couzier a été successivement secrétaire général des départements du Nord (1963), puis des Alpes-Maritimes (1965). En août 1972, il devient directeur du cabinet de M. Joseph Fontanille, alors ministre de l'éducation nationale, puis est nommé, en décembre 1973, préfet de la Loire.]

Devant le Conseil d'Etat

LA FUSION ERAP-AQUITAINE EST CONTESTEE PAR LES SOCIALISTES ET LES RADICAUX DE GAUCHE.

Le parti socialiste et les radicaux de gauche annoncent le 8 septembre, dans un communiqué, leur décision de détenir au Conseil d'Etat, pour excès de pouvoir, le décret du 7 juillet 1976 relatif à l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP).

Ce décret autorise l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières à apporter à la S.N.P.A. et à sa filiale, la société nationale Elf-Aquitaine Production, les biens, droits et obligations mentionnés dans les conventions d'apport signées le 21 mai dernier.

En effet, rappellent-ils, s'agissant d'un transfert de propriété au secteur privé, le législateur est compétent en application de l'article 34 de la Constitution pour en fixer les règles.

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

Préparation sur trois ans, simultanée ou non, aux diplômes d'Etat suivants :

- Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures (Cours du jour ou du soir)
- B.T.S.D. (Brevet de Technicien Supérieur de Distribution)
- D.E.U.G. de Sciences économiques et 1^{re} année de la Maîtrise de gestion (pour bacheliers uniquement)

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

ECOLE des CADRES

du COMMERCE et des AFFAIRES ECONOMIQUES

Etablissement privé d'enseignement supérieur RECONNU PAR L'ETAT. Trois années débouchant sur des fonctions de cadres opérationnels en gestion des P.M.E., marketing, gestion financière, informatique de gestion, commerce international, préparation au D.E.C.S.

Le corps professionnel se compose en majorité de praticiens. Jeux d'entreprises. Langues enseignées par laboratoire audiovisuels. Informatique sur IBM 370-155. Stages pratiques en entreprises.

Examen d'admission : 22 et 23 septembre 1976. Renseignements et inscriptions : E.D.C. - 92, av. Charles-de-Gaulle, 92000 Neuilly-sur-Seine - Tél. : 747.06.40.

150